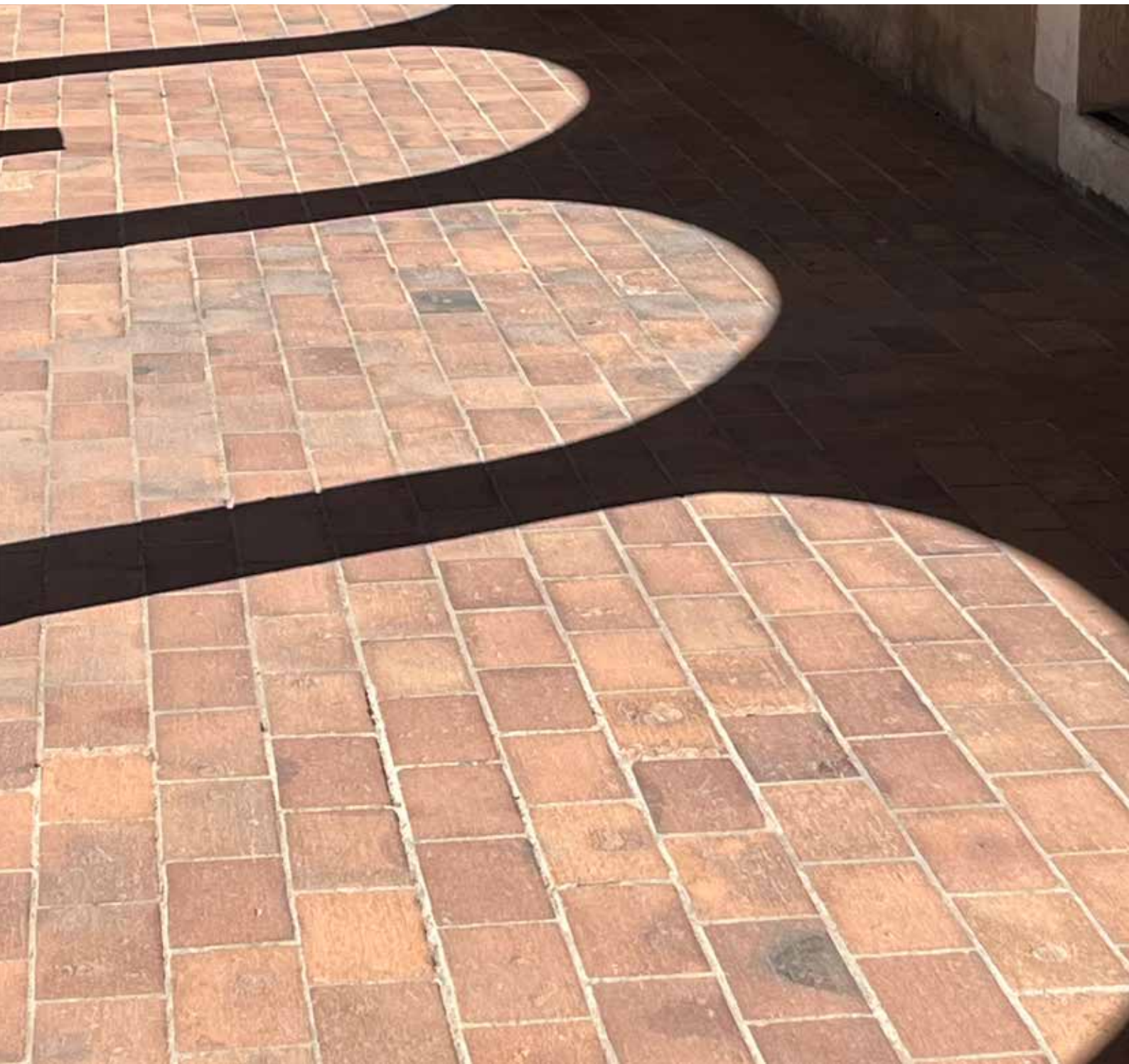


ADRESSES

internationalisme et démocr@tie

N° 22 – 7 septembre 2026





Pour nous écrire :

Adresses.la.revue@gmail.com

ABONNEZ-VOUS, C'EST GRATUIT

SYLLEPSE

Directeur de publication : Michel Lanson

ISSN : 3038-9798

Téléchargement sur [Entre les lignes entre les mots](http://Entre%20les%20lignes%20entre%20les%20mots), www.syllepse.net et Réseau Bastille

Éditions Syllepse, 69 rue des Rigoles, 75020 Paris

Toutes les photos sont issues des collections des éditions Syllepse, sauf celle de la p. 53 issue du site Posle.

LISTE DES ADRESSES

ADRESSES : INTERNATIONALISME ET DÉMOCRATIE

Faisons sortir les elfes pour bâtir des récits vraiment universels 5

Didier Epsztajn, Michel Lanson, Patrick Silberstein

ADRESSE N° 22/252

Une résistance venue d'en bas, et non un « axe » d'États 7

Une conversation de Siyavash Shahabi avec Joseph Daher

ADRESSE N° 22/253

Les multiples facettes du campisme 22

Amir Kianpour et Morteza Samanpour

ADRESSE N° 22/254

Le féminisme iranien pris entre la guerre et le régime 29

Entretien avec Firoozeh Farvardin

ADRESSE N° 22/255

Guerre et fascisme dans le monde : Marx, Engels, colonialisme
et indigénité 37

Kevin Anderson

ADRESSE N° 22/256

L'agression de la Russie contre l'Ukraine montre à quel point
l'amnésie historique est dangereuse 51

Entretien avec Bernhard H. Bayerlein

ADRESSE N° 22/257

Le nouvel impérialisme de la Russie 58

Ilya Budraitskis et Ilya Matveev



Faisons sortir les elfes pour bâtir des récits vraiment universels

Didier Epszajn, Michel Lanson, Patrick Silberstein

« Les peuples veulent ». Publié en 2019, ce manifeste affirmait vouloir rebâtir une pensée et une action internationalistes.

Cette petite musique est évidemment celle qu'Adresses aime entendre, tant elle est peu présente dans les grands concerts politiques qui dominent la « scène musicale » du moment.

C'est cette symphonie du nouveau monde qu'il faut faire entendre dans tous les coins de la planète.

Malheureusement, la musique de fond qui sature l'espace politique impose une vision géopolitique, souvent étroitement nationale. Les impérialismes et les sous-impérialismes imposent leur tempo, leurs solutions violentes et non démocratiques. Et, bien souvent, les gauches restent muettes, voire pis, elles choisissent de conforter leur propre impérialisme et/ou ont les yeux de Chimène pour certaines puissances attifées en puissance anti-impérialiste.

Kevin Anderson insiste sur le danger que représentent le trumpisme et ses menées guerrières, ainsi que sur la « résurgence fasciste » qui parcourt la planète. Cependant, écrit-il, on ne peut pas s'abstraire d'examiner le projet politique des forces opposées à l'impérialisme américain. Faute de quoi, le risque est grand de nous opposer à la guerre américano-israélienne en gardant le silence – ou pire encore – sur la République islamique d'Iran.

Il nous invite également à relire la *Critique du programme de Gotha*, où Marx met à mal les lassalliens de son temps et, par extension, les étatistes du nôtre¹.

Disons-le haut et fort !

Non, la France n'a pas de frontière avec le Brésil !

Non, la France n'a pas son mot à dire dans le concert des nations du Pacifique Sud !

Non, la France n'a pas vocation à être une « nation globale présente sur les cinq continents », elle devrait au contraire s'engager à soutenir le droit des peuples à l'autodétermination, à l'indépendance, à se constituer des fédérations régionales de peuples et de nations et d'États indépendants !

Patrick Chamoiseau ne nous dit d'ailleurs rien d'autre quand, à rebours des discours présentant « le français comme le support privilégié de la créolisation » – alors que l'enseignement des langues minoritaires, dont le créole, se meurt – il rappelle que la langue française a été imposée par le colonisateur. Le « Grand Récit justificateur » de celui-ci sur la « civilisation », le « progrès » et l'« universel » masquant l'imposition de l'identité des vainqueurs².

Non, la paix en Ukraine ne dépend pas de Washington mais du retrait des troupes russes dans les frontières de la Fédération de Russie, de la défaite militaire et politique du régime de Poutine et sans aucun doute de la refondation démocratique d'une fédération des peuples et nations de Russie librement associés !

Non, la Chine n'a plus aucun droit sur Taïwan, pas plus qu'elle n'en a sur le Tibet, les Ouïgours ou Hong Kong et pas plus qu'elle n'a celui d'écraser les libertés publiques à l'intérieur de ses frontières...

Cet inventaire à la Prévert des enfermements dans une pensée étatique et national(ist)e est pourtant battu en brèche par

1. « Guerre et fascisme dans le monde : Marx, Engels, colonialisme et indégénéité », p. 37.

2. Patrick Chamoiseau, « Nous devons être riches de toutes les langues du monde », *Adresses*, n° 6/56, octobre 2024.

des myriades d'initiatives et de textes qui construisent pas à pas une intelligence internationaliste et démocratique commune. Comme l'écrit Étienne Balibar, il faut s'atteler à «la formation d'une communauté cosmopolitique fédérant des peuples, des cultures, des modes d'existence». Il faut viser, écrit-il, à faire naître un «contrepoint de multiples humanités». Il s'agit bien sûr, s'empresse-t-il d'ajouter, d'une «utopie» mais dont «toutes les luttes anti-impérialistes de taille et de modalité diverse poursuivent la réalisation³».

C'est l'esprit qui anime *Adresses*: contribuer à façonner les contours d'une culture politique qui ait un tel objectif.

Dans ce 22^e numéro, nous essaierons de prendre en compte les injonctions – oui, considérons-les comme des injonctions, tant l'heure est grave – de plusieurs auteur-es dont nous avons sélectionné les textes⁴.

Dans le long entretien qu'il a donné à Radio Zamaneh, le média iranien d'opposition, Joseph Daher résume parfaitement la mâchoire de fer dont nous devons nous dégager: «La domination américaine ne rend ni la Chine ni la Russie progressistes» pas plus qu'elle ne «transforme pas la République islamique en une force de libération.» Sa conclusion est une profession de foi: «La résistance venue d'en bas ne peut se construire sans libertés démocratiques⁵».

De leurs côtés, dans leur critique du campisme, Amir Kianpour et Morteza Samanpour rappellent qu'alors que «le marché mondial se réorganise selon des lignes multipolaires⁶», il faut s'atteler à combiner les luttes

concrètes pour «renouveler un internationalisme capable de perturber les circuits de la guerre et de l'accumulation et de défendre les couloirs de la vie⁷».

Féministe iranienne, Firoozeh Farvardin insiste sur une évidence que certains semblent, délibérément ou non, oublier:

Nous avons besoin d'une solidarité qui ne fasse pas le choix entre le régime et la guerre. Une solidarité à même d'écouter celles et ceux qui soutiennent la vie, apportent des soins et résistent à partir de la base. S'opposer à l'impérialisme ne peut signifier fermer les yeux sur la violence de la République islamique. Et s'opposer à la République islamique ne peut signifier soutenir la destruction du pays⁸.

L'historien Bernhard H. Bayerlein nous invite à faire un retour vers le futur en examinant l'alliance de Staline avec Hitler dont les ressorts impérialistes, de propagande et de manipulation présentent des similitudes inquiétantes avec le présent de l'Europe⁹.

Enfin, et ce sont eux qui auront le mot de la fin de ce numéro, Ilya Budraitskis et Ilya Matveev – deux chercheurs russes en exil pour s'être opposés à l'invasion de l'Ukraine – nous donnent à lire l'introduction de leur livre à paraître: *Russia's New Imperialism. Capital and Ideology* (Stanford University Press). Ils rappellent au passage que la gauche s'est «pour l'essentiel moquée de l'insistance américaine sur l'imminence d'une attaque russe» contre l'Ukraine et qu'il est donc temps «de réévaluer la multiplicité des acteurs impérialistes contemporains». Pour eux, le rôle de la Russie dans la montée de la militarisation du monde «est réel et substantiel». Désormais, écrivent-ils, «la concurrence intense entre impérialismes rivaux est un fait indéniable qui exige à la fois une réflexion académique et une réponse concrète de la part des mouvements progressistes et internationalistes¹⁰».

3. Étienne Balibar, «Impérialisme», *AOC*, novembre 2024.

4. Ce qui signifie, évidemment, que nous avons été contraints à en écarter de nombreux autres pour ne pas alourdir ce numéro. On pourra notamment consulter avec gourmandise le site [Entre les lignes entre les mots](#) qui nous en livre plusieurs chaque jour.

5. «Une résistance venue d'en bas, et non un «axe» d'États», p. 7

6. Voir notamment dans *Adresses*: Promise Li, «Lutter contre l'impérialisme multipolaire», n° 00/4; Joey Akoub, Romeo Kotriatsli, Kavita Krishnan et Promise Li, «Contre l'impérialisme multipolaire», n° 02/13; Leila Al-Shalami, «S'opposer à tous les oppresseurs», n° 04/34; Frieda Afary, «Nous avons besoin d'une alternative humaniste au capitalisme», n° 16/180; Siavash Shahabi, «Iran: lutte pour la liberté et racisme des antiracistes. Leçons de Bourdieu, Saïd et l'orientalisme», n° 14/96; François Polet, «Campisme et géopolitisation de la société civile africaine», n° 10/98; Marco Norris, «Le pacifisme et le

campisme risquent de submerger la gauche à jamais», n° 6/10.

7. «Les multiples facettes du campisme», p. 22

8. «Le féminisme iranien pris entre la guerre et le régime», p. 29

9. «L'agression de la Russie contre l'Ukraine montre à quel point l'amnésie historique est dangereuse», p. 51

10. «Le nouvel impérialisme de la Russie», p. 58

Une résistance venue d'en bas, et non un « axe » d'États

Une conversation de Siyavash Shahabi avec Joseph Daher

7

La guerre à Gaza, puis l'extension des combats au Liban et à l'Iran, ont une nouvelle fois transformé un vieux désaccord au sein de la gauche en une question urgente. Les relations d'une force politique avec les États-Unis et Israël suffisent-elles à la définir ? Si une organisation combat Israël, faut-il la qualifier de progressiste ou d'anti-impérialiste ? Comment défendre le droit des Palestiniens et des Libanais à résister, tout en critiquant le Hamas et le Hezbollah pour leurs programmes sociaux, leurs politiques économiques et leurs relations avec les mouvements indépendants ? Et en Iran, comment s'opposer à la guerre menée par les États-Unis et Israël sans transformer la défense de l'Iran contre une agression étrangère en une défense de la République islamique ?

Joseph Daher, chercheur et militant socialiste syro-suisse, étudie ces questions sous l'angle de l'économie politique depuis des années. Il est titulaire d'un doctorat en études du développement de la SOAS (Université de Londres) et d'un autre doctorat sur la révolution et la contre-révolution en Syrie de l'Université de Lausanne. Ses recherches portent principalement sur l'économie politique du Moyen-Orient, l'islam politique, le sectarisme, le néolibéralisme et les mouvements sociaux. Parmi ses ouvrages les plus importants figure *Hezbollah: The Political Economy of Lebanon's Party of God*¹, qui examine le Hezbollah non pas simplement à travers son idéologie religieuse ou son activité militaire, mais à travers sa position au sein

de la structure de classes, de l'économie politique et du système sectaire du Liban.

Daher a enseigné à l'université de Lausanne pendant plus d'une décennie. Début 2025, l'université n'a pas renouvelé son contrat d'enseignement. Cette décision fait suite à son soutien à la mobilisation étudiante en solidarité avec la Palestine et à une procédure administrative liée à une occupation de l'université dans le cadre d'une manifestation. Plusieurs associations d'études sur le Moyen-Orient, le conseil de faculté et des groupes de défense de la liberté académique ont protesté contre cette décision, la qualifiant de disproportionnée et de menace pour la liberté académique. Daher a également replacé son renvoi dans le contexte plus large des pressions exercées sur les voix pro-palestiniennes dans les universités européennes.

Notre entretien a débuté par une question de méthode, mais les réponses de Daher ont progressivement conduit à une question plus large. Dans une région où les populations sont confrontées à la fois au colonialisme, à l'impérialisme, à la guerre, à des États autoritaires et à des forces politiques nationales réactionnaires, comment la gauche peut-elle maintenir une politique indépendante ?

La politique étrangère ne suffit pas à elle seule à définir une force politique

Certains courants de gauche classent les forces politiques du Moyen-Orient principalement en fonction de leurs relations avec les États-Unis et Israël. Selon cette vision, toute force qui combat ces deux puissances appartient à la « résistance », ou devient au moins un allié objectif.

1. Joseph Daher, *Le Hezbollah: Un fondamentalisme religieux à l'épreuve du néolibéralisme*, Paris, Syllepse, 2019

Daher défend une position presque opposée. Il affirme qu'il faut distinguer deux questions. Premièrement, quelle est la nature politique d'un acteur? Et deuxièmement, quelle position devons-nous adopter vis-à-vis de cet acteur et de ses ennemis dans une situation donnée?

La nature politique de tout acteur, et pas seulement celle du Hezbollah ou du Hamas, ne peut se réduire à sa politique étrangère ou à ses relations avec les États-Unis et Israël à un moment donné.

Si le simple fait de s'opposer aux États-Unis suffisait à rendre une force progressiste, soutient Daher, alors chaque État bourgeois occidental devrait devenir un allié de la classe ouvrière dès lors qu'il est en désaccord avec Washington. La France s'est opposée à l'invasion américaine de l'Irak en 2003, mais cela n'a pas changé la nature de classe de l'État français. Al-Qaïda a également combattu les États-Unis, mais cela n'en a pas fait une force progressiste.

Joseph Daher suggère donc de commencer l'analyse en partant de manière différente :

Nous, à gauche, nous ne devrions pas analyser un acteur politique ou un État uniquement à travers sa politique étrangère et déterminer notre position politique à son égard sur cette base. Nous devons examiner ses politiques à l'égard des classes ouvrières et populaires, son programme politique, ses politiques économiques, ses relations avec les mouvements sociaux, etc. En d'autres termes, nous avons besoin d'une analyse matérielle et globale.

Sur la base de ces critères, Daher ne considère ni le Hamas ni le Hezbollah comme des forces de gauche ou progressistes. Il met en avant leurs politiques économiques néolibérales, leur conservatisme social, l'islamisation de la société, leur opposition à certains mouvements indépendants issus de la base, leurs problèmes en matière de droits des femmes et de laïcité, ainsi que leurs relations contradictoires avec les luttes ouvrières.

Mais une autre distinction importante s'impose ici. Le Hamas, le Hezbollah, les Frères musulmans et la République islamique ne peuvent pas tous être rangés dans une même catégorie.

Par exemple, lorsque Daher aborde la «bourgeoisification» des mouvements fondamentalistes islamiques, il souligne que ce processus a été plus limité au sein du Hamas que dans de nombreux autres mouvements. La raison en réside dans les conditions matérielles qui règnent à Gaza. Le blocus israélien et ce qu'il appelle sa politique de «sous-développement» ont sévèrement limité l'accumulation de capital et la formation d'une puissante classe capitaliste locale. Ainsi, même parmi les mouvements qu'il classe au sein de la grande famille de l'islam politique, les structures de classe ne sont pas identiques.

Il utilise la même méthode pour examiner les relations régionales du Hamas. Daher rejette l'image d'un Hamas considéré comme un simple «mandataire» de l'Iran. La relation est étroite, mais le Hamas a également fait preuve d'indépendance politique. Son désaccord avec Téhéran au sujet du soulèvement syrien en est un exemple majeur. Le Hamas a refusé de soutenir la répression des manifestant·es syrien·es par le régime d'Assad, et Téhéran a réagi en réduisant une partie de son soutien financier.

Il existe d'autres exemples. En 2015, l'Iran a temporairement réduit son soutien au Jihad islamique palestinien parce que l'organisation refusait de condamner la guerre menée par l'Arabie saoudite au Yémen contre les Houthis. À un autre moment, Téhéran a réorienté une partie de son financement vers un autre groupe à Gaza.

Même après la guerre américano-israélienne contre l'Iran, les dirigeants du Hamas, tout en défendant le droit de l'Iran à riposter à l'attaque, ont demandé à Téhéran de ne pas prendre pour cible les pays voisins.

Daher souligne également que l'alliance avec la République islamique n'a pas toujours fait l'unanimité à l'intérieur de Gaza. En 2020, des groupes de Palestiniens ont décroché des portraits de Qassem Soleimani à Gaza, et certains l'ont condamné en raison du rôle de l'Iran en Syrie et en Irak. Ces cas sont importants pour Daher, car ils montrent que ce qu'on appelle l'«axe de la résistance» ne peut être considéré comme un bloc politique unique placé sous un commandement unique. Il existe des États et des organisations dont les intérêts se rejoignent parfois, mais qui ont également des désaccords.

Il en va de même pour les relations du Hamas avec d'autres États. Outre l'Iran, l'organisation a noué des liens étroits avec le Qatar et la Turquie. Daher évoque la position adoptée par Khaled Mashal en 2018 concernant l'attaque turque contre Afrin. Mashal s'était félicité de la victoire turque, bien que l'occupation d'Afrin ait entraîné des déplacements massifs de population, notamment parmi les Kurdes.

Donc, pour Daher, une relation avec un État régional ou une puissance étrangère ne prouve en rien l'anti-impérialisme prétendument inhérent à une organisation. Et c'est là que nous arrivons à l'une des distinctions les plus importantes de l'entretien : la différence entre nécessité tactique et stratégie politique.

Daher affirme que la gauche devrait soutenir le droit des Palestinien·nes et des Libanais·es à se procurer des armes et à se défendre. Si une force soumise à l'occupation ou attaquée doit collaborer avec des États autoritaires pour se procurer des armes, celles et ceux qui se trouvent en sécurité à l'écart ne peuvent exiger qu'elle n'accepte que des armes provenant de gouvernements répondant à nos critères politiques :

Je soutiens les efforts de ces organisations pour se procurer des armes partout où elles le peuvent afin de se défendre, et j'accepte également la coopération tactique avec des États régionaux ou internationaux à cette fin. Le problème commence lorsque ces choix tactiques deviennent stratégiques. Cela conduit souvent à de mauvaises stratégies politiques.

En d'autres termes, recevoir des armes de l'Iran est une chose. Lier l'avenir politique de la Palestine à la stratégie régionale de la République islamique en est une autre. Selon M. Daher, les États de la région soutiennent la Palestine tant que ce soutien sert leurs intérêts. Lorsque leurs intérêts changent, les limites de leur soutien changent également.

Il cite en exemple le comportement de la République islamique et du Hezbollah après octobre 2023. Au cours des premiers mois de la guerre de Gaza, les dirigeants iraniens ont répété à plusieurs reprises qu'ils ne souhaitaient pas que le conflit s'étende à l'ensemble de la région. Le Hezbollah lui-même, selon les propos de Hassan Nasrallah, était

principalement censé agir comme un « front de pression » plutôt que de s'engager dans une guerre à grande échelle.

Selon Daher, Téhéran ne souhaitait pas que son allié régional le plus important au Liban soit affaibli par une guerre directe contre Israël.

L'objectif géopolitique de l'Iran n'est pas la libération des Palestinien·nes. Il s'agit d'utiliser ces groupes comme moyen de pression, notamment dans ses relations avec les États-Unis.

Pour autant, aucune de ces critiques ne revient à nier le droit à la résistance :

Le caractère conservateur du Hamas ou du Hezbollah ne devrait pas empêcher la gauche, au niveau local ou international, de défendre la résistance et la lutte des Palestinien·nes, du peuple libanais et d'autres peuples de la région contre un régime colonial, raciste et d'apartheid soutenu par l'impérialisme occidental.

Pour Daher, affirmer que la gauche ne devrait soutenir la résistance que lorsqu'elle est dirigée par des communistes ou des socialistes est une vieille erreur de l'extrême gauche sur la question nationale. Les peuples sous occupation ont le droit de résister même lorsque la direction politique de cette résistance est loin du programme que la gauche souhaiterait. Mais le soutien au droit de résister ne doit jamais être confondu avec le soutien au projet politique des dirigeants de la résistance.

« Deux fascismes » ou des forces différentes au sein d'un système mondial inégalitaire ?

Une partie de la gauche iranienne avance une théorie pour expliquer la relation entre l'islam politique et l'extrême droite occidentale. On parle parfois des « services mutuels de deux fascismes ». L'islamisme fournit l'ennemi et la peur dont l'extrême droite occidentale a besoin. De son côté, l'extrême droite, les guerres occidentales, l'occupation, le racisme et l'islamophobie permettent aux islamistes de se présenter comme les seuls défenseurs des musulman·es et des peuples de la région.

Daher reconnaît qu'une partie de cette relation existe, mais il émet des réserves quant



à l'utilisation généralisée du terme «fascisme». Il se dit prudent face à des concepts tels que le fascisme, le néofascisme et le post-fascisme. Non seulement parce que leurs définitions sont contestées, mais aussi parce que la manière dont nous définissons une force politique influe sur la stratégie que nous employons à son encontre.

Cette prudence, précise-t-il, ne doit pas être confondue avec une sous-estimation du danger que représentent l'extrême droite et l'autoritarisme en Occident. Il considère les évolutions observées en Europe et aux États-Unis au cours des deux dernières décennies comme une menace très grave. Mais les similitudes idéologiques ou sociales ne signifient pas que la République islamique, le Hamas, le Hezbollah, le trumpisme et l'État israélien constituent tous le même type de force politique.

Le premier problème réside dans leurs positions très différentes au sein du système mondial :

Sur le plan politique, nous ne pouvons pas placer les puissances impérialistes occidentales au même niveau que des puissances régionales périphériques ou du Sud telles que l'Iran.

Daher considère toujours les États-Unis comme la puissance dominante au sein du

système impérialiste mondial. La Chine est leur principal concurrent, tandis que la Russie, la France et la Grande-Bretagne sont également des puissances impérialistes. Mais leurs capacités économiques, financières et militaires ne sont pas équivalentes.

Pour expliquer cette inégalité, il revient sur le concept de développement capitaliste inégal et combiné.

Le capitalisme développe les forces productives à l'échelle mondiale, mais cette expansion n'est jamais uniforme. Les pays, les industries et les centres de capital se développent à des rythmes différents, ce qui modifie constamment les rapports de force. Une puissance au sommet à une certaine période peut se retrouver confrontée à un nouveau rival par la suite. Les alliances ne sont pas non plus permanentes.

Daher relie cette réflexion à la théorie de l'impérialisme de Lénine. Si le développement capitaliste est inégal, l'équilibre entre les États ne cesse de changer. Et ces changements créent un risque de conflit et de guerre.

Il se distancie ici de la notion d'«ultra-impérialisme» de Kautsky, selon laquelle la concentration du capital pourrait à terme amener les grandes puissances à s'inscrire dans une sorte d'ordre mondial relativement coordonné. Pour Daher, la redistribution

constante du pouvoir entre les États rend impossible une telle coordination stable.

La pertinence de cette analyse pour le Moyen-Orient est évidente. La différence entre les États-Unis et l'Iran ne se résume pas simplement à une question de «bons» et de «mauvais» gouvernements. Ils occupent des positions différentes au sein de la hiérarchie mondiale du capital et du pouvoir. Mais Daher met également en garde contre le risque que cette différence ne serve à blanchir l'image des États périphériques. Une puissance régionale peut mener des politiques expansionnistes et répressives même si elle n'occupe pas la même position que les États-Unis.

Il voit néanmoins des similitudes entre le fondamentalisme islamique et l'extrême droite occidentale.

Ces deux courants ont souvent, historiquement, une base petite-bourgeoise, tandis qu'une partie de leurs dirigeants et de leurs structures a par la suite rejoint des blocs bourgeois. Tous deux ont tendance à se présenter comme «ni de gauche ni de droite» et à faire passer l'unité de la nation, de la communauté ou de la *oumma* avant la lutte des classes.

Il existe également d'importants recouvrements sur le plan économique. De nombreux mouvements islamistes fondamentalistes n'ont aucun problème de fond avec les politiques néolibérales. Au contraire, ils développent des réseaux de charité religieuse. Daher qualifie cela de «néolibéralisme religieux». Les services publics fournis par l'État se réduisent, tandis que ce qui devrait relever des droits sociaux devient de la charité.

Il donne un exemple tiré des États-Unis. Les conservateurs religieux affirment que les États-providence sont inefficaces et que les organisations religieuses locales sont mieux à même de fournir des services sociaux. Cela permet au néolibéralisme économique de s'allier au conservatisme moral.

Un mécanisme similaire existe au sein de l'islam politique. Les marchés et la privatisation côtoient la charité religieuse, tandis que ces mêmes mouvements mettent l'accent sur la famille, la morale sexuelle et un ordre social conservateur. L'extrême droite et les fondamentalistes islamiques se rejoignent également sur la question du genre. Les uns comme les autres considèrent souvent

la famille comme quasi sacrée, s'opposent à certains aspects des droits des femmes et des personnes homosexuelles et transgenres, et présentent le changement social comme un déclin moral.

Mais l'extrême droite occidentale présente une autre caractéristique. Elle peut s'approprier une partie du discours du libéralisme, y compris celui des «droits des femmes», et l'utiliser à des fins racistes. Daher fait référence au concept de «fémonationalisme²» de Sara Farris. Les femmes musulmanes auraient besoin d'être «sauvées» des hommes musulmans, tandis que les politiques anti-immigration ou les interdictions du hijab sont justifiées par le discours de la liberté des femmes.

Une autre similitude réside dans l'idée du déclin civilisationnel. Les fondamentalistes islamiques souhaitent revenir à un «âge d'or» mythique de l'islam. L'extrême droite promet de restaurer la grandeur perdue de la nation. Dans les deux cas, les migrant·es, les féministes, la gauche, les minorités sexuelles ou la «culture occidentale» peuvent être tenu·es pour responsables de la crise de la société. Les problèmes matériels tels que les inégalités, l'exploitation et la crise capitaliste sont remplacés par des explications culturelles.

Mais pour Daher, ces similitudes ne suffisent pas pour qualifier toutes ces forces de «fascistes».

Concernant la République islamique, il décrit le régime comme théocratique, militarisé, autoritaire et violent. Mais il reste prudent quant à l'utilisation du concept de fascisme.

L'extrême droite sioniste est un cas à part. Certains de ses courants ont des racines historiques évidentes dans le fascisme, et certaines figures de l'extrême droite israélienne ont même elles-mêmes accepté cette étiquette. Jabotinsky a également été influencé par Mussolini.

Mais même ici, Daher affirme que le fascisme n'est pas le concept principal pour comprendre le sionisme :

Ce qui définit le sionisme en tant que mouvement, avant tout, c'est sa nature coloniale

2. NDLR. Voir Sara Farris, *Au nom des femmes : «fémonationalisme» : les instrumentalisations racistes du féminisme*, Paris, Syllepse, 2021.

de peuplement et sa tentative d'expulser les Palestinien·nes de leurs terres.

Dans cette perspective, si l'État israélien, le trumpisme, la République islamique, le Hamas et le Hezbollah sont tous simplement qualifiés de « fascisme », une différence fondamentale disparaît. La différence entre un État colonial et un peuple sous occupation, entre une puissance impérialiste centrale et une puissance régionale, et entre des histoires de classes différentes.

7 octobre : le droit à la résistance, la décision du Hamas et le massacre de civils

C'est à partir du 7 octobre que ces distinctions deviennent plus difficiles à établir. Trois niveaux différents sont souvent confondus : le droit historique des Palestinien·nes à la résistance, la décision politique et militaire du Hamas de lancer l'opération du 7 octobre, et les actes spécifiques commis contre des civil·es ce jour-là. Selon Daher, le soutien au premier ne devrait pas impliquer un soutien inconditionnel aux deux autres :

Les Palestinien·nes, comme toute autre population confrontée à un régime colonial et d'apartheid, ont le droit de résister, y compris par des moyens militaires, et cela inclut le Hamas. Mais ce droit ne doit pas être confondu avec le soutien aux opinions politiques des différents partis palestiniens ou à l'ensemble de leurs opérations militaires, y compris le massacre de civil·es du 7 octobre.

Dans le même temps, il rejette également un discours qui met toutes les formes de violence sur le même plan :

La violence utilisée par un oppresseur pour maintenir des structures de domination et d'asservissement ne devrait jamais être considérée comme équivalente à la violence des opprimé·es qui tentent de retrouver leur dignité et d'affirmer leur droit à l'existence.

Daher ne veut pas dire que chaque acte commis par les opprimé·es devient légitime. Son argument porte sur la distinction entre le jugement d'un acte spécifique et l'analyse de la relation structurelle entre colonisateur et colonisé. Dans ce contexte, Daher explique qu'Israël est, de par ses politiques

(dépossession, déplacement, occupation, colonisation, etc.), l'acteur qui porte la plus grande responsabilité historique dans les événements du 7 octobre.

Il soutient également que le problème de l'État israélien ne réside pas simplement dans la nature de la résistance palestinienne. Avant le Hamas, l'Organisation de libération de la Palestine, les groupes de gauche, le Fatah, les militant·es démocrates et laïques, et même les manifestations palestiniennes non violentes ont été réprimés. La Grande Marche du retour de 2018 et 2019 en est un exemple important. Il s'agissait de manifestations largement pacifiques que l'armée israélienne a réprimées à coups de balles réelles et de violences extrêmes. D'autres exemples historiques reflètent cette dynamique, comme la première Intifada, qui s'est déroulée de la fin de 1987 jusqu'au début des années 1990. Ainsi, selon Daher :

Pour la classe dirigeante israélienne, la question n'est pas la nature de la résistance palestinienne, qu'elle soit pacifique ou armée, ni même l'idéologie qui la sous-tend. Toute remise en cause de la structure de l'occupation et de la colonisation doit être criminalisée et réprimée.

Mais si la résistance est légitime, comment faut-il juger les calculs politiques du Hamas du 7 octobre ?

Daher estime que le Hamas poursuivait plusieurs objectifs. Premièrement, briser le statu quo en Palestine : le blocus de Gaza, l'expansion des colonies, la violence en Cisjordanie et les attaques contre la mosquée Al-Aqsa. Deuxièmement, mettre un terme au processus régional de normalisation des relations entre Israël et les États arabes.

Sur ce deuxième point, l'opération a été couronnée de succès, du moins temporairement. La normalisation entre l'Arabie saoudite et Israël a été interrompue, et la Palestine est revenue au centre de la politique régionale. Mais Daher estime que les calculs du Hamas concernant l'« après-conflit » étaient largement erronés.

La direction du Hamas s'attendaient probablement à un soulèvement plus large en Cisjordanie, et dans une moindre mesure parmi les Palestinien·nes vivant dans les territoires de 48 (au sein d'Israël), ainsi qu'à une intervention beaucoup plus forte de la part

des forces de ce qu'on appelle l'«axe de la résistance». Aucune de ces deux choses ne s'est produite à cette échelle. L'Iran, l'allié régional le plus important du Hamas, souhaitait avant tout préserver sa position en vue de futures négociations avec les États-Unis. Le Hezbollah a également longtemps cherché à éviter une guerre à grande échelle.

Pour Daher, cela révèle une faiblesse stratégique plus profonde.

Sur cette question, le Hamas ne diffère pas fondamentalement de nombreuses autres forces politiques palestiniennes. Du Fatah jusqu'à certaines franges de la gauche palestinienne, la stratégie dominante a maintes fois reposé sur la recherche de protecteurs parmi les États de la région et les classes dirigeantes.

Le Hamas, à l'instar d'autres partis palestiniens, du Fatah à la gauche palestinienne, ne considère pas les masses palestiniennes ni les classes ouvrières et opprimées de la région comme les forces qui mèneront à la libération. Au contraire, il recherche des alliances politiques avec les classes dirigeantes et les régimes régionaux.

Ici, la critique de Daher à l'égard de l'«axe de la résistance» dépasse la simple critique de la République islamique et devient une critique d'une stratégie historique au sein de la politique palestinienne.

L'islamophobie et le danger de l'«orientalisme inversé»

Mais les critiques à l'encontre du Hamas en Europe et aux États-Unis ne se font pas en vase clos. L'État israélien et l'extrême droite occidentale s'empressent d'utiliser ces critiques pour justifier des sanctions collectives à l'encontre des Palestiniens et, parfois, l'islamophobie elle-même. En réaction, certains courants de gauche s'abstiennent de toute critique à l'égard du Hamas, craignant que celle-ci ne soit récupérée par la propagande israélienne.

Daher affirme que le silence n'est pas la solution. Ce qui importe, c'est de préciser clairement la position politique d'où émane la critique :

Aucune critique sérieuse et honnête du Hamas ou du Hezbollah ne peut être formulée sans une opposition claire à l'apartheid israélien et à la nature raciste et coloniale

de cet État, et sans un soutien clair à l'autodétermination des Palestiniens et à leur droit à la résistance.

Pour la même raison, il rejette fermement les comparaisons entre le Hamas et Daech. Le Hamas s'inscrit dans l'histoire politique de la Palestine et dans la lutte contre le colonialisme et l'occupation. Il a pris part à des élections, participé aux institutions politiques créées après Oslo et coopéré politiquement et militairement avec des groupes de gauche palestiniens tels que le Front populaire.

L'État islamique est issu d'un contexte historique différent : l'occupation américaine de l'Irak, Al-Qaïda en Irak, la guerre sectaire, puis la contre-révolution en Syrie et en Irak. Daher considère que le régime du Hamas à Gaza est loin d'être démocratique, mais estime qu'il est erroné de le comparer au régime de l'État islamique en raison de leurs différences de structure, de stratégie et de rapport à la société.

Le problème plus profond réside dans le fait de considérer l'«islam» et le «fondamentalisme islamique» comme une seule et même chose.

L'islamophobie, affirme Daher, transforme les musulman·es en une population intrinsèquement suspecte et dangereuse. Après le 11 septembre, la «guerre contre le terrorisme» a permis aux gouvernements européens et américains de renforcer les contrôles, la surveillance et les restrictions à l'encontre des musulman·es. Il cite les programmes de sécurité mis en place en France et en Grande-Bretagne, mais son argument va au-delà de lois particulières. Le fond du problème est que le terme «musulman» devient une identité politique qui doit constamment prouver sa loyauté envers les «valeurs occidentales».

Selon Daher, les marxistes devraient s'opposer à cette islamophobie et défendre à la fois la liberté religieuse et le droit à l'autodétermination.

Mais la réponse de la gauche à l'islamophobie ne peut consister à accepter la même vision essentialiste des peuples du Moyen-Orient et à lui donner simplement une connotation positive. C'est là que Daher introduit la notion d'«orientalisme inversé».

L'orientalisme traditionnel affirme que les sociétés musulmanes sont intrinsèquement religieuses et que cette religion les sépare

de l'Occident moderne. L'orientalisme inversé conserve la première partie mais inverse la conclusion. Comme ces sociétés sont censées être naturellement religieuses, l'islam politique devient leur langage naturel de résistance, voire de progrès.

Se référant à Sadiq Jalal al-Azm et à Gilbert Achcar, Daher affirme que ces deux points de vue partagent une même hypothèse : ils traitent la religion comme une qualité permanente et essentielle des peuples musulmans :

La réponse à l'islamophobie en Occident ne devrait pas consister à attribuer aux peuples du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord une identité essentialiste et uniforme appelée « musulmane » et à reproduire une forme d'orientalisme inversé.

Pour la même raison, il a également du mal à comparer le fondamentalisme islamique à la théologie de la libération latino-américaine. Selon lui, la théologie de la libération se préoccupait principalement des pauvres et des opprimé·es, du développement et de la libération sociale. Son objectif n'était pas de christianiser l'État et l'économie.

L'islam politique, en revanche, inscrit l'islamisation de la société, de la politique et de l'économie dans son programme. Ainsi, le simple fait de s'opposer à l'Occident ne suffit pas à faire d'une force islamiste une force anti-impérialiste.

Daher affirme que le fondamentalisme islamique explique souvent l'impérialisme non pas par le capitalisme mondial, la domination économique et les relations de classe, mais comme une lutte culturelle entre l'islam et l'Occident. En ce sens, sa vision du monde recoupe étrangement la théorie du « choc des civilisations » de Samuel Huntington.

« L'ennemi principal est dans notre propre pays », mais cela ne signifie pas la fin de l'internationalisme

C'est là que l'Iran entre en scène dans notre débat.

Un argument important, avancé par certaines franges de la gauche et par les opposants à la République islamique, soutient que la première responsabilité de toute force révolutionnaire est de lutter contre son propre gouvernement. Les Iranien·es devraient lutter contre la République islamique.

La gauche et le mouvement anti-guerre aux États-Unis devraient lutter contre leur propre État. Les Européen·es devraient s'opposer aux gouvernements de leurs propres pays.

À première vue, cela semble proche de l'un des slogans classiques du mouvement socialiste anti-guerre : « L'ennemi principal est chez nous ». Daher accepte le principe de ce slogan, mais estime que certains secteurs de la gauche l'ont sorti de son contexte historique, celui de Karl Liebknecht.

En 1915, pendant la Première Guerre mondiale, Liebknecht a souligné la responsabilité des travailleurs/travailleuses allemand·es de s'opposer à leur propre classe dirigeante et au militarisme de leur propre État. En ce sens, affirme Daher, le slogan reste valable.

Dans ce cadre, le slogan « l'ennemi principal est dans notre propre pays » est valable, avec pour objectif de vaincre les impérialistes et la bourgeoisie au sein de nos propres sociétés.

Mais ce n'est pas tout ce qu'a dit Liebknecht.

Beaucoup de celles et ceux qui citent Liebknecht sortent sa position de son contexte. Pour lui, lutter contre l'ennemi dans son propre pays ne signifiait pas ignorer les régimes étrangers qui répriment leur propre peuple, ni refuser la solidarité avec les opprimé·es.

Daher souligne que Liebknecht établissait un lien entre la lutte contre sa propre classe dirigeante et la coopération avec le prolétariat d'autres pays, des peuples qui luttèrent eux-mêmes contre leurs dirigeants et les impérialistes.

Cette répartition des responsabilités ne signifie donc pas qu'un·e Étatsunien·ne doive se limiter à parler des États-Unis et rester indifférent·e à la situation en Iran, ni qu'un·e Iranien·ne doive se concentrer uniquement sur la République islamique et ignorer la responsabilité des États-Unis dans la guerre.

L'internationalisme prend tout son sens précisément lorsque ces luttes s'articulent entre elles.

Daher étend cette critique à certaines franges de la gauche occidentale qui, tout en protestant contre la guerre en Iran, ignorent les militant·es de gauche iranien·es

opposé·es à la République islamique, voire acceptent parfois les symboles de cette dernière lors de manifestations anti-guerre.

Certain·es, à gauche, ont tendance à ignorer les militant·es de gauche iranien·nes opposé·es à leur propre régime, tout comme elles et ils l'ont fait par le passé avec les Syrien·nes sous Assad. Pire encore, elles et ils ne font aucun effort pour coopérer avec ces groupes, alors que lors de certaines manifestations anti-guerre, elles et ils acceptent l'utilisation de symboles de ces régimes autoritaires, notamment le drapeau de la République islamique ou des images de Khamenei. Dans de telles conditions, cela revient à renier l'internationalisme. C'est renier nos camarades en Iran et leurs luttes pour un Iran plus démocratique, progressiste et anti-impérialiste.

Ainsi, pour Daher, affirmer que «l'ennemi principal est dans notre propre pays» n'est pas une invitation à l'indifférence envers le monde. Cela signifie une division internationaliste du travail. Ailleurs, il cite Liebknecht :

Unissez-vous dans la lutte de classe internationale contre les complots de la diplomatie secrète, contre l'impérialisme, contre la guerre et pour la paix dans l'esprit du socialisme.

Pour Daher, aucun de ces éléments ne peut être supprimé. Si la résistance à l'impérialisme étranger se transforme en soutien à un régime autoritaire national, une partie de la politique socialiste disparaît. Si la lutte contre un régime national se transforme en soutien à la guerre et aux pressions impérialistes étrangères, il en va de même dans l'autre sens.

Iran : s'opposer à la guerre sans défendre la République islamique

C'est là que commence la réponse de Daher sur l'Iran.

Certain·es opposant·es à la République islamique affirment que si l'Iran n'avait pas soutenu les forces régionales, développé son programme de missiles ou poursuivi sa politique nucléaire, le risque de guerre aurait disparu. Ainsi, une véritable opposition à la guerre en Iran devrait commencer par une opposition à la République islamique.

Daher estime que cet argument confond deux questions distinctes.

Il faut distinguer deux choses : d'un côté, les politiques intérieures de l'Iran, ses ambitions régionales et son influence ; de l'autre, les objectifs de la guerre américano-israélienne contre l'Iran.

Il condamne sans ambiguïté la guerre américano-israélienne et affirme que l'Iran a le droit de se défendre. Selon lui, l'objectif de Washington dans la région est de maintenir et d'étendre son hégémonie. La région revêt une importance stratégique en raison de sa concentration de réserves énergétiques et de son lien avec le système économique et financier mondial par le biais de ses revenus.

Le problème de Washington avec le régime de Téhéran n'est pas sa nature autoritaire. Le problème est que le régime iranien ne s'est pas placé sous l'hégémonie américaine.

Pour Daher, affirmer cela ne signifie pas défendre les politiques de la République islamique. Bien au contraire. Il en revient immédiatement à les critiquer.

Sur la question nucléaire également, sa position ne laisse planer aucun doute. À titre personnel, il s'oppose aux armes nucléaires et même au développement de la technologie nucléaire en raison des dangers qu'elle comporte, notamment ses conséquences environnementales. Mais il estime que l'abandon de cette technologie devrait relever d'une décision démocratique prise par le peuple iranien, et non résulter de bombardements ou d'ultimatums lancés par les États-Unis et Israël.

Il souligne également les deux poids, deux mesures. Les États-Unis exigent des restrictions sur le programme iranien tout en soutenant l'arsenal nucléaire israélien, et ont parallèlement envisagé une coopération nucléaire avec l'Arabie saoudite dans le cadre de la normalisation des relations avec Israël.

L'alternative proposée par Daher est un Moyen-Orient exempt d'armes nucléaires, y compris Israël.

Mais le droit de l'Iran à se défendre contre une attaque étrangère ne légitime pas pour autant les politiques régionales de la République islamique.

Depuis les années 2000, la République islamique a profité de l'échec des projets américains en Irak et en Afghanistan pour étendre son influence régionale. Les partis et milices chiites en Irak, le Hezbollah au Liban, les forces pro-Téhéran en Syrie, ses relations avec les Houthis au Yémen et son alliance avec le Hamas sont devenus des maillons de ce réseau.

Les Gardiens de la révolution ont joué un rôle central. Daher décrit les Gardiens, dans une certaine mesure, comme un «État dans l'État», une institution alliant puissance militaire, influence politique et forte présence économique.

Selon lui, l'Iran a cherché à la fois à créer un équilibre des pouvoirs face aux États-Unis et à Israël, et à poursuivre ses propres objectifs militaires, politiques et économiques.

Cette politique, affirme-t-il, est entièrement «guidée par les intérêts étatiques et capitalistes du régime, et non par un projet émancipateur».

L'une des principales raisons qui l'amènent à cette conclusion réside dans l'attitude de la République islamique envers les mouvements populaires.

En Iran, les travailleur·euses sont confrontées à des restrictions en matière d'organisation indépendante, de grèves et de négociation collective. L'État réprime les mouvements de protestation, les femmes, les Kurdes, les Baloutches et les opposant·es politiques. Pour Daher, le mouvement Femmes, Vie, Liberté a constitué un exemple important de résistance de la société face à cette structure.

À l'extérieur de l'Iran également, Téhéran ne s'est pas nécessairement rangé du côté des mouvements populaires lorsque ceux-ci remettaient en cause les intérêts de ses alliés.

Au Liban et en Irak en 2019, la République islamique a qualifié les manifestations de masse d'«intervention étrangère». Le Hezbollah au Liban et des groupes proches de l'Iran en Irak se sont également opposés à certaines franges de ces mouvements de protestation.

La Syrie en est un exemple encore plus flagrant. Les Gardiens de la révolution, le Hezbollah et les forces liées à Téhéran sont entrés en guerre aux côtés de la Russie pour préserver le gouvernement d'Assad.

Daher souligne également que l'Iran n'a pas toujours été un adversaire absolu et de

principe des États-Unis. Téhéran a coopéré avec Washington à différentes occasions en Afghanistan et en Irak. Ainsi, selon lui, l'hostilité actuelle envers les États-Unis ne peut être transformée en un «anti-impérialisme» permanent.

Dans le même temps, cette critique ne doit pas conduire à légitimer les sanctions et la guerre.

Daher confie à la gauche européenne et américaine une mission claire : s'opposer aux guerres impérialistes ; lutter contre le soutien apporté par leurs propres gouvernements aux régimes autoritaires ; s'opposer aux sanctions dont le poids pèse sur les classes populaires et ouvrières du Sud ; et s'opposer à la criminalisation de mouvements tels que le Hamas et le Hezbollah.

Un autre point important de sa réponse est que la guerre ne se contente pas de détruire les populations et les infrastructures. Elle affaiblit également la capacité même de la société à lutter. La guerre renforce la répression sécuritaire, restreint l'espace politique et rend plus difficile l'organisation des forces progressistes et de la classe ouvrière.

Ainsi, s'opposer à une attaque étrangère contre l'Iran n'est pas simplement une défense abstraite de la «souveraineté nationale». La guerre affaiblit également les forces mêmes qui tentent de changer la République islamique par la base.

Le Liban et le Hezbollah : la résistance sans livrer la société à un seul parti

Cette même question se pose de manière encore plus concrète au Liban. Le Hezbollah a joué un rôle réel dans la fin de l'occupation israélienne du Sud-Liban, et une partie de sa base sociale considère toujours l'organisation comme une force défensive face à Israël.

Dans le même temps, selon Daher, le Hezbollah fait partie intégrante du système sectaire libanais et de l'économie politique néolibérale. Il entretient des liens étroits avec certains secteurs du capital, a participé au gouvernement et s'est parfois opposé aux mouvements sociaux indépendants.

Lors d'une attaque israélienne, devons-nous ignorer l'une de ces deux réalités ? Daher affirme que les conditions de guerre influencent les priorités politiques.

Lorsque le Hezbollah et le Liban sont confrontés à une guerre israélienne, la priorité est clairement de soutenir la résistance et de faire pression sur les classes dirigeantes occidentales pour qu'elles cessent de soutenir la guerre d'Israël contre le Liban.

Il souligne que les États-Unis et Israël ne se battent pas au Liban ou en Iran pour la démocratie ou le bien-être des populations. Ils cherchent à instaurer un ordre régional qui renforce la domination de Washington et de Tel-Aviv.

Dans ces conditions, la gauche devrait également montrer à la base sociale du Hezbollah qu'elle s'oppose aux bombardements, aux déplacements de population, à la destruction des habitations et aux meurtres.

Daher rappelle l'expérience des forces de gauche libanaises pendant la guerre de 2006. Tout en défendant le droit à la résistance, elles avaient également mis en place des réseaux humanitaires indépendants pour les personnes déplacées.

Mais résister à Israël ne doit pas signifier confier la direction politique de la société au Hezbollah.

L'une des principales préoccupations est la sectarisation de la résistance.

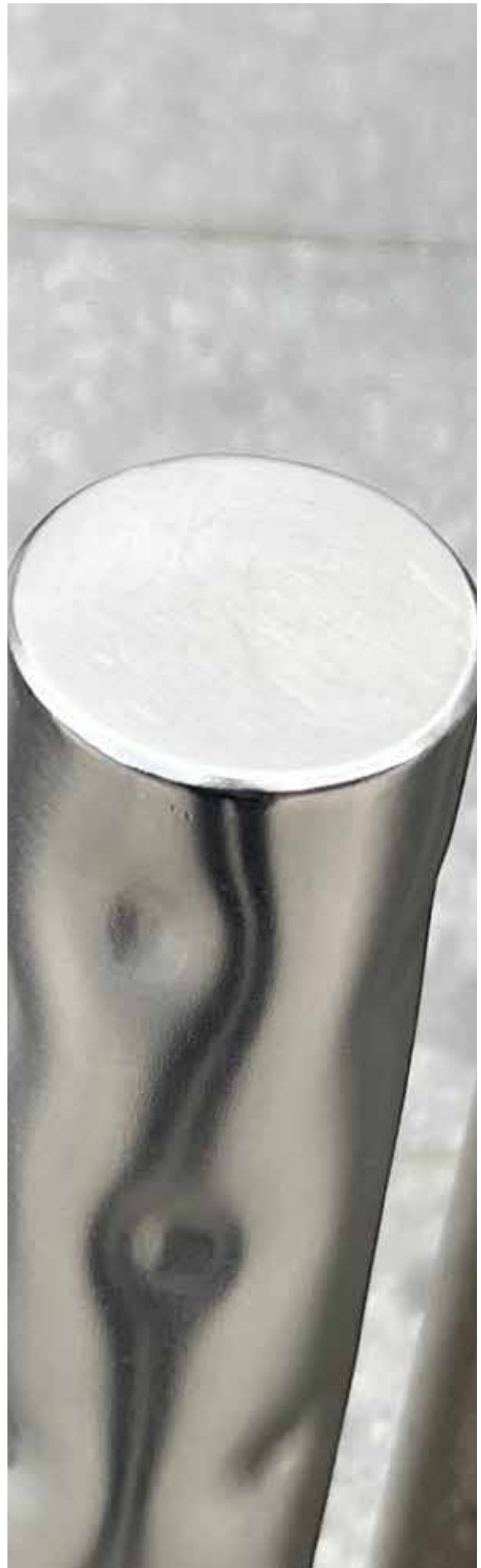
Israël a fortement pris pour cible les zones chiites. Une telle politique peut à la fois isoler la base sociale du Hezbollah du reste de la société et aggraver les divisions sectaires.

Ce sujet fait également l'objet d'un débat au Liban. Oussama Saad, le dirigeant nassérien, a critiqué la transformation de la résistance nationale en résistance sectaire. Le Parti communiste libanais a également condamné Israël et défendu le droit à la résistance, tout en critiquant certaines opérations du Hezbollah et en affirmant que la résistance ne devait pas devenir le monopole d'un seul groupe religieux.

Pour Daher, une résistance durable nécessite un projet national et social. Un projet qui rassemble les communautés chiites, sunnites, chrétiennes et autres autour d'intérêts communs et qui lie la libération de l'occupation à la démocratie et à la justice sociale.

C'est également là que le débat sur le désarmement du Hezbollah se complique :

La capacité militaire autonome du Hezbollah et ses relations politiques avec l'Iran



sont manifestement incompatibles avec une politique de défense nationale indépendante et souveraine.

Mais d'un autre côté, il rejette l'idée selon laquelle le simple fait d'accorder à l'État libanais le monopole des armes résoudrait le problème de la souveraineté.

L'État libanais lui-même s'inscrit dans un système sectaire, néolibéral et fondé sur le clientélisme. L'armée manque également des ressources financières et matérielles nécessaires pour défendre le pays de manière autonome.

À cet égard, Daher accorde une importance particulière à l'accord-cadre entre le Liban et Israël de juin 2026. Il explique que cet accord a fait du désarmement du Hezbollah l'un des éléments centraux des dispositions en matière de sécurité, tandis que le retrait d'Israël du territoire libanais était lié à la mise en œuvre de ce processus.

Il n'y a pas de date butoir claire pour le retrait complet d'Israël dans ce cadre, ce qui laisse à Israël la possibilité de décider, sur la base de sa propre évaluation, quand la « menace » du Hezbollah aura été écartée.

Daher juge cette situation dangereuse car l'État libanais, au lieu de reconstruire d'abord ses propres capacités défensives et sa légitimité sociale, pourrait devenir un simple exécutant d'un dispositif de sécurité conçu sous la pression extérieure.

Sa préoccupation ne porte pas uniquement sur les armes. Les dispositions relatives à la reconstruction pourraient également exclure les institutions civiles liées au Hezbollah et même restreindre la marge de manœuvre juridique de l'État libanais pour poursuivre Israël pour crimes de guerre.

Pour Daher, s'il était poussé trop loin, ce processus pourrait ressembler au rôle que l'Autorité palestinienne a endossé après Oslo : un gouvernement local dont la fonction est devenue en partie la gestion de la sécurité au sein d'un ordre qui n'a jamais mis fin à l'occupation elle-même.

Ainsi, soutient-il, désarmer le Hezbollah sans une transformation politique et économique du Liban pourrait même aggraver les tensions sectaires.

L'État libanais tire sa légitimité non seulement de ses armes, mais aussi de sa capacité à répondre aux besoins de la société. En assurant la sécurité, les services sociaux, la

reconstruction, un système fiscal plus équitable et un espace démocratique.

La base du Hezbollah ne s'est pas non plus créée dans le vide. Les attaques et occupations israéliennes répétées, la faiblesse historique de l'État, l'insécurité et la marginalisation économique ont toutes contribué à renforcer l'organisation.

Si ces conditions ne changent pas, la pression exercée par les instances supérieures pour désarmer le Hezbollah pourrait avoir l'effet inverse. Elle pourrait même pousser les personnes mécontentes du parti à se rallier à nouveau à sa cause.

Une résistance limitée à une seule secte ou à un seul groupe religieux, dépourvue de projet politique en faveur de la démocratie, de la justice sociale et de l'égalité au Liban et dans la région, ne peut être durable et ne peut trouver la voie de la victoire.

Mais pour Daher, cette résistance démocratique ne peut pas non plus lier son avenir à la République islamique, un régime qui réprime sa propre classe ouvrière et qui a mené des politiques régionales axées sur le pouvoir en Syrie, en Irak et ailleurs. Une stratégie de défense nationale s'impose, qui pourrait inclure d'anciens soldats du Hezbollah, leur armement et l'expérience accumulée par ces combattants, mais sous une direction démocratique ancrée dans les intérêts des classes populaires et ouvrières au Liban.

Pour lui, ces deux critiques coexistent pleinement : l'opposition à la guerre américano-israélienne contre l'Iran et le Liban, et l'opposition aux politiques de la République islamique et du Hezbollah.

Si l'Iran et le Hezbollah sont affaiblis, à qui cela profite-t-il ?

Un véritable problème subsiste.

Si l'Iran et le Hezbollah sont affaiblis militairement et politiquement, l'équilibre des pouvoirs dans la région basculera probablement en faveur d'Israël et des États-Unis. À court terme, cela pourrait ouvrir la voie à une pression accrue sur les Palestiniens, à un renforcement de l'occupation et à de nouvelles guerres. Daher ne nie pas cette réalité.

En tant que forces de gauche et progressistes, nous devons être clairs : nous sommes dans une situation très grave et difficile. Dans les conditions actuelles,

l'impérialisme américain pourrait tirer profit, à court terme, de l'affaiblissement de l'Iran et de son réseau régional.

Mais il n'en conclut pas pour autant que la gauche doive soutenir politiquement la République islamique et ses alliés afin de préserver un «équilibre des pouvoirs».

Les crises fondamentales de la région n'ont pas été résolues par le maintien de cet axe. Le capitalisme, les inégalités, la pauvreté, la répression, le sectarisme et la colonisation de la Palestine perdurent. L'Iran et ses alliés ont également, dans de nombreux cas, fait partie de cet ordre régional plutôt que d'en constituer une alternative.

L'alternative proposée par Daher est la «résistance par la base».

Concernant la Palestine, il part d'une contrainte matérielle. Les Palestinien·nes ne peuvent pas vaincre Israël à elles et eux seuls.

Israël est de loin plus puissant sur les plans économique et militaire. La situation diffère également de celle de l'Afrique du Sud de l'apartheid. Le capitalisme sud-africain blanc dépendait de la main-d'œuvre noire, ce qui conférait aux travailleur·euses noir·es un pouvoir considérable pour perturber l'économie.

Le projet de colonisation israélien, en revanche, s'inscrit dans une longue histoire visant à remplacer la main-d'œuvre palestinienne par une main-d'œuvre juive. La classe ouvrière palestinienne, à elle seule, ne dispose donc pas du même poids économique.

Qui sont donc les allié·es naturel·les des Palestinien·nes? La réponse de Daher: ce sont les classes populaires de la région. Les travailleur·euses, les femmes, les étudiant·es, les réfugié·es et les autres groupes opprimés de toute la région ont le potentiel de construire une solidarité avec la Palestine, tant en raison de leur expérience historique commune du colonialisme que de leurs structures économiques et politiques communes.

Mais il ne s'agit pas seulement de sympathie. La classe ouvrière de la région dispose d'un immense pouvoir matériel.

Les économies pétrolières, les ports, les réseaux de transport et les industries de la région font partie intégrante de l'économie mondiale. L'organisation et les grèves dans ces secteurs peuvent exercer une pression non seulement sur un gouvernement local,

mais aussi sur des réseaux économiques bien plus vastes.

Daher voit également un soutien historique à cette stratégie.

Au cours des années 1960 et 1970, le mouvement palestinien a contribué à renforcer les luttes de classe et les luttes politiques dans toute la région. La deuxième Intifada, en 2000, a donné lieu à une nouvelle vague de mobilisation, que Daher considère comme l'un des contextes de fond à long terme des révolutions de 2011.

En 2011, les Palestinien·nes du Liban, de Syrie, de Jordanie, de Cisjordanie et de Gaza se sont mobilisé·es à l'occasion de l'anniversaire de la Nakba pour revendiquer le droit au retour. Des années plus tard, à l'été 2019, les manifestations palestiniennes dans les camps de réfugié·es du Liban contre la discrimination du ministère du Travail se sont inscrites dans le climat général qui a conduit au soulèvement national libanais d'octobre.

Dans cette perspective, la libération palestinienne ne peut être dissociée de la transformation sociale à l'échelle de la région.

La région a besoin d'un véritable axe de résistance venant de la base. Les classes populaires de Palestine et de la région, soutenues par la solidarité anti-impérialiste des grandes puissances, elle-même fondée sur les luttes des travailleurs/travailleuses contre leurs propres classes dirigeantes.

Un monde multipolaire constitue-t-il une alternative à la domination américaine ?

L'argumentation de Daher soulève également une autre critique: l'idée selon laquelle un monde multipolaire serait automatiquement bénéfique pour les pays du Sud.

Une partie de la gauche considère que le déclin de l'hégémonie américaine et la montée en puissance de la Chine, de la Russie et des pays du BRICS ouvrent davantage d'espace à la résistance contre l'impérialisme. Daher n'est pas de cet avis:

L'émergence de nouvelles grandes puissances et puissances régionales, ainsi qu'un monde multipolaire d'États capitalistes, ne constituent pas une alternative à l'unipolarité. Il s'agit d'une nouvelle étape, potentiellement encore plus dangereuse, de l'impérialisme mondial.

Pour lui, la domination américaine incontestée a été destructrice. Mais une concurrence accrue entre les États-Unis, la Chine, la Russie et les puissances régionales ne conduit pas nécessairement à un monde plus pacifique.

L'histoire suggère le contraire. La multipolarité peut intensifier la concurrence militaire.

Une fois encore, la question du «développement inégal et combiné» revêt toute son importance. Des rythmes de croissance différents redistribuent le pouvoir et accentuent les tensions. La Chine et la Russie, selon Daher, sont elles aussi des États capitalistes. Elles n'offrent pas d'alternative socialiste au Sud.

Les relations économiques de la Chine avec les pays en développement peuvent reproduire des schémas d'extraction de matières premières et de dépendance vis-à-vis des produits finis importés. Les classes dirigeantes locales peuvent tirer profit de ces relations, tandis que les travailleurs/travailleuses sont confronté·es au chômage, à la précarité de l'emploi et à la destruction de l'environnement.

Pour Daher, les BRICS ne constituent pas non plus un projet visant à renverser le capitalisme mondial. Leurs membres souhaitent principalement acquérir davantage d'influence et obtenir une part plus importante au sein du même système. La gauche ne devrait donc pas s'enfermer dans un choix entre Washington et Pékin, ni entre «unipolarité» et «multipolarité»:

Dans toutes les situations, nous devons nous ranger du côté des exploité·es et des opprimé·es et de leur lutte pour la libération, et non du côté de leurs exploiters et oppresseurs.

Cela ne signifie pas pour autant traiter toutes les puissances sur un pied d'égalité. Daher considère toujours les États-Unis comme la force impérialiste la plus puissante et le plus grand obstacle mondial au changement progressiste.

Mais la domination américaine ne rend ni la Chine ni la Russie progressistes. Tout comme la domination américaine ne transforme pas la République islamique en une force de libération.

La résistance venue d'en bas ne peut se construire sans libertés démocratiques

C'est là, peut-être, la question la plus difficile. Si l'alternative à l'«axe de la résistance» réside dans les mouvements ouvriers, les femmes, les étudiant·es, les réfugié·es et les forces progressistes de toute la région, où se trouvent ces forces aujourd'hui?

En Iran, en Syrie, en Égypte, au Liban et en Palestine, beaucoup ont été victimes d'une répression sévère. Les syndicats indépendants sont faibles, voire interdits. Les partis de gauche sont en crise. La guerre a détruit les infrastructures sociales, et l'organisation a un coût énorme.

Comment la «résistance par la base» peut-elle devenir plus qu'un espoir moral et se transformer en une stratégie politique concrète?

Daher n'a pas de réponse simple quant à la forme organisationnelle à adopter à l'avenir. Selon lui, c'est précisément là que réside le principal défi: tisser des liens entre les forces progressistes de toute la région et travailler ensemble autour de projets et de revendications spécifiques. Mais un point de sa réponse est déterminant: les libertés démocratiques ne sont pas une question secondaire ou simplement «libérale».

Il affirme que l'autoritarisme prend des formes différentes selon les pays, et que la lutte contre celui-ci ne peut donc pas suivre un modèle unique.

Les États apprennent également les uns des autres. Les technologies de surveillance, les lois sur la sécurité, les méthodes de contrôle des universités et des médias, ainsi que les techniques de répression des manifestations se propagent d'un pays à l'autre.

Un internationalisme moderne doit également reconnaître ce réseau d'autoritarisme et mettre en relation les mouvements anti-autoritaires par-delà les frontières.

C'est là que Daher formule une affirmation qui devient centrale dans l'ensemble de son argumentation sur la résistance venue d'en bas.

Pour les mouvements opérant sous des régimes illibéraux et autoritaires, s'organiser est pratiquement impossible sans les libertés fondamentales garanties par les formes traditionnelles de démocratie bourgeoise.

D'une certaine manière, cela vient compléter l'ensemble de l'argumentation. Si la classe ouvrière doit devenir la force de sa propre libération, elle a besoin de la capacité de s'organiser. Si les femmes, les étudiants ou les minorités ethniques doivent devenir des forces politiques indépendantes, ils ont besoin de la capacité de s'exprimer, de se rassembler et de s'organiser.

La liberté d'expression, la liberté d'association, le droit de former des partis politiques et l'espace démocratique ne peuvent être reportés jusqu'à ce que la « question impérialiste » ait été résolue. Et la lutte pour ces libertés ne peut pas non plus être dissociée de l'impérialisme et de la guerre.

Daher développe un argument similaire concernant l'Occident.

Le mouvement de solidarité avec la Palestine n'a pas seulement aidé la Palestine. Dans les universités, les syndicats et les lieux de travail à travers l'Europe et les États-Unis, il est lui-même devenu un combat pour la liberté d'expression, la liberté académique et le droit de manifester.

Les occupations étudiantes, les grèves, les campagnes de boycott, le refus des travailleurs/travailleuses des transports de transporter des armes et les actions syndicales sont autant de signes qui, pour Daher, laissent entrevoir la possibilité de reconstruire un pôle social de gauche.

Il affirme que la répression de la solidarité avec la Palestine s'inscrit dans un virage autoritaire plus large qui transforme les sociétés occidentales elles-mêmes. Ainsi, la lutte pour la Palestine peut également devenir une lutte pour la défense des droits démocratiques au sein de ces pays.

En fin de compte, la « résistance par le bas » n'est pas, pour Daher, simplement une alliance régionale contre Israël. C'est un projet qui relie la lutte contre l'occupation, le capitalisme, l'autoritarisme, le racisme et l'impérialisme.

Ce projet n'a pas encore vu le jour. Et les forces susceptibles de le porter restent faibles dans de nombreux pays. Mais il estime qu'aucun axe d'États ne peut le remplacer.

Les États concluent des accords en fonction de leurs propres intérêts. Ils apportent leur soutien aujourd'hui et se désengagent demain. Les grandes puissances

elles-mêmes, qu'il s'agisse de Washington, Pékin ou Moscou, n'orientent pas leurs politiques en fonction de la liberté des peuples de la région. C'est pourquoi, en fin de compte, Daher suggère d'orienter la boussole politique de la gauche loin des capitales.

Notre boussole politique ne devrait pas pointer constamment vers les capitales des grandes puissances internationales telles que Washington, Pékin ou Moscou. Elle devrait pointer vers le courage, la colère et la résistance des peuples qui luttent.

Il rappelle ensuite une citation de Che Guevara : « Si tu trembles d'indignation face à chaque injustice, alors tu es mon camarade. » Et il conclut :

C'est un bon principe pour entamer le travail en faveur de l'unité et de la solidarité à travers le monde, en sachant que nos destins sont liés.

Siavash Shahabi, écrivain et journaliste indépendant, est réfugié politique à Athènes. Il écrit régulièrement sur l'Iran, le Moyen-Orient et la situation des réfugiés en Europe.

Josept Daher est universitaire et militant anticapitaliste internationaliste. Il est l'auteur de *Le Hezbollah. Un fondamentalisme religieux à l'épreuve du néolibéralisme* (Syllepse, 2019) ; *Syrie : le martyre d'une révolution* (Syllepse, 2022) ; *La question palestinienne et le marxisme* (La Brèche, 2024). Il est le fondateur du blog *Syria Freedom Forever*.

Source : [Radiozamaneh](#), 28 août 2026.
Traduit par DE.

Les multiples facettes du campisme

Amir Kianpour et Morteza Samanpour

Le capitalisme contemporain s'oriente vers une conjoncture de guerre : alors que le marché mondial se fracture, les rivalités entre les puissances géo-économiques s'intensifient, souvent jusqu'à une confrontation militaire ouverte, tandis que la militarisation déborde du champ de bataille pour s'étendre à la gouvernance politique et à la vie quotidienne.

Dans ce contexte, la nécessité historique de renouveler l'internationalisme apparaît de plus en plus clairement, d'autant plus que les conditions locales sont de plus en plus influencées par les processus de mondialisation et absorbées dans le tourbillon du **régime de guerre mondial**.

Un projet internationaliste capable de contester concrètement la guerre impérialiste ne peut se constituer qu'à travers des luttes sociales particulières enracinées dans leurs propres spatio-temporalités locales. Un tel projet, soutenons-nous, doit donc s'opposer de front aux nombreuses formes de «campisme» : ces positions et tendances qui soutiennent toute force opposée à l'impérialisme occidental et à ses alliés – qu'il s'agisse de la Chine, de la Russie ou du prétendu «Axe de la résistance» dirigé par l'Iran – sans tenir compte de la domination interne de cette force ni de ses interventions impériales et régionales.

La critique du campisme aujourd'hui peut sembler à certains «contre-productive» au milieu du génocide sioniste à Gaza, de l'expansion du colonialisme de peuplement en Cisjordanie et d'une guerre régionale à grande échelle – des bombardements répétés du Liban et du Yémen à l'annexion de parties de la Syrie et à la guerre des Douze jours contre l'Iran. Ce n'est pas en dépit de

cette guerre impérialiste sanglante, mais précisément à cause d'elle, que nous pensons qu'il est nécessaire de critiquer le campisme aujourd'hui, alors que la nécessité de constituer un bloc anti-impérialiste en tant que force politique unie est plus grande que jamais.

Le campisme n'est pas seulement préjudiciable et source de division pour les luttes de libération hétérogènes enracinées dans des spatio-temporalités locales et nationales spécifiques ; il sape également leur articulation et leur synchronisation, au sein d'une perspective internationaliste. Il contrecarre les possibilités réelles offertes par les contradictions objectives de la conjoncture de guerre actuelle pour reconstruire de manière critique une politique internationaliste.

Le campisme reste en outre aveugle aux multiples impérialismes au-delà de l'Occident historique, ainsi qu'aux formations régionales d'empires situés aux marges par rapport au cœur du capitalisme mondial, puisque des acteurs tels que les Émirats arabes unis qui déchirent le Soudan ne sont pas de simples mandataires occidentaux mais des agents à part entière, cherchant à contrôler et à reconfigurer les circuits transnationaux d'accumulation qui traversent les frontières nationales.

Le campisme n'est bien sûr pas le seul obstacle à l'internationalisme, mais il doit être nommé et débattu ouvertement, comme l'un des principaux obstacles à toute politique internationaliste renouvelée. Le campisme est une impasse pour l'internationalisme.

Le campisme des imbéciles

Le campisme devient attrayant pour diverses raisons, allant de l'idéologique et du

nationaliste au stratégique et au décolonial. La logique stupide selon laquelle «l'ennemi de mon ennemi est mon ami» ne constitue qu'une nuance parmi tant d'autres du campisme: une variante qui sépare la géopolitique des relations sociales internes, fermant les yeux sur le caractère répressif et réactionnaire des forces qu'elle soutient tout en célébrant leur opposition à l'Occident.

La généalogie de ce que nous appelons le «campisme des imbéciles» remonte à la Guerre froide et à l'émergence des communistes «tankistes» qui ont défendu le déploiement des chars soviétiques pour écraser les soulèvements de Budapest en 1956 et de Prague en 1968. Les «tankistes» d'aujourd'hui conçoivent l'invasion de l'Ukraine par la Russie non pas comme un projet colonial eurasien ouvert – théorisé par des personnalités telles qu'Alexandre Douguine – mais comme une simple réaction négative à l'expansion de l'OTAN vers l'Est.

La même logique, qui réduit les ambitions géopolitiques actives des puissances non occidentales cherchant à remodeler le marché mondial à leur image à de simples «victimes» passives de l'impérialisme occidental, a dominé de nombreuses interprétations de la révolution syrienne. Là-bas, l'Iran, le Hezbollah et la Russie ont maintenu le dictateur Assad au pouvoir et réprimé brutalement le soulèvement populaire du peuple syrien, faisant environ un demi-million de morts et quelque 12 millions de déplacés, tandis que les voix critiques des Syriens et des [activistes et intellectuels](#) qui soulignaient le caractère réactionnaire, impérialiste et interventionniste de ces forces ont été largement ignorées par les courants campistes.

Nous empruntons l'expression «campisme des imbéciles» à la description que fait Fred Halliday de la crise des otages à l'ambassade américaine à Téhéran (1979-1981) comme un «[anti-impérialisme des imbéciles](#)»: une forme d'anti-impérialisme qui célèbre tout coup porté aux États-Unis tout en ignorant comment, dans ce cas précis, la crise des otages a été utilisée par les nouvelles forces khomeynistes pour écraser les gauchistes, démanteler les conseils ouvriers et populaires, et imposer des mesures réactionnaires et patriarcales telles que le port obligatoire du hijab pour les femmes, afin de consolider leur pouvoir. Comme l'a écrit

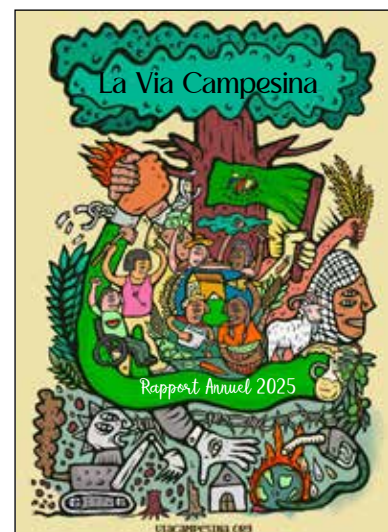
ADRESSES À VISITER

CLIQUER SUR LES IMAGES

Écho d'Iran. Bulletin d'informations sur le mouvement ouvrier en Iran.



La Via Campesina, rappel annuel 2025.



Roots : créer des alternatives de production et de vie communautaire basées sur l'agro-écologie.



plus tard la militante féministe [Jaleh Ahmadi](#), qui a participé aux manifestations du 8 mars 1979 contre le port obligatoire du hijab : «Le poing de Khomeini, qui s'était serré pour frapper la bouche du Grand Satan, l'Amérique, s'est abattu à la place sur la tête des femmes d'Iran.»

En séparant la lutte anti-impérialiste des autres luttes sociales, ce mode de «campisme» rend l'anti-impérialisme abstrait. La conséquence logique d'une telle abstraction est que les opposants de gauche et les luttes sociales au sein d'États prétendent «anti-occidentaux» – comme le soulèvement Femme, Vie, Liberté en Iran – sont rejetés comme de simples créations et complots du sionisme et des puissances impérialistes, alors même que les féministes de ce soulèvement envoient des messages de solidarité depuis la prison, déclarant que «[la Palestine nous a appris que la résistance est un mode de vie](#)».

Le fait de saper les luttes sociales alimente à son tour des pratiques idéologiques visant à justifier la domination sous le masque de l'anti-impérialisme. Dans ce mode de fonctionnement, les «dons gratuits» de l'histoire – passés coloniaux, traumatismes collectifs et luttes anticoloniales – sont appropriés comme instruments de légitimation de la répression dans le présent, d'une manière qui fait écho à la façon dont Israël mobilise la longue histoire de l'antisémitisme et du génocide nazi des Juifs en Europe.

Si les États postcoloniaux justifient leurs propres crimes par le biais de l'«*anti-imp washing*», Israël habille son génocide à Gaza des couleurs du drapeau arc-en-ciel queer – le *pinkwashing* – et présente ses attaques contre l'Iran comme une «libération» menée par une pilote de chasse prétendument héroïque, au nom du «féminisme». Parler de la dialectique entre ces deux opérations idéologiques ne revient pas à assimiler ou à homogénéiser la relation radicalement asymétrique entre Israël et l'Iran, mais à insister sur le fait qu'elles se reflètent et se renforcent mutuellement face à l'horizon de la libération.

Le campisme stratégique face à l'urgence

Alors que le campisme des imbéciles abstrait la géopolitique des relations sociales

internes, le «campisme stratégique» reconnaît ouvertement le caractère réactionnaire des forces qu'il soutient, tout en leur accordant un soutien conditionnel au nom de l'urgence en temps de guerre.

Le campisme stratégique s'est manifesté au Liban. Lors du soulèvement de 2019, [...], le Hezbollah a délégitimé la contestation en avertissant que le mouvement pouvait être exploité par des acteurs liés à des «ambassades étrangères» et à des «services de renseignement étrangers».

Après le 7 octobre 2023, alors que les attaques israéliennes sur le Liban s'intensifiaient, un discours familial a refait surface avec une nouvelle force : celui selon lequel le Hezbollah doit être soutenu de manière acritique en tant que seule force de dissuasion efficace contre Israël, malgré son rôle sectaire et autoritaire au sein du Liban. Ici, la logique n'est pas celle de l'affinité idéologique, mais celle d'une nécessité stratégique supposée supérieure : «Nous avons besoin du Hezbollah maintenant.» [On demande à toutes les autres luttes de patienter au nom de l'urgence.](#)

Cette critique de la logique de suspension des luttes au nom de l'urgence ne relève en rien du discours colonial qui disqualifie la résistance armée contre l'occupation, l'apartheid ou le génocide. Depuis septembre 2024, le soutien à la résistance armée contre l'armée coloniale israélienne est légitime et nécessaire. Néanmoins, cela ne saurait impliquer ni une unité stratégique avec le Hezbollah, ni un soutien acritique à son égard, étant donné son rôle critiquable au Liban. Notre critique ne minimise pas non plus les dilemmes auxquels sont confrontés les peuples et les luttes menacés d'anéantissement. Elle s'enracine dans notre propre positionnalité politique, celle d'une gauche iranienne confrontée aux formes concrètes de la répression dans sa propre géographie politique.

Un cas paradigmatique de campisme stratégique concerne les premières années de la révolution de 1979, lorsque deux stratégies de gauche opposées en Iran ont dû faire face à la menace réelle de l'impérialisme américain.

D'un côté, le Parti Toudeh, pro-soviétique, appelait à un Front populaire uni avec «les combattants inébranlables sur la voie de

l'ayatollah Khomeini», qualifiant les luttes des femmes, de la gauche et des minorités de «complots impérialistes» diviseurs qui mettaient en danger l'unité nationale. De l'autre, le Front national démocratique (NDF) insistait sur le fait que seuls l'approfondissement du contenu démocratique de la révolution et la défense des droits fondamentaux du peuple pouvaient garantir sa pérennité anti-impérialiste. Lorsque la République islamique, sous la bannière de l'anti-impérialisme, écrasa le NDF et d'autres mouvements de gauche et minoritaires, le Toudeh non seulement garda le silence, mais approuva parfois cette répression – jusqu'à ce que cette même machine finisse par se retourner contre sa propre direction.

Aujourd'hui, alors que la vie se réduit de plus en plus à une simple question de survie et qu'elle est menacée d'anéantissement par des formes de génocide orchestrées par l'IA, les gens utiliseront tous les moyens possibles pour rester en vie. Comme le souligne le *Manifeste internationaliste* du réseau transnational «Les peuples veulent», il serait insensé de s'attendre à ce qu'ils «attendent passivement» pendant qu'ils sont massacrés. La résistance armée en Palestine – ou, d'ailleurs, au Kurdistan ou en Ukraine – peut adopter différentes méthodes tactiques de survie afin de soutenir sa libération nationale, y compris un soutien financier et logistique temporaire de la République islamique d'Iran ou d'autres États.

Notre critique du campisme ne se fonde pas sur un point de vue moral qui élude les contradictions réelles des luttes concrètes. Cependant, lorsque la guerre conduit les luttes sociales à placer leur survie *stratégiquement* – et pas seulement tactiquement – entre les mains de forces réactionnaires, cette dépendance forcée risque de compromettre la possibilité même de la libération si la dépendance vis-à-vis de ces forces devient le *seul* horizon politique. En l'absence d'un véritable soutien internationaliste, une lutte peut commencer par une dépendance tactique temporaire, pour voir cette dépendance se cristalliser au fil du temps en une partie stratégique et intégrante de sa politique.

Accepter les contradictions réelles des luttes réelles exige également de prêter attention à la manière dont cet état d'urgence

même – la menace israélienne – est instrumentalisé par les forces réactionnaires pour justifier, autoriser et normaliser une violence extra-juridique exceptionnelle. Loin de relativiser la notion d'urgence, la question clé est de savoir qui la déclare, avec quelles conséquences politiques, et comment la réponse peut fonder un front durable contre elle. Assad invoque depuis longtemps Israël et les «complots occidentaux» pour légitimer l'écrasement de la révolution syrienne.

Pendant la guerre des Douze jours, certains à gauche ont soutenu la République islamique d'Iran au nom de l'opposition à un soi-disant «mal plus grand», sous la pression de l'urgence de la guerre. L'État a toutefois utilisé cette même urgence comme arme pour mener une vague sans précédent de déportations massives de migrants afghans, les accusant d'«espionnage pour le compte d'Israël». Selon les Nations unies, [plus d'un demi-million d'Afghans](#) ont été expulsés d'Iran au cours des seize jours qui ont suivi la fin de l'agression israélienne.

Du campisme nationaliste au campisme décolonial

Les formes dominantes actuelles de campisme découlent moins des imaginaires persistants de la Guerre froide que des contradictions internes de la solidarité Sud-Sud elle-même, façonnée par l'imbrication du nationalisme postcolonial avec les configurations émergentes d'alignement géopolitique.

Parallèlement à la prolifération des régimes de guerre contemporains, le campisme nationaliste s'intensifie: une orientation politique qui privilégie systématiquement la forme de la nation – intégrité territoriale, centralisation souveraine, sécurité nationale et poids positionnel au sein de l'ordre international – au détriment du contenu substantiel de la nation, compris comme représentation démocratique, droits sociaux et autodétermination collective. Cette logique est apparue au grand jour depuis la guerre en Syrie, lorsque la République islamique d'Iran a justifié son intervention par la formule: «Nous combattons en Syrie pour ne pas avoir à combattre à Téhéran», qui s'est depuis [cristallisée en tant que noyau idéologique central](#) du discours iranien en faveur de l'Axe de la résistance.

Dans ce cadre, la souveraineté nationale postcoloniale est redéfinie comme une figure pivot médiant la relation entre les logiques tournées vers l'intérieur – d'homogénéisation violente et de pacification – et les logiques tournées vers l'extérieur – d'alignement stratégique interétatique – dans un champ élargi de guerre concurrentielle. Ce qui était autrefois considéré comme nécessaire pour faire avancer les luttes anticoloniales – l'«unité nationale» – a été remanié en une doctrine de «sécurité nationale» qui imposait une spatio-temporalité homogène et monolithique, organisée autour d'une contraction défensive contre un impérialisme imaginé comme un camp unique et indifférencié.

Cette spatio-temporalité nationale a écrasé la pluralité des luttes de classe, de genre, de race et écologiques dans la temporalité singulière d'une urgence nationale apparemment permanente. Tout a ainsi été subordonné à la soi-disant «lutte principale» entre la nation et l'impérialisme, régulièrement justifiée par un état continu de menace pour la «sécurité nationale» présenté comme la condition préalable à tout le reste.

Sur l'axe externe de la formation des États postcoloniaux, les alignements stratégiques Sud-Sud forgés à l'ère postcoloniale ont consolidé davantage la rationalité du campisme nationaliste. La conférence de Bandung de 1955 marque le tournant symbolique où cette logique d'alignement Sud-Sud s'est normalisée : le langage radical et militant des luttes anti-impérialistes des peuples opprimés a été recodé dans le vocabulaire de la coopération économique et culturelle entre États postcoloniaux.

Ce glissement de la militance anti-impérialiste vers l'art de gouverner postcolonial a jeté les bases de la transformation actuelle de la multipolarité, qui passe d'une catégorie objective-critique à une catégorie normative. En absorbant les forces révolutionnaires dans la logique concurrentielle du système interétatique, et finalement dans les rivalités interpolaires, il a transformé un horizon de libération en un cadre de gestion géopolitique.

Le prétendu «esprit de Bandung», malgré sa force d'inspiration indéniable dans la promotion des luttes anticoloniales et son effet dissuasif pendant la Guerre froide, a été

de plus en plus réutilisé comme carburant idéologique pour les célébrations campistes contemporaines de la multipolarité – traitée comme une alternative intrinsèquement positive et manifestement émancipatrice à l'unipolarité menée par les États-Unis.

Dans cette optique, la multipolarité est célébrée comme un «équilibre des pouvoirs» et une «autonomie renforcée» pour les États du Sud. Une conception critique de la multipolarité, en revanche, ne désigne pas une solution mais l'aggravation de la crise de l'hégémonie – marquée par une crise permanente, une militarisation croissante, des souverainetés fragmentées et la prolifération des zones de guerre.

C'est précisément [l'approche non critique de l'héritage de Bandung](#) par des auteurs tels que Vijay Prashad, et la réduction de l'internationalisme à une plateforme de coopération entre les souverainetés des États non occidentaux, qui permettent aux discours campistes d'aujourd'hui de présenter des projets tels que le projet impérialiste chinois de la Belt and Road Initiative comme suit :

Le début d'une nouvelle confiance, ou d'une «nouvelle ambiance», dans le Sud global, puisque les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine n'avaient plus à dépendre aussi fortement des institutions du Nord global pour le financement et la technologie.

Ce type de campisme nationaliste ou multipolaire-normativiste est étroitement lié à une autre formation contemporaine que l'on pourrait appeler le campisme décolonial, qui redéfinit l'impérialisme en termes culturalistes, détachant le concept de ses fondements historico-matériels et donc des conditions de vie concrètes des gens ordinaires. Incapables de rompre avec les dépendances structurelles du marché mondial, certaines souverainetés postcoloniales ont cherché à compenser leur dérivation matérielle de la modernisation occidentale – leurs appareils militaires calqués sur le modèle occidental, leurs institutions bureaucratiques et leurs modèles de planification du développement – en affirmant une identité culturelle et spirituelle distinctive par le biais d'appels à l'authenticité culturelle, à l'exceptionnalisme civilisationnel ou à l'unicité religieuse.

Le «campisme décolonial» a gonflé sémantiquement le terme «impérialisme» pour en faire une menace spectrale et métamorphosée, perceptible à la fois dans les manifestations de ce qu'on appelle le retard et celles du développement : dans l'analphabétisme et la toxicomanie autant que dans l'enseignement universitaire ; dans les cheveux dévoilés des femmes autant que dans le port de la cravate – comme on a pu le voir clairement dans l'Iran post-révolutionnaire des années 1980. Aujourd'hui, dans ce cadre de campisme décolonial, le soulèvement des femmes iraniennes au sein du mouvement Femme, Vie, Liberté est directement identifié comme le produit du libéralisme occidental – et donc, par définition, comme une expression de l'impérialisme.

Dans ce tournant culturel, des figures telles qu'Ali Shariati, avec son appel au «retour à soi», Jalal Al-e Ahmad, avec la notion de *gharbzadegi* (occidentalisation), et Sayyid Qutb, avec son diagnostic de «*jahiliyya* moderne» (ignorance morale et spirituelle et faillite de la société moderne), ont notamment contribué à articuler un discours sur «l'invasion culturelle», la «crise d'identité» et le «déclin spirituel» qui – indépendamment de sa pertinence analytique pour rendre compte des structures mondiales de domination – a été facilement approprié par les États postcoloniaux comme un signifiant passe-partout.

Il a été déployé de manière arbitraire pour stigmatiser la différence et réprimer la dissidence, alors même que ces mêmes États imposaient des réformes néolibérales et adoptaient certaines des variantes les plus prédatrices du capitalisme – une contradiction flagrante, déjà évidente il y a plus de quarante ans, lorsque Maxine Molyneux et Fred Halliday ont observé que «l'anti-impérialisme de Khomeini ou de Hafiz al-Asad» n'offrait aucune émancipation du capitalisme, mais simplement «le remplacement d'un régime capitaliste par un autre».

Vers un internationalisme des universalités concrètes

Alors que la guerre s'installe au cœur de la reproduction d'un capitalisme profondément fracturé, la nécessité historique d'un internationalisme explicitement anti-impérialiste devient de plus en plus

évidente. Par internationalisme, nous n'entendons pas une forme abstraite d'organisation mondiale se plaçant au-dessus de la politique locale, suspendant les luttes féministes, écologiques, syndicales et queer.

Au contraire, comme l'a montré la Palestine après le 7 octobre, l'internationalisme est nécessairement médiatisé par des luttes particulières ancrées dans leur propre politique locale ; il ne peut exister qu'en tant qu'universalité concrète tissée à partir de ces luttes situées, plutôt qu'imposée à celles-ci.

Les campements universitaires, les luttes pour le désarmement et le boycott, et les perturbations logistiques des circuits transnationaux d'accumulation qui permettent le génocide israélien à Gaza – des grèves générales et des blocages portuaires en Italie aux interventions maritimes de la flottille de la Liberté – n'ont pas été menés à partir d'une position morale abstraite d'une vague empathie humaniste. Elles ont émergé de la nécessité ressentie de destins objectivement partagés entre chacune de ces luttes et la Palestine. «Nous ne libérons pas la Palestine, c'est la Palestine qui nous libère» – un slogan scandé dans les rues de l'Algérie à l'Italie – rend bien compte de l'esprit de l'internationalisme en tant que forme politique qui synchronise et coordonne des luttes de libération hétérogènes sur la base de leurs points communs, de leurs résonances et de leurs solidarités mutuelles, sans subsumer leurs singularités sous une cause anti-impérialiste prétendument «supérieure».

La solidarité avec la Palestine est «significative» pour les gens car ils peuvent immédiatement comprendre que le génocide perpétré par Israël à Gaza a un impact direct sur leur propre vie. Lorsque les dockers du port de Ravenne, dans le nord de l'Italie, ont pris des mesures pour bloquer le chargement d'armes destinées au port de Haïfa – un maillon concret de la chaîne logistique du génocide, désormais détenu en partie par une entreprise indienne –, ils ne l'ont pas fait simplement par opposition abstraite à Israël, mais par refus de laisser leur propre travail être mobilisé pour le génocide et d'accepter la transformation de leurs lieux de travail en infrastructures de guerre.

Aujourd'hui, l'abolition du sionisme est l'une des conditions de possibilité de la libération de toutes les classes opprimées.

Cependant, cette universalité reste abstraite, inefficace et, en fin de compte, réactionnaire dans la mesure où elle est détachée des luttes concrètes et particulières à travers lesquelles une telle universalité pourrait effectivement se réaliser. En posant l'opposition à Israël comme la lutte principale et en reléguant toutes les autres à un rang secondaire, le campisme sape en fait le fondement même des luttes anti-impérialistes.

En prenant parti pour un pôle d'une guerre, le campisme nuit non seulement à chaque lutte de libération prise séparément, mais aussi à leurs relations mutuellement imbriquées, qui sont la condition préalable même de l'internationalisme. En soutenant, par exemple, la République islamique d'Iran, le campisme marginalise non seulement les réalités féministes, anticolonialistes et égalitaires du soulèvement Femme, Vie, Liberté, mais aussi ses articulations internationalistes potentielles avec d'autres luttes dans la région.

En élevant l'opposition à l'impérialisme occidental au rang de « contradiction principale », toutes les autres luttes sont reportées à un « pas maintenant » indéfini. Le campisme impose ainsi une fausse synchronisation des luttes hétérogènes aux horizons, urgences et rythmes distincts sont subsumées sous un seul rythme de guerre. En revanche, l'internationalisme affirme une politique du temps différente, qui n'est pas régie par l'injonction nationaliste « d'abord la sécurité nationale, puis tout le reste ».

Pendant la guerre des Douze jours, des étudiants, enseignants, travailleurs, féministes et prisonniers politiques iraniens (y compris les militants kurdes condamnés à mort, Pakhshan Azizi et Varishe Mordai), aux côtés d'organisations de la diaspora explicitement internationalistes, ont affirmé une contre-synchronisation qui reliait Femme, Vie, Liberté à la Palestine. Leur insistance sur le fait que la justice est indivisible s'oppose à la fois à l'instrumentalisation cynique de la Palestine par la République islamique et aux logiques de clivage qui séparent l'anti-impérialisme des luttes contre l'autoritarisme au niveau national.

L'internationalisme, tant en tant que concept qu'en tant que forme politique, n'a jamais été un « ajout » aux luttes locales et nationales, mais un élément constitutif de la

politique de classe en tant que telle, enraciné dans la socialité du capital lui-même en tant que relation intrinsèquement mondiale qui se reproduit à travers le marché mondial.

Aujourd'hui, alors que le marché mondial se réorganise selon des lignes multipolaires et logistiques, le campisme apparaît de plus en plus en décalage avec sa propre époque historique. La tâche qui nous attend consiste à renouveler un internationalisme capable de perturber les circuits de la guerre et de l'accumulation et de défendre les couloirs de la vie – une tâche qui ne peut être menée à bien que par l'articulation concrète des luttes, et non par l'universalité abstraite des alignements campistes.

Amir Kianpour est chercheur et militant internationaliste. Ses recherches portent sur les temporalités historiques du capitalisme, en particulier à travers la guerre et la logistique, les différents modes de subsumption sous le capital, l'histoire intellectuelle et politique de la gauche au Moyen-Orient et la révolution iranienne de 1979. Il a traduit en persan plusieurs ouvrages de théorie critique et de marxisme.

Morteza Samanpour est chercheur et militant originaire d'Iran. Son travail transdisciplinaire mobilise la théorie critique marxienne, les histoires coloniales et les approches philosophiques du temps pour penser la reproduction globale du capital. Il est éditeur au *Marx & Philosophy Review of Books*.

Cet article a été publié dans [Portolan](#) en novembre 2025 et traduit en français pour la revue en ligne [Contretemps](#). Quelques modifications ont été apportées et revues par les auteurs par rapport à la version originale.

Le féminisme iranien pris entre la guerre et le régime

Entretien avec Firoozeh Farvardin

29

La guerre en Iran a redéfini le paysage créé par le soulèvement de 2022 : elle a renforcé la République islamique, donné un nouvel élan à la droite monarchiste de la diaspora et réduit la marge de manœuvre pour une politique féministe autonome. Dans cet entretien, Firoozeh Farvardin explore les moyens de s'opposer au régime sans soutenir une intervention étrangère et de maintenir, à partir de la base, des réseaux de solidarité, de résistance et d'internationalisme.

En septembre 2022, l'assassinat de Mahsa Jina Amini – une jeune Kurde iranienne de 22 ans arrêtée à Téhéran par la « police des mœurs », qui l'accusait d'avoir enfreint les règles relatives au port obligatoire du hijab (voile) – a déclenché en Iran l'un des plus grands soulèvements depuis l'instauration de la République islamique. Avec ce slogan en kurde « Jin, Jiyan, Azadî » (« Femme, vie, liberté »), la contestation contre le contrôle de l'État sur le corps des femmes s'est rapidement transformée en une remise en cause plus large du régime, de ses mécanismes répressifs et des formes d'inégalité sociale et politique qui traversent le pays.

Près de quatre ans plus tard, le contexte a radicalement changé. La répression d'État a démantelé des réseaux, emprisonné des militant.es et poussé de nombreuses activistes à l'exil. Dans le même temps, l'offensive militaire d'Israël et des États-Unis a redessiné le paysage politique : elle a permis à la République islamique de se présenter comme la défenseuse de la souveraineté nationale, de renforcer les discours d'unité interne et d'intensifier la criminalisation de celles et ceux qui s'opposent au régime. Parallèlement, les secteurs monarchistes et de

droite, particulièrement actifs au sein de la diaspora, ont gagné en visibilité grâce à un discours associant le changement de régime à une intervention extérieure et avec lequel ils cherchent à se présenter comme la voix légitime de l'opposition iranienne.

Dans cet entretien réalisé en avril 2026, Firoozeh Farvardin – chercheuse et militante féministe iranienne installée en Allemagne, rattachée à l'Institut berlinois spécialisé dans la recherche sur les migrations et l'intégration de Berlin (BIM) – analyse la place des féminismes dans un contexte marqué par la répression à l'intérieur du pays, la guerre et la lutte entre les différents courants politiques pour la représentation de l'opposition iranienne. Ses travaux portent sur l'État iranien moderne, les politiques de reproduction et de genre, ainsi que les stratégies de résistance des mouvements féministes. Dans une perspective féministe et décoloniale, Farvardin étudie l'articulation entre morale politique, néolibéralisme et autoritarisme au sein de la République islamique. Dans cet entretien, elle souligne la nécessité d'adopter une position capable de s'opposer au régime sans pour autant soutenir une intervention étrangère, de soutenir les réseaux de soins et d'entraide qui restent actifs en Iran et de repenser, à partir de la base, les possibilités d'un nouvel internationalisme féministe.

Une grande partie de la couverture internationale de la crise iranienne s'articule autour d'une perspective géopolitique : les États-Unis, Israël, la République islamique, la Russie, la Chine, les puissances régionales. Dans ce cadre, les voix féministes iraniennes sont souvent reléguées au second plan. Que perd-on à ne considérer l'Iran que sous cet

angle ? Et comment les attaques d'Israël et des États-Unis sont-elles interprétées par celles et ceux qui luttent à l'intérieur du pays ?

Les récits que l'on retrouve dans les médias et dans une grande partie du débat public sont presque toujours géopolitiques. Je ne dis pas que cette dimension n'est pas importante. Bien sûr qu'elle l'est. Mais lorsqu'on parle de cette région, et de l'Iran en particulier, le débat est presque entièrement accaparé par cette perspective. On parle d'États, d'alliances, d'équilibres militaires, d'intérêts stratégiques. Et ce qui disparaît, c'est la société iranienne.

Pour ma part, je souhaite partir d'un autre angle : observer ce qui se passe en Iran à partir du point de vue des gens ordinaires. Cela implique de s'interroger sur la relation entre la politique intérieure et les événements extérieurs. Car il ne s'agit pas de deux plans distincts. La guerre, les sanctions, les menaces militaires et la répression d'État s'articulent les unes avec les autres. Pour les personnes qui vivent en Iran, la question n'est pas seulement de savoir quel acteur international gagne ou perd du pouvoir, mais quelles possibilités subsistent pour s'organiser, résister, s'exprimer et imaginer une vie différente.

La première chose à comprendre, c'est que la guerre agit comme un moment contre-révolutionnaire. En Iran, il y a eu un cycle de mouvements révolutionnaires depuis 2016, avec un pic en 2022 et un autre moment important en janvier 2026. À l'instar d'autres féministes iraniennes, je pense que la guerre fait obstacle aux aspects les plus progressistes de ce cycle. Que la République islamique gagne ou perde, la guerre est une aubaine pour le régime, car elle lui permet de réprimer le mouvement d'opposition et de gagner en légitimité tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

Ce qui se passe en dehors de l'Iran est très inquiétant. Dans certains milieux qui se considèrent comme progressistes ou de gauche, le régime commence à être perçu presque mécaniquement comme une force légitime parce qu'il s'oppose aux États-Unis et à Israël. On oublie qu'il y a très peu de temps encore, des milliers de personnes ont été massacrées en l'espace de quelques jours. On fait désormais l'éloge de la figure du Guide suprême ou de celle des commandants militaires dont

l'assassinat constitue un acte de violation du droit, mais on passe sous silence le fait qu'ils étaient eux-mêmes responsables d'assassinats et de répression. Une forme de normalisation s'est installée : le régime gagne en légitimité simplement parce qu'il se positionne du côté opposé aux États-Unis et à Israël.

En Iran, pendant ce temps, des exécutions ont lieu tous les jours. De nombreuses personnes sont arrêtées sous l'accusation d'être des espions, d'être contre la guerre ou de soutenir les États-Unis et Israël. Pour être claire : je pense que le pays a été envahi illégalement. Peu importe que je sois d'accord ou non avec ce régime. Il s'agissait d'une invasion illégale. Je ne peux accepter qu'on assassine ainsi le dirigeant d'un autre sans que cela n'entraîne de conséquences. C'est un problème. L'autre, c'est que le régime utilise cette agression pour réprimer encore davantage.

Les sentiments nationalistes gagnent également du terrain. Cela ne signifie pas que tout le monde soutienne la République islamique. Mais beaucoup de gens commencent à penser que, face à une guerre illégale, ils devraient soutenir l'État iranien en tant que protecteur du pays. Je ne partage pas cette position, mais je comprends que la polarisation pousse certaines personnes à penser que soutenir l'État est moins dommageable que de soutenir une intervention étrangère.

Je le dis non seulement en tant que chercheuse vivant hors d'Iran, mais aussi en tant que féministe qui reste attachée à ce qui s'y passe dans le pays, qui travaille et mène des recherches, autant qu'elle le peut, avec les Iraniennes et les Iraniens et sur leur vécu. La voix qui manque dans l'espace public est celle de celles et ceux qui cherchent une troisième voie. Cette voix existe, en Iran comme au sein de la diaspora. Elle émane de ceux et celles qui entretiennent des réseaux de base, de ceux et celles qui mettent en œuvre des politiques de solidarité, de ceux et celles qui ne soutiennent ni le régime ni la guerre. Mais ces voix ne bénéficient que de très peu d'attention médiatique. Ce sont ces mêmes personnes qui tentent de reconstruire ou de maintenir en vie les réseaux qui étaient actifs pendant le soulèvement de 2022.

La République islamique s'est préparée pendant des années à une guerre. Elle dispose de missiles, d'armes, d'un programme

de militarisation qui a continué à fonctionner même sous le poids des sanctions internationales. Mais elle ne s'est pas préparée à protéger la population. Elle n'a pas construit d'abris, n'a pas élaboré de plan pour une économie de guerre, n'a pas de stratégie pour assurer la vie quotidienne. La récession économique actuelle est très dure. Dans ce contexte, ce sont ces groupes et ces cercles politisés en 2022 qui apportent une aide concrète au niveau de la vie quotidienne. Ils tentent de soutenir la vie des gens ordinaires, des travailleuses et des travailleurs, ainsi que des familles des prisonniers politiques. Ils s'efforcent de les soutenir, de les accompagner et de leur donner la parole, malgré tout.

Le gros problème, c'est qu'Internet est pratiquement inexistant. La connexion avec le monde extérieur est coupée. Il existe un Internet interne, national, et quelques réseaux privés (VPN) hors de prix auxquels seul un petit groupe de personnes peut accéder. C'est pourquoi il est très difficile de savoir ce qu'il se passe réellement en Iran. D'après des messages, des messages sur les réseaux sociaux ou des communications fragmentaires de camarades, nous savons que ces cellules et ces communautés continuent d'essayer de rester en vie et de réfléchir à ce qu'elles peuvent faire. Mais elles fonctionnent en mode de survie minimale. Aujourd'hui, il est presque impossible de maintenir une position politique cohérente depuis l'intérieur.

En 2022, le mouvement d'opposition au régime semblait caractérisé par une forte empreinte féministe et émancipatrice. Aujourd'hui, en revanche, les discours monarchistes, militaristes ou ouvertement favorables à une intervention étrangère semblent gagner du terrain. Comment la situation a-t-elle changé entre le soulèvement de 2022 et les mobilisations les plus récentes, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Iran ?

Quand je dis que la légitimité du régime s'est renforcée, même à l'intérieur de l'Iran, je ne veux pas dire qu'il est désormais populaire. Une opposition très forte persiste. Beaucoup de gens ordinaires continuent de manifester contre la République islamique. Il y a même des personnes qui souhaitent la guerre, car elles affirment que vivre sous ce régime est pire qu'une guerre. Je ne

veux ni les juger ni nier leur libre arbitre. Je comprends les raisons qui peuvent pousser quelqu'un à tenir de tels propos. Mais je pense aussi qu'il faut savoir concrètement ce qu'est une guerre. Maintenant que la guerre est en cours, moins de personnes affirment ouvertement qu'elles préfèrent la guerre à la République islamique. La situation est extrêmement polarisée.

La nouvelle vague monarchiste et le soutien à la guerre doivent être compris comme une réaction contre-révolutionnaire. L'extrême droite monarchiste existait déjà auparavant. Elle était également présente lors du soulèvement de 2022. Comme dans tout mouvement social de grande ampleur, toutes les forces qui y ont participé n'étaient pas progressistes. Mais en 2022, les monarchistes ne détenaient ni l'hégémonie politique ni l'hégémonie discursive. La voix féministe, les communautés marginalisées, les positions progressistes avaient davantage la capacité de donner du sens.

En janvier 2026, en revanche, les monarchistes ont gagné beaucoup plus de terrain. Cela s'explique, en premier lieu, par la répression. Bon nombre de personnes qui avaient été actives en 2022 se trouvaient en prison ou avaient quitté le pays. Mais cela s'explique également par le soutien qu'ils reçoivent d'Israël, des États-Unis et de l'Arabie saoudite. Des sommes considérables sont consacrées à cette campagne. Elle s'exprime à la télévision par satellite, sur les réseaux sociaux, sur TikTok, ainsi que par le biais de campagnes massives destinées à ancrer l'idée que la restauration de la monarchie est la seule véritable alternative au régime.

Cette position a gagné en popularité. On ne peut pas l'ignorer. Le langage et la rhétorique du soulèvement de janvier 2026 n'étaient pas les mêmes qu'en 2022. Ni en Iran, ni à l'étranger. Il est évident que le discours était bien moins féministe.

Quoi qu'il en soit, contrairement à d'autres, je ne qualifierais pas ce mouvement de « fasciste » sans autre forme de procès. Ce débat existe, et souvent, les étiquettes servent à marquer une distinction : « Ce n'est pas nous, cela appartient à un autre camp. » Je ne vois pas les choses ainsi. Je pense qu'il y a eu une continuité avec le cycle de manifestations entamé en 2022 après l'assassinat de Mahsa Jina Amini. Les preuves en sont



sur ces réseaux sociaux, dans la participation des forces progressistes dans la rue et dans les formes d'organisation qui ont perduré. Mais, surtout en dehors de l'Iran, le discours qui a réussi à s'imposer était celui des monarchistes.

Cela influe sur la manière dont la guerre est interprétée. De l'extérieur, on peut en conclure : «Le peuple iranien est majoritairement monarchiste et veut donc la guerre.» Cette interprétation sert à justifier une attaque contre l'Iran. Les monarchistes ont toujours existé et continuent d'être présents. Mais après avoir constaté pendant des mois que la guerre n'entraîne pas de changement de régime, mais bien la destruction du pays et l'effondrement de l'État, je pense qu'une partie de la population commence à comprendre autre chose. La guerre ne vise pas uniquement la République islamique. Elle rend la vie impossible en Iran. C'est pourquoi je pense que, s'en rendant compte, de nombreuses personnes, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, sont de moins en moins favorables à une intervention de ce type. Malgré tout, les médias d'opposition de la diaspora et les secteurs les plus puissants continuent d'affirmer que les Iraniens préfèrent la guerre et l'intervention étrangère plutôt que de vivre sous le régime de la République islamique.

L'une des conséquences de la guerre, outre la destruction, le traumatisme et l'impossibilité de subvenir à ses besoins, est que la République islamique dispose désormais d'un pouvoir accru. Mais elle est également affaiblie. Et cela risque de la rendre encore plus dangereuse. Malheureusement, quelle que soit l'issue pour le régime, ce sont encore les gens qui en font les frais. Auparavant, sous la répression d'État, des milliers de personnes ont été assassinées. Nous ne savons même pas combien. Nous savons qu'au moins des centaines de filles et de garçons ont été assassinés par le régime. Aujourd'hui, avec l'invasion, on compte également des milliers de morts et des centaines de filles et de garçons assassinés.

Ce que je me demande, c'est pourquoi il est si difficile de faire le deuil de toutes ces personnes. Politiquement, il est devenu très difficile de dire «Je suis contre ces massacres» sans que quelqu'un ne réplique : «Alors tu es pour l'autre camp.» Peut-être que le cas iranien est une expression extrême

d'un phénomène plus général, mais telle est la situation dans le monde : une radicalisation brutale où la vie des personnes importe moins que le camp dans lequel on est censé se situer. C'est une histoire très triste.

Dans ce contexte de polarisation extrême, comment les féminismes peuvent-elles intervenir ? Quelles formes d'organisation ou de solidarité surmontent la répression du régime, le blocage politique dû à la guerre et le fait que les voix les plus bruyantes de la diaspora semblent prisonnières de l'opposition binaire entre la République islamique et l'intervention étrangère ?

Dire ce qui se passe actuellement en Iran implique nécessairement une certaine part de spéculation. Les informations sont très limitées. Dans cette polarisation, tout le monde semble avoir quelque chose à dire. Mais celles qui agissent réellement en Iran, ce sont les militantes civiles, dont beaucoup sont féministes, et les réseaux déjà actifs dans différentes villes pour assurer la vie quotidienne. Ce sont elles qui font entendre la voix des personnes emprisonnées, de celles condamnées à mort et des familles touchées. Elles viennent en aide aux personnes blessées ou incarcérées, partagent des informations et apportent leur soutien.

C'est cela, la véritable politique. Elle n'est pas menée par des personnes situées hors d'Iran qui appellent à la guerre, ni par celles qui prétendent représenter le peuple iranien à travers les médias de la diaspora. Elle est menée par ces groupes d'activistes, dont beaucoup sont féministes dans la pratique, même si elles ne se présentent pas toujours sous cette étiquette.

En ce moment même, la population est plutôt en mode survie. Certains groupes collectent des fonds pour venir en aide aux travailleuses et travailleurs qui ont perdu leur emploi, car de nombreuses usines ont été détruites. L'Iran compte par ailleurs un nombre considérable de travailleurs des plateformes numériques. Ces emplois ont également disparu. Il est très difficile d'imaginer combien de personnes se sont retrouvées sans emploi. Et il n'existe aucun plan d'État pour faire face à cette situation. Ces groupes commencent donc à mettre en place de petites structures de type économique alternatif, des formes d'entraide, des mécanismes pour produire

quelque chose et subvenir ensemble à leurs besoins.

Un autre exemple est l'aide apportée aux personnes blessées après le soulèvement de janvier 2026. Beaucoup ne peuvent pas se rendre à l'hôpital car elles risquent d'y être arrêtées, voire assassinées. Certaines personnes ont encore des plombs ou de petites balles logées dans le corps. Celles et ceux qui leur viennent en aide font partie de groupes qui se sont formés pendant le soulèvement de Jina et qui continuent de communiquer, de se retrouver et de se mobiliser.

Il existe également des cuisines collectives. Elles ne sont pas aussi institutionnalisées qu'en Argentine ou dans d'autres pays d'Amérique latine, mais elles remplissent une fonction très importante : nourrir celles et ceux qui n'ont pas de quoi se nourrir. Bon nombre de ces initiatives sont organisées par des groupes féministes, de gauche ou progressistes.

Mais, sur le plan politique, ces réseaux n'ont aujourd'hui pas de voix cohérente. D'une part, parce qu'Internet est coupé et qu'ils ne peuvent pas s'exprimer. D'autre part, parce qu'en dehors de l'Iran, au sein de la diaspora, les plus bruyants sont soit les secteurs proches du régime, soit diverses formes de monarchisme.

Les droits des femmes ont souvent été utilisés comme justification d'une intervention étrangère au Moyen-Orient : l'idée que l'Occident doit les « sauver » de l'extrémisme islamique. En Iran, parallèlement, la République islamique tente de s'approprier certaines revendications féministes et de les utiliser dans sa propagande. Comment ces utilisations contradictoires des droits des femmes se manifestent-elles aujourd'hui ?

Chaque fois qu'il y a une guerre, une forme de masculinité hégémonique refait surface : la figure de l'homme héroïque qui protège la nation. De nombreux hommes cisgenres, y compris certains qui se considèrent comme de gauche et se sont désormais tournés vers la République islamique, présentent la guerre sous cet angle. Ils disent : « Nous protégeons notre territoire comme nous protégeons nos femmes. » Cette image est présente en Iran, mais aussi dans de nombreux autres pays.

Nous savons que, pendant les conflits armés, la violence de genre et la violence domestique augmentent. Les gens vivent dans le stress, sous la menace, dans la peur. Je ne dispose pas de statistiques directes sur ce qui se passe actuellement en Iran, mais des informations et des rumeurs circulent selon lesquelles cette recrudescence de la violence est bien réelle.

La République islamique joue également sur la question du hijab. À force de luttes et au prix de leur propre sang, les femmes ont obtenu certains droits sur leur corps. Aujourd'hui, le régime tente de dire : « Nous n'avons aucun problème avec le hijab. » Lors de certaines manifestations pro-République islamique en Iran, on voit même apparaître des femmes sans hijab. Mais il s'agit là de propagande. Elle s'adresse à l'extérieur : l'objectif est de montrer que les femmes soutiennent la République islamique. En d'autres termes, le régime s'approprie les revendications conquises par les femmes et les utilise à son propre profit.

De l'extérieur, on observe un phénomène similaire. Nous avons vu Israël écrire « Femme, vie, liberté » sur ses missiles, pour tenter de s'approprier ce combat. C'est une guerre des discours. Les deux camps tentent de s'approprier non seulement les droits des femmes, mais aussi les luttes des populations autochtones, anticolonialistes et antiracistes.

Cela m'attriste beaucoup. En Iran, ceux qui ont opprimé le peuple iranien, les nationalités autochtones d'Iran, les Kurdes, les Baloutches, les minorités et les femmes, sont aujourd'hui présentés comme des héros des luttes anticoloniales et anti-impérialistes en dehors de l'Iran. La logique semble être la suivante : l'ennemi de mon ennemi est mon ami. Et une fois de plus, on oublie ce que vivent les gens sur le terrain.

Le discours du sauveur est présent des deux côtés. Mais je pense qu'il est moins utilisé aujourd'hui qu'il y a vingt ans, pendant la guerre en Irak ou celle en Afghanistan. Après tout ce qui s'est passé, y compris après le retour des Talibans, les États-Unis semblent avoir en partie abandonné leur discours sur « l'exportation de la démocratie » ou les « droits des femmes » comme justification principale. Aujourd'hui, on parle beaucoup plus ouvertement d'intérêts économiques, de pétrole, d'affaires, de la nécessité d'empêcher l'Iran

d'acquérir du pouvoir. L'idée d'apporter la démocratie ou de libérer les femmes continue d'apparaître, mais elle n'occupe plus le devant de la scène.

En Amérique latine, on observe également une résurgence des masculinités agressives, souvent liées à la précarité de la vie. Quand il n'y a ni argent, ni travail, ni avenir, certains discours de droite offrent aux hommes une promesse de pouvoir : s'ils ne peuvent rien contrôler, ils peuvent au moins contrôler les femmes. Comment envisagez-vous cette relation entre impuissance sociale, masculinités réactionnaires et nouvelles droites ?

C'est une réaction à l'impuissance. Nous ressentons toutes et tous, d'une certaine manière, que nous n'avons pas prise sur les choses. Mais les réponses à ce manque d'autonomie sont différentes. L'extrême droite, mais aussi certains secteurs monarchistes iraniens, font une promesse très séduisante : ils disent que l'on peut retrouver du pouvoir, que l'on peut faire partie d'un projet gagnant, que quelque chose est en train de se faire. Cette promesse, qui reste illusoire, produit pourtant des effets très concrets.

Du côté des secteurs progressistes, en revanche, nous sommes en train de perdre la bataille du projet d'avenir concret. Souvent, l'avenir apparaît comme une spéculation trop abstraite. Certain·e·s peuvent penser qu'il faudrait l'abandonner et se concentrer uniquement sur le présent. Mais pour sortir de la peur, pour mener une vie normale, il faut une promesse de vie normale. On ne peut pas demander aux gens de tout sacrifier pour un avenir inconnu ou pour les générations futures. Les gens ont besoin de quelque chose de concret pour le présent et pour l'avenir proche.

Nous sous-estimons beaucoup ce besoin. Nous portons une part de responsabilité pour ne pas l'avoir pris plus au sérieux. Nous devons réfléchir à la manière de rendre nos projets plus attrayants pour les gens ordinaires, pour ces personnes lambda qui veulent vivre mieux, se sentir en sécurité, avoir un certain contrôle sur leur vie.

Récemment, vous avez animé une discussion intitulée « Plaisirs fascistes », sur la dimension affective des régimes autoritaires et de l'extrême droite. En Amérique latine, ce débat

se joue également dans la vie quotidienne : face à la précarisation, à l'endettement et à la perte d'espoirs, prolifèrent les promesses d'autonomie individuelle, allant de l'entrepreneuriat aux paris financiers, en passant par les cryptomonnaies ou l'idée de « faire quelque chose » avec son propre argent. La droite semble mieux comprendre ce désir de reprendre le contrôle de sa propre vie, tandis que les progressistes ont tendance à parler en termes de réparation, d'aide ou de dénonciation, victimisant ainsi des secteurs que la droite a réussi à autonomiser. Que devrait apprendre la gauche de ce combat pour les affects et le sentiment d'avoir prise sur les choses ?

Je pense que c'est là un point central. Nous traversons une période très difficile pour la population iranienne, mais nous ne devrions pas y voir une exception. Ces dernières années, nous avons parlé du génocide à Gaza comme s'il s'agissait de quelque chose qui se passait « là-bas », dans un lieu exceptionnel. Aujourd'hui, un phénomène similaire se produit en Iran. Mais telle est la logique du monde actuel : un régime de guerre et un processus de fascisation qui progressent sur différents fronts. Nous devons comprendre que cela peut nous toucher toutes et tous.

C'est pourquoi nous ne devrions pas faire de l'Iran une exception ni nous demander uniquement comment il est possible qu'une partie de la diaspora iranienne, ou de la population à l'intérieur du pays, souhaite la guerre ou accepte la destruction de son propre territoire. Cette tendance existe, mais elle n'est pas exclusivement iranienne. Il existe partout dans le monde un désir destructeur : savoir que l'on sera soi-même affecté par ce que l'on souhaite et, malgré tout, le souhaiter quand même. Cela n'est pas sans rapport avec la montée des mouvements post-fascistes et d'extrême droite. La polarisation extrême de la vie politique n'est pas non plus une exception iranienne.

Je ne veux pas terminer sur une note trop pessimiste. Comme je l'ai dit, tout ce mouvement de guerre et d'oppression est une entreprise contre-révolutionnaire qui vise à éviter que les vagues qui ont surgi en 2016 et 2017 ne donnent naissance à quelque chose de nouveau. Mais les luttes pour la vie se poursuivent. Elles connaissent des interruptions, des avancées et des défaites, mais

elles se poursuivent. Mon espoir est que quelque chose puisse en émerger.

En même temps, je sais qu'une solution purement nationale ne peut pas aboutir. C'est évident. Tous les États autoritaires de la région étaient effrayés par ce qui se passait au Rojava, au Kurdistan, en Iran depuis 2022 et lors de la deuxième vague des soulèvements arabes. Malgré leurs différences, ces processus avaient beaucoup en commun. Et ces États se sont entraînés pour réprimer les mouvements progressistes de la région.

Après tant de mobilisations à travers le monde, j'ai le sentiment que très peu de choses ont changé dans la vie des personnes qui vivent sous la violence directe et un génocide continu. Cela nous oblige à discuter de la stratégie politique. Descendre dans la rue et manifester en masse pour que les choses changent n'a plus aujourd'hui la même signification qu'il y a dix ans. Cela ne fonctionne plus de la même manière et ne produit plus les mêmes effets, car nous nous trouvons dans une conjoncture différente dans les relations entre les États et les sociétés. Je ne dis pas qu'il faille abandonner la rue, mais ces mobilisations à elles seules ne suffisent pas.

Aujourd'hui, avec la guerre, tout va pour le pire. Le discours de l'extrême droite la plus radicale s'est banalisé. On peut parler ouvertement de l'anéantissement des civilisations sans que cela n'entraîne de conséquences. Dans ce contexte, les féminismes populaires ont une approche plus nuancée et un répertoire d'actions plus large que la simple manifestation, car elles relient la vie quotidienne à la politique. Mais même les féminismes ont besoin d'une remise à jour. Elles traversent elles aussi une sorte de récession. Pas partout – au Kenya, par exemple, il existe encore un mouvement très puissant –, mais d'une manière générale, nous ne sommes plus dans la même situation qu'il y a une décennie, ni au point culminant du cycle qui s'est ouvert en Iran après l'assassinat de Mahsa Jina Amini.

C'est pourquoi je pense que nous devons toutes et tous repenser nos façons de faire de la politique. Si nous voulons trouver des solutions, ce ne sera pas à l'échelle nationale. La question est de savoir comment construire un nouvel internationalisme par la base. Les féminismes peuvent y jouer un rôle

fondamental. Comme l'a souligné Verónica Gago, elles ont une capacité particulière à relier des luttes très différentes. Cela reste une lueur d'espoir au bout du tunnel.

La guerre, les transformations technologiques, la précarisation et le pouvoir croissant du capital modifient le capitalisme à un rythme accéléré. Dans le même temps, de nombreuses institutions qui pouvaient autrefois être considérées comme progressistes semblent aujourd'hui prises au piège de dynamiques réactionnaires. Voyez-vous dans cette crise un espace pour de nouvelles formes de socialisme, d'internationalisme ou de politique émancipatrice ? Et que souhaiteriez-vous que les féminismes latino-américains connaissent aujourd'hui des féminismes iraniennes ? De quel type de solidarité ou de dialogue avons-nous besoin en ce moment ?

Je pense que cette crise est profonde et qu'elle opère à plusieurs niveaux. La guerre montre, entre autres, que les États-Unis n'ont plus l'hégémonie ni le pouvoir qu'ils avaient autrefois. Il n'y a pas d'avenir radieux assuré, mais cela ne signifie pas pour autant que toutes les portes sont fermées.

C'est pourquoi il est important d'établir un dialogue entre régions différentes. Les sphères du pouvoir tentent de nous faire croire que nous sommes étrangers les uns aux autres : l'Argentine et l'Iran, l'Amérique latine et le Moyen-Orient, des cultures et des religions apparemment distinctes. Mais les similitudes l'emportent sur les différences. Nous sommes liés par la précarité, la violence de genre, la montée des droites autoritaires, le sentiment que nous ne pouvons plus vivre ainsi et la nécessité d'imaginer d'autres avenir.

J'aimerais qu'il y ait un véritable dialogue, honnête, avec l'Amérique latine. Dans certains milieux progressistes et de gauche, je constate peu d'empathie envers la population iranienne. Comme la République islamique s'oppose aux États-Unis et à Israël, ils en concluent que le régime est du côté du peuple. Ils interprètent la situation comme une lutte anti-impérialiste, mais ne voient pas ce qui se passe à la base.

Chez les féministes, je dirais que ce problème est moins marqué, même s'il n'est pas inexistant. Il y a une sensibilité différente, car

c'est à travers la politique du quotidien que l'on comprend mieux ce dont il est question, malgré toutes les différences culturelles. Nous subissons toutes la violence de genre, et cela devrait suffire à faire comprendre ce que nous voulons dire lorsque nous affirmons que la structure étatique actuelle est néfaste pour les corps féminisés.

Nous avons besoin d'une solidarité qui ne fasse pas le choix entre le régime et la guerre. Une solidarité à même d'écouter celles et ceux qui soutiennent la vie, apportent des soins et résistent à partir de la base. S'opposer à l'impérialisme ne peut signifier fermer les yeux sur la violence de la République islamique. Et s'opposer à la République islamique ne peut signifier soutenir la destruction du pays. C'est de ces discussions dont nous avons besoin.

Firoozeh Farvardin a fait ses études en Iran et en Allemagne et a soutenu sa thèse de doctorat sur la transformation historique des politiques de l'État et de la famille dans l'Iran contemporain à l'Institut des sciences sociales de l'Université Humboldt de Berlin.

Voir aussi « Other Feminisms: A Subversive Gift to the World » dans IRGAC, *Beyond Molotovs - A Visual Handbook of Anti-Authoritarian Strategies*, 2024 ; « Revolution can happen even if people do not think about it », entretien avec Asef Bayat, IRGAC, juillet 2024.

Source : entretien réalisé par Miranda Hochman Carmín Ríos Fukelman et publié sur *Nueva sociedad* (Argentine), juillet 2026. Traduit par Pierre Vandevoorde et publié sur *Europe solidaire sans frontières*.

Guerre et fascisme dans le monde : Marx, Engels, colonialisme et indigénité

Kevin Anderson

37

La guerre en Iran et le génocide en Palestine sont les signes d'un danger fasciste qui ne fait en aucun cas l'unanimité. Marx et la tradition marxiste nous offrent des perspectives qui nous aideront, que ce soit sur les relations entre le centre et les périphéries ou sur la formation d'organisations véritablement révolutionnaires.

La guerre en Iran est devenue l'événement déterminant de l'année 2026. Fin février, les États-Unis et Israël ont lancé leur guerre d'agression par des attaques aériennes surprises qui ont décapité les dirigeants iraniens et détruit une grande partie de l'infrastructure militaire du pays, tout en s'en prenant à des écoles, des établissements médicaux et d'autres institutions essentielles à la vie. Ces actions se sont accompagnées de menaces génocidaires visant à détruire non seulement le régime de la République islamique, mais aussi l'Iran en tant que « civilisation », selon les termes du brutal et fasciste de Donald Trump¹.

1. Remarque sur mon utilisation du terme « fascisme » : ce terme a été utilisé à tort et à travers par certains milieux de gauche, et je ne l'ai appliqué au « trumpisme » qu'après la tentative de coup d'État du 6 janvier 2021 (Kevin Anderson, « The January 6 Insurrection : Historical and Global Contexts », *Critical Sociology*, vol. 48 : 6, 2022). Je tiens à apporter trois précisions : (1) Si le trumpisme est un mouvement fasciste, les États-Unis ne sont pas encore un pays fasciste, car les trumpistes n'ont pas pris le contrôle de tous les principaux leviers du pouvoir au sein de l'État ; (2) le trumpisme est un mouvement fasciste, mais pas ouvertement nazi, et il présente davantage de points communs avec les mouvements fascistes de l'entre-deux-guerres en Italie ou en Roumanie, entre autres ; (3) Le trumpisme s'inscrit dans une vaste tendance internationale, décrite ci-dessous, qui recoupe parfois le néolibéralisme autoritaire.

L'inconscience totale et l'arrogance impérialiste de ces attaques sont apparues au grand jour lorsque des drones et des missiles iraniens ont pu riposter en traversant et en remontant l'étroit golfe Persique, menaçant les installations pétrolières et le trafic maritime dans les monarchies du Golfe alliées aux États-Unis, et frappant même des bases militaires étasuniennes. L'ampleur de l'arrogance américaine transparaît dans la manière dont ont été ignorés les signes évidents de cette vulnérabilité, visibles dès 2019 et 2022, lorsque des drones iraniens (dont certains provenaient, selon certaines sources, de leurs alliés, les Houthis yéménites) avaient profondément ébranlé les Saoudien·nes, mettant hors service leurs installations pétrolières et les contraignant à suspendre leurs frappes aériennes sur le Yémen. De plus, ces drones peuvent être fabriqués facilement et à moindre coût dans des installations souterraines disséminées sur tout le territoire et sont pratiquement impossibles à détruire par des frappes aériennes, ce que la Russie apprend également à ses dépens cette année dans le cadre de sa guerre tout aussi génocidaire contre l'Ukraine.

Le trafic maritime en provenance du golfe Persique et transitant par le détroit d'Ormuz étant pratiquement à l'arrêt depuis début mars, il est apparu clairement que l'Iran, initialement menacé d'un « changement de régime » par les États-Unis et Israël, détenait désormais les clés permettant de déterminer si l'un des goulets d'étranglement économiques les plus vitaux au monde pourrait s'ouvrir à nouveau.

La guerre contre l'Iran dépassait largement les frontières de ce pays et du golfe Persique. En réalité, la zone de conflit

s'étendait de Chypre – où des navires israéliens ont attaqué les flottilles Sumud à des centaines de miles à l'ouest, de l'autre côté de la Méditerranée – jusqu'à la frontière irano-pakistanaise, à quelque 2 000 miles de là, où les États-Unis et Israël ont mené des attaques sur l'ensemble du territoire iranien. À Gaza, le génocide et les annexions territoriales menés par Israël se sont poursuivis ; en Cisjordanie, d'horribles pogroms perpétrés par les colons et des attaques militaires ont chassé les Palestinien·nes des zones rurales de leurs villages, et au Liban, une invasion israélienne a occupé un vaste territoire dans le sud. De plus, Israël a appliqué au Liban une politique de la terre brûlée à la manière de celle menée à Gaza, où des villages entiers ont été « rayés de la carte », avec des écoles, des églises, des mosquées, des centres médicaux et des habitations rasés par des bulldozers et des champs empoisonnés par du phosphore blanc².

En cela, les États-Unis et Israël ont clairement outrepassé leurs limites et pourraient avoir subi une défaite stratégique. Nombreuses et nombreux sont celles et ceux qui tentent d'évaluer l'ampleur exacte de cette défaite, que certain·es comparent au retrait forcé des impérialistes britanniques et français en 1956, après la nationalisation par l'Égypte du canal de Suez qu'ils contrôlaient. En riposte, certain·es ont fait remarquer que la Grande-Bretagne et la France étaient déjà bien plus faibles, tant sur le plan économique que militaire, que les États-Unis et l'Union soviétique en 1956, alors qu'en 2026, les États-Unis restent de loin la première puissance économique et militaire mondiale. D'autres soulignent, à juste titre, que le chaos imprudent du fascisme trumpiste accélère le déclin des États-Unis face à une Chine en pleine ascension. Et un autre facteur, qu'il ne faut jamais sous-estimer, est qu'Israël et les États-Unis, tout comme la Russie, possèdent toujours des arsenaux nucléaires importants qui font donc toujours peser la menace d'une conflagration nucléaire. Il n'en reste pas moins que la défaite des États-Unis est bien réelle, et qu'elle revêt une importance capitale non seulement pour le Moyen-Orient, mais aussi pour le monde entier.

2. Hélène Sallon, « Des localités du Liban sud rayées de la carte par l'armée israélienne », *Le Monde*, 23 mai 2026.

Une autre différence majeure, mais peu remarquée, par rapport à 1956 mérite également d'être mentionnée, même si elle ne diminue en rien l'ampleur de la défaite américaine. L'intervention franco-britannico-israélienne de 1956 en Égypte visait un régime nationaliste de gauche, celui de Gamal Abdel Nasser, qui, malgré toutes ses contradictions, avait non seulement tenu tête à l'impérialisme, mais aussi mis en œuvre une réforme agraire, instauré les droits syndicaux, la laïcisation de l'éducation et du droit, ainsi qu'une multitude d'autres mesures progressistes sur le plan intérieur, et était en train de devenir un phare pour toute une nouvelle génération de combattants de la libération en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie.

En 2026, les enjeux étaient tout autres. Les forces impérialistes occidentales visaient un régime théocratique réactionnaire en Iran qui, depuis des décennies, réprimait son propre peuple, y compris la classe ouvrière, comme en témoigne de manière particulièrement dramatique le bain de sang de janvier contre un soulèvement de masse déclenché par la misère économique et la corruption, au cours duquel plus de 5 000 civil·es ont trouvé la mort. Ainsi, en nous opposant aux attaques barbares menées par les États-Unis et Israël contre l'Iran, nous devons veiller à ne pas tomber dans l'apologie du régime iranien, en passant sous silence sa nature et ses pratiques. Un tel silence constituerait une trahison des principes internationalistes fondamentaux.

Au contraire, nous devons adopter une position plus complexe mais fondée sur des principes : nous opposer totalement et de toutes nos forces à la guerre impérialiste actuelle, tout en continuant à soutenir les travailleur·euses, les femmes et la jeunesse iraniennes face à leur régime théocratique et capitaliste brutalement répressif, que ce soit lors des manifestations électorales de masse de 2009, du mouvement Femme, Vie, Liberté de 2022 ou lors du soulèvement de janvier 2026 qui a mobilisé de nombreux secteurs de la société, mais en particulier la classe ouvrière.

L'Iran a été le foyer de crise le plus visible de 2026, mais le problème mondial à long terme qui a refusé de disparaître était le génocide israélien à Gaza, la guerre contre l'Iran constituant à bien des égards un

prolongement de ce dernier. Le génocide israélien à Gaza a continué de bénéficier du soutien des États-Unis, les républiques démocratiques d'Europe occidentale, à l'exception notable de l'Irlande et de l'Espagne, s'en rendant presque tout autant complices. Non seulement les partisan·es de Trump, mais aussi le Parti démocrate étasunien se sont montré·es encore pires que les Européen·es, en cautionnant le génocide tout au long de l'administration Biden, avant de changer très lentement de position dans certains secteurs de sa direction, alors même que la base s'était résolument retournée contre Israël. Le soutien précoce apporté par le président Joe Biden au génocide israélien en 2023, à un moment où il aurait été bien plus facile de contraindre le partenaire subalterne des États-Unis à faire preuve de retenue, a été déterminant. C'est ce qu'a récemment souligné Omer Bartov, spécialiste des génocides :

Je partage les critiques à l'encontre de Trump, mais je suis avant tout très en colère contre son prédécesseur, Joe Biden. En novembre-décembre 2023, les dirigeants américains auraient pu mettre fin au massacre à Gaza. Ils ne l'ont pas fait, et une grande partie de ce qui s'est passé pèse sur leur conscience³.

La question de Gaza n'a pas disparu de l'actualité mondiale. Au contraire, elle est devenue le point de démarcation le plus visible entre les jeunes radicales/radicaux et les systèmes politiques établis, qui comprennent non seulement les partisans de Trump, mais aussi la gauche libérale des États-Unis et les sociaux-démocrates d'Europe. C'est aussi devenu un levier de répression contre une jeune génération qui s'est engagée avec courage et conviction en faveur de la Palestine, et dont la colère continue de couvrir face à une répression qui recourt à des définitions maccarthystes de l'antisémitisme, là encore avec le soutien du Parti démocrate, des grandes universités et d'autres institutions libérales. Surtout, le peuple palestinien a tenu bon face à ses immenses souffrances. Comme l'a récemment souligné l'éminent

historien palestinien Rashid Khalidi, en adoptant une perspective à long terme :

Au milieu de cent ans de guerre contre nous, de cent ans de colonisation et de tentatives de nettoyage ethnique, les Palestinien·es restent sur leur terre. Les Israélien·es n'ont pas réussi à les remplacer, ce qui était l'objectif initial du mouvement sioniste. Il n'est donc pas trop tard⁴.

La résurgence fasciste

En cette année charnière qu'est 2026, les répercussions de la résurgence fasciste, illustrée par le retour au pouvoir de Trump aux États-Unis, ont continué de se faire sentir à travers le monde, renforçant une tendance déjà très dangereuse. Un aperçu des développements mondiaux à cet égard sera instructif, tant pour comprendre le danger qui nous menace que pour tracer la voie à suivre.

Les États-Unis restent au cœur de la montée du fascisme mondial en raison de leur statut de superpuissance économique, militaire, culturelle et politique, même si celui-ci s'est quelque peu érodé ces dernières années. Le second mandat de Trump a transformé les États-Unis, au mieux, en une république démocratique imparfaite, marquée par une forte tendance fasciste sur de nombreux fronts, notamment la liberté d'expression, les droits des immigré·es, les droits civils, les droits liés au genre et à la communauté LGBTQ, ainsi que, comme évoqué plus haut, des guerres brutales et irresponsables à l'étranger. Dans le même temps, le soutien politique dont bénéficie Trump a commencé à s'effriter au cours de l'année écoulée, les manifestations de masse en faveur des droits des immigré·es ayant joué un rôle décisif, tout comme l'élection de Zohran Mamdani, social-démocrate radical et antisioniste, à la mairie de New York.

Beaucoup laissent entendre qu'avec l'impasse sur l'Iran, les États-Unis pourraient s'en prendre à l'Amérique latine, en particulier à Cuba, après avoir déjà attaqué le Venezuela [...]. À cet égard, l'élection en Argentine, en 2023, du néofasciste et néolibéral extrême Javier Milei, et surtout sa deuxième victoire législative en 2025 grâce à un soutien

3. Omer Bartov, « Les Israéliens vivent dans un déni profonde de la situation à Gaza », entretien avec Pascal Riché, *Le Monde*, 9 mai 2026.

4. Rashidi Khalidi, « Les élites pro-Israël ont perdu la bataille de la jeunesse », entretien avec Benjamin Barthe, *Le Monde*, 26 mai 2026.

financier considérable de Trump, n'était pas de bon augure pour l'avenir. Contrairement à celui de Trump, le projet de Milei semblait en plein essor en 2026. De plus, l'extrême droite a été portée au pouvoir dans plusieurs autres pays d'Amérique latine, parmi lesquels le Salvador, la Colombie, l'Équateur, le Pérou et le Chili.

Les avancées de Narendra Modi en Inde, au pouvoir depuis plus d'une décennie, ont été encore plus décisives, notamment parce que ce pays doté de l'arme nucléaire est la nation la plus peuplée au monde et la troisième économie mondiale en termes de PIB en pouvoir d'achat. Après avoir essuyé un revers en 2024, remportant de justesse l'élection présidentielle, Modi a rebondi lors des élections régionales de mai 2026. Son parti, le Bharata Janata Party, mouvement hindouiste et néofasciste, a réussi à s'emparer de nouveaux États, notamment le Bengale-Occidental, qui compte 100 millions d'habitant·es, en combinant une démagogie islamophobe et un nettoyage des listes électorales, battant ainsi une aile du Parti du Congrès, nationaliste et relativement progressiste, tout en reléguant le Parti communiste (CPI-M), autrefois au pouvoir, à une position marginale. Au Kérala, le Front démocratique de gauche, dirigé par les communistes et membre du gouvernement depuis les années 1950, est lui aussi écarté du pouvoir pour le moment. Cela signifie que, pour la première fois depuis les années 1950, aucun État indien n'est dirigé par un gouvernement communiste. Certes, ces partis communistes ont pratiqué toutes sortes de collaborations de classe, mais dans le même temps, leur quasi-disparition de la scène nationale signifie qu'aucun gouvernement d'État indien ne prétend même s'opposer au capitalisme. Il est donc devenu encore plus difficile de proposer une quelconque alternative au capitalisme, d'autant plus avec la disparition d'autres exemples cette année même, tels que le Rojava ou le Venezuela.

Une résurgence mais des revers

Il serait toutefois erroné de ne parler que d'une montée de l'extrême droite, car le néofascisme a subi un revers spectaculaire avec la défaite électorale retentissante, en avril 2026, de Viktor Orbán en Hongrie. Le régime d'Orbán, au pouvoir depuis plus d'une décennie, était devenu une sorte de modèle

pour le néofascisme mondial, notamment au sein du Parti républicain américain. En effet, son populisme de droite, tout en rejoignant d'autres projets similaires dans sa xénophobie, son hétérosexisme, etc., tentait également, sous une forme certes frauduleuse, de mener une politique « positive » axée sur le natalisme, les allocations scolaires et d'autres programmes sociaux destinés à atténuer la dureté des relations sociales capitalistes, du moins pour celles et ceux considérés comme de « vrai-es » Hongrois-es. Cependant, les élections hongroises ont eu un résultat similaire à celles de l'Inde : la réduction de la représentation de la gauche au parlement à presque zéro, l'ensemble de l'opposition s'étant rallié derrière le vainqueur de centre droit, Peter Magyar. Cela a eu pour conséquence que de nombreux groupes de gauche n'ont même pas présenté de candidat·es⁵.

Si l'on considère la situation à l'échelle mondiale, et même en tenant compte des avancées locales des socialistes réformistes aux États-Unis, de la vigueur persistante de la France insoumise et de quelques autres partis similaires à travers le monde, il est difficile de trouver un pays où la gauche soit clairement en progression aujourd'hui. La Bolivie constitue une exception majeure, où un mouvement véritablement massif de mineurs et de populations autochtones menace de renverser le gouvernement de droite.

Ce que nous disent les derniers écrits de Marx et la critique d'Engels

Ce type d'unité entre la classe ouvrière « classique » et les mouvements autochtones, ethniques et anticolonialistes était l'une des principales préoccupations de Karl Marx durant ses dernières années. Il est intéressant de noter, comme je l'ai découvert lors d'une tournée de conférences en Amérique du Sud ce printemps, qu'en 2018, l'ancien gouvernement de gauche bolivien a procédé à la publication assez massive d'un ouvrage contenant une traduction en espagnol d'une grande partie des derniers écrits de Marx. Cet ouvrage, qui a été distribué dans les villages, comprenait l'intégralité des notes rédigées par Marx en 1879 sur le livre de

5. Jean-Baptiste Chastand, « En Europe centrale, la gauche s'efface », *Le Monde*, 25 avril 2026.

Maksim Kovalevsky consacré à la propriété communale dans les Amériques, en Inde et en Algérie⁶.

Les marxistes-humanistes du monde anglophone ont probablement été plus au fait de ces derniers écrits de Marx que tout autre groupe ou courant socialiste organisé. En effet, leur déclaration de principes comprend cette phrase :

Nous nous appuyons également sur les écrits multiculturels de Marx à la fin de sa vie concernant le genre et les sociétés non européennes, en particulier les *Cahiers ethnologiques* (1879-1882).

Dans les années 1980, Raya Dunayevskaya⁷ a mené un travail pionnier sur ces écrits dans ses deux derniers livres, en les reliant également à leurs dimensions de genre :

Ces études ont permis à Marx (Marx, et non Engels) d'entrevoir la possibilité de nouvelles relations humaines, non pas comme le résultat d'une simple « mise à jour » de l'égalité entre les sexes propre au communisme primitif, telle qu'on la trouve chez les Iroquois, mais comme, selon l'intuition de Marx, elles jailliraient d'un nouveau type de révolution⁸.

[...] Tout ce travail théorique a notamment montré que Marx, à la fin de sa vie, s'intéressait de très près au colonialisme et aux communautés autochtones. Ses notes sur Kovalevsky, mentionnées plus haut, traitent du développement et de la persistance des relations sociales communautaires dans les villages d'Amérique latine, d'Inde et d'Algérie, même face aux effets déracinant du capitalisme moderne. Moins connues encore sont ses notes sur le colonialisme et la vie villageoise en Indonésie, qui n'ont été publiées que récemment dans la *Marx-Engels Gesamtausgabe* (MEGA). Tous les carnets mentionnés ci-dessus sont en cours d'édition

par David Smith, Charles Reitz et moi-même pour un recueil aux éditions Verso⁹.

Partout, Marx considère ces formes sociales communautaires comme des foyers de résistance au capital. De plus, ses notes mettent sans cesse en évidence d'autres formes de résistance militante, notamment en Inde, où le soulèvement des cipayes de 1857 a constitué le plus grand soulèvement anticolonial – en termes d'effectifs et d'ampleur – du 19^e siècle. En effet, alors que les Britanniques de l'époque l'appelaient la « mutinerie des cipayes », Marx la qualifiait d'« insurrection indienne¹⁰ ». L'insurrection indienne est un sujet sur lequel lui et Engels ont écrit pour la première fois dans les années 1850, à une époque où son émergence a joué un rôle crucial pour les détourner de la vision eurocentrique condescendante selon laquelle l'Inde était une civilisation passive, dépourvue de tout développement social au sens positif du terme, et qui aurait donc tout à gagner du colonialisme britannique. Ce changement transparaît de manière particulièrement frappante dans une lettre de 1858 adressée à Engels, plus célèbre pour y évoquer sa relecture de la *Logique* de Hegel alors qu'il rédigeait les *Grundrisse*, mais dans laquelle il déclarait également, à propos du soulèvement en Inde : « L'Inde est désormais notre meilleur allié¹¹. » Marx, contrairement à Engels, a poursuivi cette réflexion jusque dans les années 1880, comme en témoignent ses notes exhaustives sur l'histoire de l'Inde de Sewall ou celles sur l'Indonésie rédigées au cours des deux dernières années de sa vie, où il consacrait de nombreuses pages aux exécutions sommaires brutales qui ont suivi l'insurrection.

Dans d'autres notes rédigées par Marx au cours de ses dernières années, il examine les relations de genre et familiales chez les peuples autochtones tels que les Iroquois

6. Commandé par le vice-président de l'époque, Álvaro García Linera, cet ouvrage est disponible sur marxist.org.

7. Raya Dunayevskaya est une philosophe et militante révolutionnaire américaine. Secrétaire de Léon Trotsky, elle a été la traductrice en anglais des *Manuscrits de 1844* de Karl Marx. Elle a publié en français *Marxisme et liberté*, Paris, Syllepse, 2016.

8. Raya Dunayevskaya, *Rosa Luxemburg, Women's Liberation and Marx's Philosophy of Revolution*, Chicago, Illinois University Press, 1991, p. 190.

9. Ces volumes entièrement en anglais, qui devraient commencer à paraître d'ici un an ou deux, permettront à un plus grand nombre de personnes de se familiariser avec les Cahiers de notes de Marx à la fin de sa vie.

10. Il a procédé de la même manière avec la guerre civile américaine, qu'il tenait à désigner par un nom plus juste, que j'aimerais voir adopté aujourd'hui : « La rébellion pro-esclavagiste ».

11. Karl Marx, « Marx to Engels », 16 janvier 1858, dans *Marx and Engels, Collected Works*, vol. 40, New York, International Publishers, 1983, p. 249.



(Haudenosaunee) d'Amérique du Nord, ainsi que chez d'autres groupes pré-alphabétisés comme les Irlandais de l'Antiquité, les Grecs homériques ou les Romains de l'Antiquité. Si certains de ces textes sont connus et font l'objet de débats depuis les années 1970, d'autres ne font que de leur apparition. Par exemple, un nouveau texte sur le genre et la famille dans la Rome antique vient tout juste d'être publié dans la MEGA et est en cours de traduction; auparavant, Heather Brown avait pu y avoir accès et l'analyser dans son ouvrage, tout comme j'ai moi-même pu utiliser plusieurs textes issus de ces notes désormais publiées dans mon récent ouvrage sur Marx à la fin de sa vie. Et comme Dunayevskaya l'a souligné dans le passage cité plus haut, il serait erroné de considérer que ces textes ne concernent que la préhistoire, même s'ils ne s'adressent pas directement à nous aujourd'hui.

On le voit notamment dans la préface que Marx et Engels ont rédigée pour une réédition de 1882 de l'édition russe du Manifeste communiste. Ils y font référence aux villages communautaires (*obshina*) de Russie, qui avaient conservé une grande partie de leur ancienne organisation sociale et de leurs pratiques communistes face aux prémices de la pénétration capitaliste :

L'*obshina* russe, forme – certes fortement érodée – de la propriété communale primitive de la terre, peut-elle évoluer directement vers la forme supérieure, communiste, de la propriété communale? Ou doit-elle d'abord passer par le même processus de dissolution qui a marqué le développement historique de l'Occident? La seule réponse possible aujourd'hui est la suivante: si la révolution russe venait à servir de signal à une révolution prolétarienne en Occident, de sorte que les deux se complètent, alors l'actuelle propriété communale russe de la terre pourrait servir de point de départ à un développement communiste¹².

Ici, dans le dernier écrit publié de Marx – et je dis délibérément «Marx», et non «Engels», car Engels n'a jamais épousé, et encore moins développé, la position de Marx sur le caractère révolutionnaire des

12. Teodor Shanin (éd.), *Late Marx and the Russian Road*, New York, Monthly Review Press, 1983, p. 139.

communes villageoises –, il met en évidence le lien entre les luttes de la classe ouvrière et les luttes agraires menées sur la base de la défense des relations sociales communales. Si la classe ouvrière est la clé, la révolution mondiale au sens large pourrait bien commencer à la périphérie.

Même en 1879 encore, dans une lettre récemment découverte adressée par Marx au socialiste révolutionnaire français Jules Guesde, alors qu'il souligne ce changement d'orientation de la révolution – «Je suis convaincu que l'explosion de la révolution commencera cette fois-ci non pas en Occident, mais en Orient, en Russie¹³» – il n'est encore fait aucune mention d'un «point de départ pour un développement communiste». C'est là que résidait la nouveauté décisive de 1882 : l'idée que des sociétés situées en dehors de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord, où le capitalisme industriel était peu ou pas présent, pouvaient non seulement créer des formes de résistance susceptibles d'ébranler le capitalisme mondial, mais aussi, par elles-mêmes, semer les germes du communisme. Et dès 1877, il avait relevé la possibilité d'une voie de développement alternative pour la Russie face aux empiétements capitalistes, notamment depuis l'abolition du servage en 1861, sur les villages communaux :

Si la Russie continue à se développer selon la voie qu'elle suit depuis 1861, elle perdra la plus belle chance jamais offerte à un peuple pour subir toutes les péripéties fatales du régime capitaliste¹⁴.

Ce qui est tout à fait nouveau en 1882, dans la préface au *Manifeste*, c'est le lien établi entre ces deux questions : (1) la Russie pourrait développer une forme alternative de société moderne en s'appuyant, au moins en partie, sur ses villages communaux, plutôt que d'adopter le capitalisme occidental et le déracinement massif de la paysannerie par les horreurs de l'accumulation primitive (la lettre de 1877); (2) une révolution russe déclencherait une

13. cité dans Kevin Anderson, *The Late Marx's Revolutionary Roads: Colonialism, Gender, and Indigenous Communism*, Londres, Verso, 2025, p. 253.

14. Teodor Shanin (éd.), *Late Marx and the Russian Road*, op. cit., p. 135, trad. légèrement modifiée.



révolution européenne plus large (la lettre de 1879). Ici, en 1882, l'idée est celle d'un communisme russe ancestral s'alliant aux mouvements prolétariens les plus modernes de l'Ouest, en France et surtout en Grande-Bretagne à l'époque.

Marx n'appelle pas à la défense du village communautaire russe préexistant contre les changements venus de l'extérieur, mais à une révolution totale dans laquelle les expériences du villageois russe et celles du prolétaire occidental se rejoindraient d'une manière ou d'une autre, «se compléteraient». Selon mon interprétation, cette complémentarité ne consisterait pas seulement à combattre le même ennemi, le capitalisme mondial, mais aussi à tisser des liens entre le type de communisme qui a jailli lors de la Commune de Paris et celui que l'on retrouve dans les formes communautaires très anciennes des villages russes.

Que s'était-il passé entre 1877 et 1879, alors que ces deux volets – les aspects positifs des villages communautaires russes et la Russie en tant que premier lieu de révolte – étaient encore quelque peu dissociés? Dans sa lettre de 1881 à la révolutionnaire russe Vera Zasoulitch, qui a fait l'objet de nombreuses discussions, Marx note dans l'un des brouillons qu'il avait déjà étudié l'ouvrage de Morgan sur les Iroquois et d'autres sociétés autochtones et communautaires. De manière plus générale, je pense que l'on peut affirmer qu'en 1882, les études menées par Marx entre 1879 et 1882 sur les relations sociales communautaires à travers le monde lui avaient donné une nouvelle vision de la viabilité et de l'intérêt de telles relations sociales. Il les considérait désormais comme les sources d'un communisme moderne, y compris en matière de relations entre les sexes. Il considérait également qu'elles ne se limitaient pas à la Russie ou à quelques autres endroits épars, mais qu'elles étaient fondamentales pour une partie du monde bien plus vaste que cette étroite frange qui connaissait déjà un développement industriel capitaliste. Il a également précisé dans sa lettre à Zasoulitch que le processus douloureux de l'accumulation primitive n'était inévitable «que» pour l'«Europe occidentale», citant à ce sujet l'édition française du *Capital* de 1872-1875.

Pour toutes ces raisons, on peut affirmer que sa préface de 1882 était programmatique et visait à expliquer comment le mouvement révolutionnaire prolétarien et communiste moderne pourrait s'allier de manière fructueuse aux formes agraires et autochtones de communisme en Asie, en Afrique et en Amérique latine, dont il commençait tout juste à prendre pleinement conscience. Ainsi, les villages communaux d'Algérie, d'où les Arabes et les Berbères avaient continué à résister au gouvernement libéral français des années 1870, étaient dans une alliance implicite avec les survivant·es du mouvement communiste moderne associé à la Commune de Paris de 1871 et que ce même gouvernement libéral exécutait, emprisonnait ou exilait. L'anarchiste Louise Michel, l'une de ces exilées, constituait une rare exception pour sa génération – tout comme Marx, bien sûr – par la manière dont elle nouait des liens de solidarité avec le peuple autochtone kanak soumis au colonialisme français en Nouvelle-Calédonie, dans le Pacifique Sud, où elle avait été déportée.

En avançant ces arguments, on ne peut éviter la critique d'Engels. Certain·es marxistes ont tenté d'aborder le Marx de la fin de sa vie tout en ignorant l'éléphant dans la pièce, à savoir les divergences marquées entre Marx et Engels à cette époque. Cela revient non seulement à passer sous silence une question importante, mais aussi à ne pas tirer parti du fait que la manière dont Engels a interprété Marx sur la question du genre a souvent créé une barrière entre le marxisme et le féminisme, barrière qui persiste encore aujourd'hui. En effet, comme mon dernier ouvrage, *Late Marx's Revolutionary Roads*, commence dès l'introduction par souligner ces divergences, cela a suscité des critiques notables. Par exemple, une recension parue dans la revue trotskiste *International Socialism* le juge inférieur à mon ouvrage précédent, *Marx aux antipodes*¹⁵, en raison de sa critique plus manifeste d'Engels¹⁶. Quelles

15. Kevin Anderson, *Marx aux antipodes; nations, ethnicité et sociétés non occidentales*, Paris, Syllepse, 2015.

16. Nora Schmid, «The last years of Karl Marx: global perspectives and revolutionary potentials», *International Socialism*, 10 avril 2026.

sont et ont été les principales critiques adressées à Engels par la gauche ?

Premièrement, depuis la parution en 1923 de l'ouvrage de Georg Lukács, *Histoire et conscience de classe*¹⁷, il a été démontré qu'Engels adhérait à un matérialisme mécanique qui ne plaçait pas la dialectique hégélienne au cœur du marxisme et qui confondait trop souvent la méthode dialectique avec la méthode scientifique ou expérimentale, évacuant ainsi le sujet humain.

Deuxièmement, comme l'a développé pour la première fois Dunayevskaya dans *Rosa Luxemburg, Women's Liberation, and Marx's Philosophy of Revolution*¹⁸, l'ouvrage d'Engels, *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, conceptualise les relations de genre d'une manière trop schématique et grossièrement matérialiste. C'est le cas de sa vision idéalisée des relations entre les sexes chez les Iroquois et de son rejet catégorique de l'ensemble des expériences vécues par les femmes depuis l'avènement de la société de classes et du patriarcat, il y a environ 10 000 ans jusqu'à aujourd'hui, qu'il présente comme une succession ininterrompue de défaites et de relégation à la subordination. Cela peut conduire – et a conduit – bien trop souvent à une politique socialiste dans laquelle la lutte pour la libération des femmes est tellement liée aux relations de classe et de propriété qu'un changement de ces relations par le socialisme libérerait «automatiquement» les femmes, tandis que les luttes spécifiques fondées sur le genre n'ont guère d'importance fondamentale.

Troisièmement, comme l'ont également mis en évidence Dunayevskaya et quelques autres dans les années 1980 et avant, puis plusieurs autres depuis¹⁹, il existait des différences fondamentales entre l'édition française du *Capital* de 1872-1875, tome 1, le dernier que Marx ait personnellement préparé

pour la publication, et l'édition «standard» élaborée par Engels en 1891. Cette dernière omettait de nombreuses formulations essentielles, parmi lesquelles celles limitant le processus d'accumulation primitive à l'«Europe occidentale», occultant ainsi les derniers écrits de Marx sur la commune rurale et la révolution en Russie et ailleurs.

Quatrièmement, comme le faisait souvent remarquer Dunayevskaya, bien qu'Engels ait vécu jusqu'en 1895, il ne s'est jamais penché sérieusement sur les prémices d'une nouvelle phase du capitalisme, l'impérialisme, illustrée notamment par le congrès de Berlin de 1884-1885 qui partage l'Afrique entre les puissances européennes. Cette tâche reviendrait à la génération suivante de marxistes, dont Rosa Luxemburg.

Cela dit, il est tout aussi important de ne pas écarter Engels, comme l'ont fait des marxistes et des radicaux, notamment Jean-Paul Sartre, qui a écrit un jour que la pensée de Marx avait connu un déclin «après la malheureuse rencontre avec Engels» durant l'été 1844²⁰, séparant ainsi le jeune Marx des *Manuscrits de 1844* du Marx plus mûr du *Manifeste communiste*, des *Grundrisse* et du *Capital*. Parmi les immenses réalisations d'Engels, on peut citer une critique très précoce de l'économie politique qui a influencé Marx, une étude pionnière et historique sur la classe ouvrière à Manchester, des écrits sur la libération nationale irlandaise, une brochure sur les guerres paysannes de 1525 en Allemagne, ainsi que la sauvegarde des archives de Marx et la publication, à partir des brouillons de ce dernier, des tomes 2 et 3 du *Capital*.

Même parmi celles et ceux qui apprécient aujourd'hui le Marx de la fin de sa vie, on a tendance à considérer cette période comme une période où Marx était peu engagé dans l'organisation politique, car la 1^{re} Internationale avait été dissoute en 1875 et la 2^e Internationale ne fut fondée qu'en 1889, alors qu'Engels était encore en vie, mais que Marx était mort depuis six ans. Dès le début, cette 2^e Internationale explicitement marxiste fit de nombreuses concessions à l'ancienne

17. Georg Lukács, *Histoire et conscience de classe: essais de dialectique marxiste*, Paris, Minuit, 1960.

18. Raya Dunayevskaya, *Rosa Luxemburg, Women's Liberation and Marx's Philosophy of Revolution*, op. cit.,

19. Marcello Musto, *The Last years of Karl Marx: An Intellectual Biography*, Stanford, Stanford University Press, 2020; Rodrigo Pinho, «Marx's 1872-75 French Edition of *Capital*: Critiquing Engels to Get at Marx's Last version on Its 150th Anniversary», *International Marxist-Humanist* septembre 2022.

20. Jean-Paul Sartre, «Materialism and Revolution», *Literary and Philosophical Essays*, New York, Criterion, [1946] 1955, p. 233; dans *Situations*, Paris, Gallimard, 2013

aile lassallienne du socialisme allemand, qui avait, entre autres, fermement soutenu la formation de partis distincts au sein des États-nations plutôt que la structure plus unitaire de la 1^{re} Internationale. Marx avait déploré cela en 1875 dans la *Critique du programme de Gotha*:

Lassalle, en opposition au *Manifeste communiste* et à tout le socialisme antérieur, concevait le mouvement ouvrier dans une perspective nationale des plus étroites. C'est là qu'il a été suivi, et ce, après tout le travail accompli par l'Internationale²¹.

Alors que la *Critique* resta inédite jusqu'en 1890, un an après la fondation de la 2^e Internationale, Engels, August Bebel et d'autres membres fondateur-trices avaient certainement pu la lire dès 1875, alors qu'elle n'était encore qu'une circulaire confidentielle. Nous pouvons désormais montrer que Marx a continué à suivre cette question «nationale» lassallienne durant ses dernières années. Cela apparaît sur la dernière page du cahier manuscrit contenant ses notes de 1879-1880 sur Kovalevsky et les communes villageoises, sur l'histoire de l'Inde, ainsi que sur la classe, le statut et le genre à Rome. Après tout cela, Marx cite très brièvement un article de 1878 sur l'Allemagne, tiré d'une revue littéraire et politique française, la *Revue des deux mondes*, qui aborde la loi antisocialiste de Bismarck de 1878. Marx avait manifestement connaissance de cette loi, mais il s'intéresse visiblement encore à leur point de vue sur les divisions au sein du socialisme allemand, dont il cite quelques phrases :

Si la situation est difficile pour les libéraux, elle n'est glorieuse pour personne, sauf peut-être pour M. Marx, fondateur de l'Association internationale [des travailleurs/travailleuses]. Nous pensons que la social-démocratie est devenue odieuse à ses yeux [ceux du chancelier Otto von Bismarck] le jour où les disciples cosmopolites de M. Marx ont pris le dessus sur les patriotes lassalliens, le jour où les socialistes allemands ont commencé à prêcher la fraternité des peuples, à protester contre l'impôt du sang [la conscription], etc. Leur éloquence a

résonné dans toute la nation, et tout sera perdu si elle pénètre dans les casernes... La loi d'exception que [Bismarck] vient de présenter au Parlement vise avant tout à protéger les casernes d'une propagande pernicieuse²²...

Cet extrait montre non seulement l'engagement profond de Marx, à la fin de sa vie, dans les questions d'organisation socialiste – ce que Marcello Musto²³ met en évidence dans sa biographie –, mais aussi la persistance de son opposition à l'orientation «nationale» lassallienne. De toute évidence, un socialisme plus internationaliste, «cosmopolite», tel qu'on le trouve dans ce même carnet, aurait été plus ouvert aux idées qu'il y explorait ainsi que dans ses autres écrits de cette période concernant les communes rurales éloignées du cœur industriel de l'Europe occidentale, considérées comme des points de départ d'une révolution communiste mondiale qui engloberait également l'Occident. Malheureusement, ce type de cosmopolitisme socialiste n'a guère été bien accueilli au sein de la 2^e Internationale, ni par la suite. De plus, Lassalle a continué à vivre ouvertement dans l'iconographie du mouvement, depuis le Moscou de Lénine après 1917 jusqu'au Berlin de Luxemburg quelques années plus tôt, où des portraits grandeur nature de Marx et de Lassalle trônaient sur la scène lors d'événements majeurs, sur la tribune.

L'organisation pour la révolution

La question des relations entre une petite organisation révolutionnaire et les luttes de masse plus larges se pose depuis bien plus de 200 ans. On pourrait commencer par les «patriotes» du Massachusetts d'il y a 250 ans – et ici, nous devons veiller à ce que cet héritage révolutionnaire ne soit pas détourné lors des célébrations de 2026 par les fascistes trumpistes qui ont acquis tant de pouvoir aux États-Unis –, où existaient des comités révolutionnaires semi-secrets, hautement disciplinés et organisés²⁴ (elles et ils

21. Karl Marx, *Critique of the Gotha Program*, introduction de Peter Hudis, Oakland, PM Press, 2022, p. 62.

22. MEGA IV/27, [en ligne](#). Traduit par mes soins.

23. Marcello Musto, *The Last years of Karl Marx: An Intellectual Biography*, op. cit.

24. Stacy Schiff, *The Revolutionary Samuel Adams*, Boston, Little, Brown, 2022.

risquaient la potence) qui se montraient également en public par le biais de discours et de débats législatifs²⁵. Les « patriotes » de la première heure de Boston se sont organisés avec persévérance pendant plus d'une décennie, ouvrant la voie non seulement à une république démocratique indépendante, bien que imparfaite, mais aussi à l'abolition de l'esclavage dans leur État dès 1783. Les écrits de Tom Paine, qui ont également constitué l'un des fondements du mouvement ouvrier britannique naissant²⁶, ont été l'expression théorique la plus profonde de cette vague révolutionnaire, qui a ensuite englobé la Révolution française, bien plus vaste et profonde.

Aux États-Unis également, les comités de citoyen·nes du Massachusetts ont jeté les bases d'un mouvement plus profond que celui de 1776 : celui des abolitionnistes radicaux des années 1850, tant noir·es que blanc·hes, qui formèrent des « comités de vigilance » chargés de traquer les chasseurs d'esclaves privés et les marshals fédéraux, d'attaquer les prisons et les commissariats pour libérer les esclaves en fuite lorsque cela était nécessaire, et qui œuvraient sans relâche pour héberger et mettre en sécurité les personnes asservies qui avaient réussi à s'échapper²⁷. Longtemps tombées dans l'oubli, ces organisations, qui peuvent émerger plus facilement dans le contexte cosmopolite des grands centres urbains où se développent des concepts de « voisinage » – ou, pour employer un terme encore plus ancien remontant à mille ans en Europe, « le droit à la ville » pour toute personne y résidant depuis au moins « un an et un jour » – ont refait surface à notre époque sous des formes nouvelles et créatives avec le mouvement

anti-ICE de l'année dernière dans plusieurs villes, notamment à Minneapolis.

Mais en tant que socialistes, il vaudrait peut-être mieux commencer par les jeunes Marx et Engels, dont le *Manifeste communiste* a vu le jour en 1848 comme l'expression publique d'une petite association d'ouvrier·es et d'intellectuel·les. Le *Manifeste* définissait en termes concis mais exhaustifs tant le capitalisme que les forces qui s'opposaient à lui, en particulier le prolétariat industriel naissant. Mais il s'attaquait aussi, de manière encore plus détaillée, aux conceptions erronées du socialisme. De plus, le *Manifeste* mentionnait certains objectifs clés et propositions d'action de la part de leur petit courant communiste au sein des mouvements ouvriers et révolutionnaires plus larges de l'époque :

Les communistes ne se distinguent des autres partis ouvriers que par ceci :

1. Dans les luttes nationales des prolétaires des différents pays, elles et ils mettent en évidence et font passer au premier plan les intérêts communs de l'ensemble du prolétariat, indépendamment de toute nationalité.
2. Aux différentes étapes de développement que doit franchir la lutte de la classe ouvrière contre la bourgeoisie, elles et ils représentent toujours et partout les intérêts du mouvement dans son ensemble²⁸.

Ainsi, « les communistes luttent pour la réalisation des objectifs immédiats » de la classe, mais « elles et ils représentent également l'avenir de ce mouvement²⁹ ». En ce sens, nous sommes nous aussi des généralistes qui mettons en avant les enjeux plus larges qui sous-tendent nos luttes immédiates, avant tout la nécessité de renverser l'ensemble du système capitaliste. Mais si nous mettons en avant le général, en utilisant ce que Marx a appelé plus tard « le pouvoir de l'abstraction³⁰ », nous ne sommes pas pour autant des révolutionnaires abstraits·e. En effet, nous devons également soutenir des luttes très spécifiques, y compris des luttes nationales telles que celle de la Pologne, opprimée par

25. Parmi celles-ci figuraient les Committees of Correspondence, dont l'organisation de la tendance Johnson-Forest tira son nom entre 1951 et 1955, un nom que le groupe de CLR James put conserver après la scission, au grand dam de Dunayevskaya. En conséquence, l'organisation marxiste-humaniste alors dirigée par elle prit le nom de News and Letters Committees.

26. Edward P. Thompson, *The Making of the English Working Class*, Londres, Pelican, [1963] 1968 ; *La formation de la classe ouvrière anglaise*, Paris, Le Seuil, 2012.

27. Manisha Sinha, *The Slave's Cause : A History of Abolition*, New Haven, Yale University Press, 2017.

28. Karl Marx et Friedrich Engels, *Collected Works*, vol. 6, New York, International Publishers, 1975, p. 497.

29. *Ibid.*, p. 516.

30. Karl Marx, *Capital*, vol. 1, New York, Penguin, 1976, p. 90.

le joug colonial, pour «l'émancipation nationale», également mentionnée dans le *Manifeste*, non seulement parce que cela est à la fois juste et stratégique, mais aussi parce que le fait d'adopter ce genre de positions nous distingue des autres tendances socialistes³¹.

Comme le note Bernard Harcourt³², la *Critique du programme de Gotha* de Marx, publiée en 1875, est parue près de trois décennies plus tard, après les *Grundrisse*, après *Le Capital*, après l'expérience de la 1^{re} Internationale et de la Commune de Paris, et en intégrait donc les enseignements, ce qui en fait un texte pouvant être considéré comme l'aboutissement de la pensée de Marx. La *Critique du programme de Gotha* consacre l'essentiel de son contenu à clarifier la nature exacte de la domination du capital sur le travail, qui inclut l'État capitaliste. Des notions fallacieuses telles que la «loi de fer des salaires» et les formes étatistes du socialisme y sont vivement critiquées. En ce sens, les socialistes lassalliens, cibles de Marx, manquent de sens de la généralisation; elles et ils refusent d'utiliser le «pouvoir d'abstraction» pour aborder le capitalisme non pas comme une manifestation particulière, mais dans sa globalité. On leur reproche donc de vouloir créer des partis nationaux plutôt qu'une autre association véritablement internationale, par exemple, comme mentionné plus haut. Mais à un autre niveau, les lassalliens tombent dans ce type de révolutionnarisme abstrait qui a conduit Marx à les qualifier de «secte». L'exemple le plus frappant est celui où elles et ils qualifient toutes les classes autres que le prolétariat de «masse réactionnaire», excluant ainsi de la conscience véritablement révolutionnaire tant la vaste paysannerie de l'époque que la petite bourgeoisie. Où une telle attitude sectaire nous aurait-elle menés à Minneapolis en 2026, alors que la «grève générale» impliquait non seulement les salarié·es, mais aussi les commerçant·es immigré·es «petits-bourgeois·es», les travailleurs/travailleuses indépendant·es à la tâche, les lycéen·nes et de larges pans des «classes moyennes»?

31. Karl Marx et Friedrich Engels, *Collected Works*, op. cit., p. 516.

32. Bernard. Harcourt, «Late Marx of the Gotha Program, Bakunin, and Zasulich», [séminaire au CCCCT](#), 27 mai 2025.

Si l'on fait un bond de sept décennies pour rejoindre CLR James, Raya Dunayevskaya et Grace Lee Boggs, membres de la «Johnson-Forest Tendency» (JFT) de 1941 à 1945, on constate que ces camarades ont approfondi la pensée de Marx et Lénine en créant de nouvelles formes de philosophie et d'organisation qui ont abattu les barrières entre dirigeant·es et dirigé·es, entre intellectuel·les et travailleurs/travailleuses ou militant·es ordinaires. L'organisation devait donc intégrer, en tant que dirigeant·es et penseur·es, ce qu'elles et ils appelaient la «troisième couche», c'est-à-dire les travailleur·euses de base et les couches les plus opprimées de la classe ouvrière, souvent exclues des catégories telles que celle des «travailleur·euses avancé·es» privilégiées par les trotskistes traditionnels. La troisième couche représentait ce que Lénine avait un jour qualifié de «masses non-partisanes», qui avaient poussé la révolution d'octobre à aller de l'avant malgré les hésitations d'une partie de la direction bolchevique. Jusqu'ici, tout va bien, mais que devait «faire» ce nouveau type d'organisation qu'était la JFT?

Comme l'écrivait avec pertinence Dunayevskaya dans ses *Lettres sur les absolus de Hegel* de 1953, qui préfiguraient la rupture politique entre CLR James et elle deux ans plus tard :

Je ne m'intéresse ni à l'opposition entre spontanéité et organisation, ni au stalinisme que les travailleur·euses surmonteront. Je m'intéresse uniquement à la dialectique du parti d'avant-garde [ou] de ce type de regroupement comme le nôtre, qu'il soit grand ou petit, et à sa relation avec les masses.

En d'autres termes, nous ne sommes pas un parti d'avant-garde, mais nous sommes également une petite organisation révolutionnaire qui cherche à influencer le mouvement en défendant et en renouvelant l'héritage de Marx et les meilleures contributions de son héritier. Au cours des trois décennies suivantes et au-delà, Dunayevskaya s'est efforcée de résoudre ce problème. Au sein des News and Letters Committees, elle s'est engagée dans un bras de fer avec des camarades qui n'étaient pas allés au-delà de la JFT. Cela l'a amenée à écrire, d'abord vers 1983, puis à citer à nouveau dans son



dernier essai – qu'elle n'a pas pu présenter en raison de son décès en 1987 :

Il existe un autre défi concernant la forme d'organisation que nous avons élaborée, à savoir la forme de comité plutôt que celle du « parti qui dirige ». Mais, bien que la forme de comité et le « parti qui dirige » soient opposés, ils ne le sont pas de manière absolue³³.

Depuis lors, la nécessité de résoudre cette question n'a fait que s'accroître. À cet égard, la nouvelle traduction de la *Critique du programme de Gotha* pourrait s'avérer utile. Si Peter Hudis a rédigé l'introduction, en s'appuyant sur son ouvrage exhaustif publié en 2012, *Marx's Concept of the Alternative to Capitalism*, et que Karel Ludenhoff et moi-même avons réalisé la traduction, adaptée d'une version en ligne tombée dans le domaine public, il s'agissait d'un projet collectif auquel ont participé de nombreuses et nombreux camarades. Sa publication nous a également rattachés à l'héritage de Dunayevskaya, qui affirmait dans son *Rosa Luxemburg* :

33. Raya Dunayevskaya, *Power of Negativity: Selected Writings on the Dialectic in Hegel and Marx*, éd. par Peter Hudis et Kevin B. Anderson, Lanham, Lexington Books, 2002, p. 8.

Les innombrables crises de notre époque ont montré, à maintes reprises, de la Russie à la Chine, de Cuba à l'Iran, de l'Afrique au Cambodge de Pol Pot, que sans une philosophie de la révolution, l'activisme se consume dans un simple anti-impérialisme et un simple anticapitalisme, sans jamais révéler à quoi il sert... Ce qu'il faut, c'est un nouveau principe unificateur, fondé sur l'humanisme de Marx, qui transforme véritablement à la fois la pensée humaine et l'expérience humaine³⁴.

Cependant, ces questions sont souvent abordées de manière unilatérale. Par exemple, les camarades de la tradition marxiste-humaniste font parfois remarquer, dans la plus pure tradition hégélienne, qu'il ne suffit pas de dire ce à quoi nous nous opposons (première négation) et qu'il faut passer à la deuxième négation, c'est-à-dire le positif dans le négatif. Cela nous permet de ne pas nous arrêter à l'anti-impérialisme, mais de nous demander ce que défendent les forces opposées, par exemple, à l'impérialisme américain, c'est-à-dire quel est leur projet politique. Une fois cela fait, nous pouvons facilement nous opposer à l'horrible guerre américano-israélienne sans tomber

34. Raya Dunayevskaya, *Rosa Luxemburg, Women's Liberation...*, op. cit., p. 194.

dans le silence, ou pire encore, concernant la République islamique d'Iran.

Mais ce genre d'argumentation, que j'ai développée dans la première partie de cet essai, court le risque de rester purement politique. C'est pourquoi il est si important d'explorer directement et de repenser aujourd'hui des écrits révolutionnaires fondamentaux comme la *Critique du programme de Gotha*, car cela élève ces questions à un niveau supérieur, plus abstrait, où Marx expose clairement ce que signifierait réellement l'éradication du capitalisme et s'attaque aux conceptions problématiques tant du capitalisme que du communisme. Mais cela peut devenir trop abstrait, car quelqu'un.e pourrait dire: «Eh bien, je m'oppose vraiment au lassallisme comme l'a fait Marx», pour ensuite tomber dans le «campisme» lorsqu'on en vient à la situation actuelle.

Partout dans le monde aujourd'hui, des marxistes jeunes et moins jeunes forment des groupes de lecture et publient des revues de théorie et de politique. Mais comment celles et ceux-ci peuvent-ils dépasser la marge des nouveaux mouvements populaires d'aujourd'hui? Certes, je ne prône pas la création d'une nouvelle avant-garde ou d'un parti «léniniste», mais en tant que marxistes d'aujourd'hui, nous devons déterminer ce que nous pouvons apporter au mouvement de résistance et de libération, tout en le soutenant et en rendant compte de sa créativité.

D'une manière ou d'une autre, nous devons donc mener toutes ces actions de front, non seulement à titre individuel, mais aussi de manière plus organisée, en recourant à de nouveaux types d'organisation. Cela semble très difficile, mais c'est ce que beaucoup font en réalité aujourd'hui; peut-être pas aussi bien que nous le souhaiterions, mais au moins nous essayons.

Kevin B. Anderson a notamment publié *Marx at the Margins: On Nationalism, Ethnicity, and Non-Western Societies* (Marx aux antipodes. Nations, ethnicité et sociétés non occidentales, Syllepse); et *Lenin, Hegel, and Western Marxism* (Haymarket, 2023).

Source: *The International Marxist-Humanist Journal*, 23 juillet 2026. Traduction Didier Epzstajn. Publié sur *Entre les lignes entre les mots*.

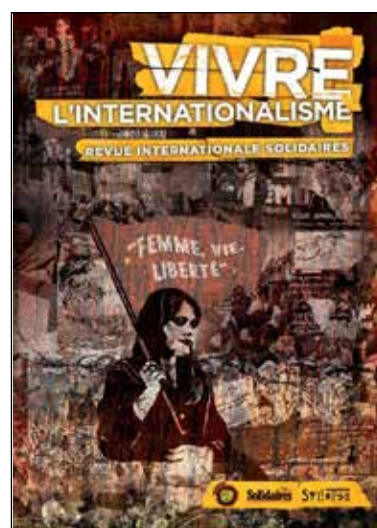
ADRESSES À VISITER

CLIQUEZ SUR LES IMAGES

Visa: Vigilance syndicale antifasciste.



Union syndicale Solidaires



Trasversales, n'a pas de réponse à la question «que faire» en chaque circonstance



L'agression de la Russie contre l'Ukraine montre à quel point l'amnésie historique est dangereuse

Entretien avec Bernhard H. Bayerlein

51

Pourquoi le pacte Molotov-Ribbentrop a-t-il été signé ? Quel a été son impact sur l'Ukraine ? Comment cet accord est-il perçu dans l'Allemagne d'aujourd'hui ? L'historien Bernhard H. Bayerlein, auteur de *Der Verräter, Stalin, bist Du: vom ende der linken Solidarität (1931-1941)* (« C'est toi le traître, Staline » : la fin de la solidarité de gauche), partage ses conclusions

Qu'est-ce qui vous a conduit à mener ces recherches sur le pacte ?

Dans mon travail, je cherche à combiner différents aspects : la recherche archivistique, l'histoire publique et la pertinence politique contemporaine pour l'Europe. Mes points de départ ont été l'histoire du communisme et du socialisme internationaux, ainsi que les réseaux européens d'exil et de résistance des années 1930. Ce qui m'a frappé, c'est que le pacte Hitler-Staline¹ a souvent été perçu dans la mémoire occidentale comme un événement diplomatique isolé, alors même que ses contemporains l'ont vécu comme un séisme politique et moral. Plus frappant encore, lorsqu'on examine l'histoire de la propagande et des perceptions publiques, on découvre que ce pacte est devenu la pièce maîtresse de ce qui fut peut-être le plus grand réseau de mensonges du 20^e siècle. Plus je travaillais intensément sur les archives moscovites, autrefois inaccessibles et hautement confidentielles, plus il m'apparaissait

clairement que le rapprochement de Staline avec Hitler n'avait pas commencé en 1939.

En tant qu'historien habitué à analyser les sources d'un œil critique, j'ai été particulièrement intrigué par le fait que, malgré son importance considérable, ce pacte reste un angle mort remarquable dans certains domaines des études allemandes sur l'Europe de l'Est, par exemple, ainsi que dans la politique de la mémoire.

On le décrit encore souvent comme un simple pacte de non-agression, alors qu'il a en réalité préparé le morcellement de l'Europe, facilité la guerre menée par Hitler contre le continent et le monde entier, et gravement affaibli l'antifascisme.

Cela m'a progressivement conduit à une question historique plus large : comment la tradition initialement internationaliste de la révolution d'Octobre a-t-elle pu évoluer vers un stalinisme aussi nationalisé, autoritaire et, en fin de compte, ouvertement collaborationniste [avec Hitler] ? Après tout, où a-t-il fini ce qui a peut-être été le plus grand rêve politique de l'humanité - incarné par la révolution d'Octobre ? Il s'est soldé par un retour dévastateur à l'oppression nationale et à la cruelle barbarie du fascisme et du stalinisme.

Des contemporains critiques et des dissidents tels que Victor Serge, Willi Münzenberg, Manès Sperber, Léon Trotsky, ainsi qu'Anna, Hans et August Siemsen ont reconnu dès le départ que l'essence même du pacte était en contradiction flagrante avec la

1. Le pacte Ribbentrop-Molotov était un traité de non-agression signé en 1939 par l'Allemagne nazie et l'Union soviétique, qui divisait secrètement l'Europe de l'Est en sphères d'influence respectives.

manière dont il était présenté comme un accord de paix et de non-agression.

Le pacte germano-soviétique allait bien au-delà d'une simple alliance tactique éphémère. Il s'agissait d'une collaboration stratégique active qui a permis à Hitler de mener son expansion à travers l'Europe tout en affaiblissant de manière décisive les forces démocratiques et antifascistes.

En quoi vos conclusions se distinguent-elles des recherches précédentes ?

J'ai déjà mis en évidence certaines de ces différences fondamentales. Avant tout, mes recherches visent à révéler toute l'ampleur du Pacte. La collaboration germano-soviétique ne se limitait en aucun cas à des protocoles secrets ou à des accords territoriaux, bien que ceux-ci soient très difficiles à trouver dans les archives. Elle englobait la politique, l'économie, les affaires militaires, la culture, la propagande et même la langue elle-même. Il est révélateur que l'accord de fin août 1939 ait été renforcé à peine un mois plus tard par le traité officiel de frontière et d'amitié germano-soviétique. Cette amitié n'était pas purement rhétorique. Avant tout, je tiens à souligner trois éléments de cette collaboration active. Au-delà de la destruction conjointe de la Pologne et de l'assujettissement de l'Europe centrale et orientale, cette collaboration comprenait le soutien logistique soviétique à la Wehrmacht par des livraisons de pétrole, de matières premières et de céréales, l'affaiblissement de l'opposition anti-Hitler et de la Résistance européenne, la destruction de la solidarité de gauche et la remise directe à la Gestapo des opposants germanophones au nazisme. Le pacte a en effet couvert les arrières de Hitler et créé les conditions nécessaires à la conquête d'une grande partie de l'Europe.

En tant qu'éditeur des journaux intimes publiés de Georgi Dimitrov – alors secrétaire général de l'Internationale communiste, mes travaux se sont largement concentrés sur les partis communistes au moment du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. Grâce à ces recherches, qui ont également été publiées en russe en 2008, j'ai pu analyser les conséquences transnationales

du pacte pour le Komintern et ses différents partis.

C'est là que tout le choc historique et moral de cet accord s'est véritablement révélé. En l'espace de quelques semaines, les partis communistes ont été contraints d'abandonner leur position antifasciste, qui constituait pour l'essentiel leur identité fondamentale. L'Allemagne nazie n'était plus présentée comme l'agresseur principal; soudain, la Grande-Bretagne et la France se sont retrouvées contraintes d'endosser ce rôle. Les partis communistes de toute l'Europe ont reçu pour consigne de s'opposer à une guerre qui, en réalité, avait été rendue possible par la collaboration même entre Hitler et Staline.

La dimension culturelle de cette coopération était particulièrement révélatrice – et reste la moins connue. Les contenus antifascistes ont disparu du jour au lendemain des médias, de la culture et de la vie publique soviétiques. Le mot même de «fascisme» a pratiquement disparu du discours officiel. Les œuvres d'auteurs tels que Thomas Mann, Heinrich Mann et Franz Werfel ont été retirées des bibliothèques soviétiques. Les films antifascistes ont été retirés des salles de cinéma, et les journaux d'émigrés ont été fermés. Pendant ce temps, avec une bonne dose de cynisme, Sergueï Eisenstein mettait en scène Wagner au théâtre du Bolchoï. Pour des contemporains comme Wolfgang Leonhard, ce revirement soudain fut un choc idéologique et psychologique qui bouleversa même la vie quotidienne.

L'une des conclusions centrales de mes recherches est que, bien que le pacte ait constitué un choc politique et moral pour les contemporains, le rapprochement de Staline avec Hitler a commencé bien plus tôt qu'on ne le pensait auparavant.

Je pense que c'est là un point très important. Les documents d'archives russes soulèvent en effet la question de savoir si Staline s'efforçait de parvenir à un accord durable avec l'Allemagne nazie dès 1933, voire, pour ainsi dire, dans la période précédant immédiatement les événements de 1933! Peu après la prise du pouvoir par Hitler, les dirigeants soviétiques considéraient déjà la répression de l'opposition allemande sous toutes ses formes, y compris les

communistes, comme une affaire interne à l'Allemagne. Parallèlement, un peu plus tard, la Grande Terreur a éliminé de nombreuses et nombreux diplomates et officiers communistes à vocation internationale qui s'étaient opposés à une alliance avec Hitler.

Cette perspective plus large est susceptible de redéfinir notre compréhension de l'histoire européenne dans son ensemble. Le pacte n'était manifestement pas seulement un accord tactique de non-agression, mais le symptôme d'une transformation plus profonde au sein du stalinisme. Staline considérait l'axe germano-russe comme un moyen de renverser conjointement l'ordre post-Versailles et de redessiner la carte de l'Europe. Son objectif n'était pas de construire une Europe unifiée, mais plutôt de la morceler selon de nouvelles lignes impériales.

Cela conduit à une autre conclusion historique, plus large : au moment de la signature du pacte Hitler-Staline, ce n'étaient plus seulement les fascistes et les nationalistes qui avaient adopté l'idée nationale comme ancrage politique principal, mais aussi le mouvement communiste, initialement internationaliste. On pourrait décrire ce processus, de manière dialectique, comme une «nationalisation transnationale». Sur le plan intérieur, cela signifiait le renforcement d'un système d'oppression et de coercition ; sur le plan international, cela signifiait la poursuite d'une ligne de plus en plus antirévolutionnaire et impérialiste – un glissement déjà clairement

visible avant le pacte, lors des événements brutaux de la guerre civile espagnole.

Qu'a représenté ce pacte pour l'Ukraine ?

Pour l'Ukraine, ce fut une double catastrophe historique : le partage de l'Europe centrale et orientale entre les deux puissances impériales, l'Allemagne et l'Union soviétique ; et la reprise de la répression violente de l'autodétermination ukrainienne. Le pacte a scellé les plans de réorganisation de l'Europe de l'Est et, dès le départ, a joué de manière décisive en faveur de Hitler en facilitant l'expansion nazie à travers le continent. Dans le même temps, les livraisons soviétiques de pétrole, de céréales et de matières premières que j'ai mentionnées provenaient d'Ukraine et contribuaient à alimenter la machine de guerre allemande. Avec cynisme, Staline justifia l'invasion soviétique de l'est de la Pologne en septembre 1939 comme un effort visant à protéger les «frères» ukrainiens et biélorusses, comme il les appelait. Mais en réalité, il s'agissait d'intégrer l'Ukraine occidentale dans la sphère d'influence soviétique, ce qui fut légitimé et officialisé par le pacte. Parallèlement, cela entraînait le démantèlement des structures politiques, sociales et culturelles indépendantes – structures qui auraient pu servir à une future libération nationale de l'Ukraine. La destruction de l'Ukraine occidentale constituait également une tentative d'éteindre, une fois de plus, l'étincelle de l'indépendance ukrainienne,



une nation qui avait déjà souffert sous la domination russe comme peu d'autres.

Le sort de la Pologne, de l'Ukraine, des États baltes et de la Roumanie ne peut être considéré isolément. Le pacte Hitler-Staline allait bien au-delà d'un simple redécoupage des frontières. Il constituait le cœur d'une collaboration active entre l'Allemagne et l'Union soviétique visant au partage impérial de l'Europe. Pour de nombreuses et nombreux Ukrainiens, cela représentait la poursuite d'une histoire de violence déjà vécue avant 1939. Seule une brève période de politiques fédérales soviétiques en matière de nationalité, au début des années 1920, avait recréé certaines conditions propices à la réémergence d'une nation ukrainienne. Cela est souvent oublié aujourd'hui par les historien·nes et les destructeurs/destructrices de monuments, comme nous l'avons également constaté en Ukraine.

Et cette possibilité, à tout le moins, d'une identité ukrainienne indépendante était déjà entrevue dans la Constitution soviétique.

L'historien français Jean-Jacques Marie a souligné que la promotion précoce de la langue ukrainienne, ainsi que celle (temporaire) du yiddish, découlaient en grande partie de la vision fédéraliste de Lénine et de Trotsky, ainsi que d'autres figures bolcheviques comme, par exemple, Christian Rakovski, qui fut par la suite persécuté en tant que trotskiste en Union soviétique. Ce n'est qu'avec la consolidation du pouvoir de Staline que la russification centralisatrice qui s'ensuivit put s'imposer. L'autonomie ukrainienne fut restreinte, les droits nationaux limités, et les cultures ukrainienne, yiddish et tatar de Crimée furent réprimées.

Il existe une autre dimension tragique : les politiques conciliantes de Staline envers Hitler et ses erreurs d'appréciation stratégiques ont, en fin de compte, accru le nombre de victimes de l'invasion allemande de l'Union soviétique en 1941. Staline est resté attaché à l'alliance avec Hitler jusqu'au bout et a ignoré les avertissements répétés de ses propres services secrets, ce qui est un fait bien connu. L'Ukraine en a particulièrement souffert, devenant le principal théâtre de la guerre d'extermination menée par les

nazis. Des millions d'Ukrainien·nes ont péri en tant que civil·es, victimes de l'occupation et de l'Holocauste, mais aussi, bien sûr, en tant que soldats de l'Armée rouge. C'est pourquoi l'Ukraine revêt aujourd'hui encore une importance historique si immense. À l'époque, elle était une région clé du réaménagement de l'Europe, et elle l'est à nouveau aujourd'hui. C'est pourquoi j'affirme que tant que l'Ukraine ne sera pas libre et indépendante, il n'y aura pas de paix stable en Europe.

Poursuivons notre discussion sur l'importance du Pacte dans le contexte politique actuel. Vous avez fait valoir que la politique mémorielle allemande ne traite toujours pas de manière adéquate le rôle qu'a joué ce Pacte dans l'histoire de la Seconde Guerre mondiale. Comment expliquez-vous cela ?

Le pacte Hitler-Staline ne s'intègre toujours pas aisément dans les récits mémoriels établis. Après 1945, le nazisme est devenu, à juste titre, le thème central de la culture mémorielle allemande. Dans le même temps, cependant, la période de collaboration germano-soviétique entre 1939 et 1941 a été largement marginalisée, relativisée, voire tout simplement oubliée. Cela s'explique par le rôle de l'Union soviétique en tant que puissance victorieuse ayant vaincu l'Allemagne nazie. Cette victoire a éclipsé l'alliance qui avait précédé entre le fascisme et le stalinisme. Le mythe d'une Union soviétique prétendument toujours antifasciste, qui n'a jamais existé, ne devait pas être remis en question. Or, c'est précisément sur ce mythe fondateur qu'a été érigé tout un édifice de la politique mémorielle. La doctrine officielle de l'amitié germano-soviétique en Allemagne de l'Est après 1945 a encore contribué à effacer de la conscience collective la collaboration active de Staline avec Hitler. La tolérance remarquable dont fait preuve l'Allemagne envers le stalinisme jusqu'à aujourd'hui trouve ses racines, du moins en partie, dans cet héritage.

En conséquence, ce pacte est encore souvent présenté comme un simple pacte de non-agression, voire comme une sorte d'alliance tactique de convenance, alors qu'il a en réalité préparé le terrain pour le morcellement de l'Europe, facilité la guerre de Hitler et même alimenté la machine de guerre

allemande. L'attention est souvent détournée de ce qui constituait véritablement la nouveauté de ce pacte : la collaboration germano-russe à tous les niveaux qui a façonné la politique européenne pendant des décennies et dont les conséquences se sont prolongées bien au-delà de l'après-guerre.

Même lorsque les conséquences géopolitiques sont reconnues, des déséquilibres frappants subsistent. La destruction de la Pologne, le démembrement d'autres États, notamment celui de l'Ukraine, font au moins l'objet de discussions. La guerre d'hiver menée par Staline contre la Finlande (1939-1940), menée dans l'ombre du pacte, ou encore les expulsions et persécutions conjointes, y compris les mesures antisémites, étaient jusqu'à aujourd'hui peu connues. Parmi les frontières nouvellement créées entre l'Union soviétique et l'Allemagne, tout cela fait l'objet de bien moins d'attention.

On retrouve bien sûr également des discours de justification récurrents. On rencontre fréquemment les arguments selon lesquels Staline n'avait pas d'autre choix, qu'il n'était pas préparé militairement, ou que le pacte a permis de gagner un temps précieux pour le réarmement. Bien sûr, tous ces arguments sont en partie corrects. Les justifications ultérieures de Molotov sont souvent reprises aujourd'hui avec étonnamment peu d'esprit critique. Comme je l'ai dit, il y a une part de vérité dans certaines de ces affirmations – par exemple, la faiblesse militaire de l'Union soviétique à cette époque est un fait historique évident, mais elle faisait suite à la décapitation de l'Armée rouge par Staline pendant la Grande Terreur. Pourtant, de tels arguments occultent l'essentiel : la collaboration stratégique active et globale avec l'Allemagne nazie et la liquidation tant de l'antifascisme européen que des alternatives révolutionnaires.

Avez-vous des exemples plus concrets de la manière dont cela se manifeste dans la culture mémorielle ou la politique allemande ?

Il est particulièrement préoccupant, par exemple, que ces débats soient largement absents des structures officielles et très importantes de l'éducation civique en Allemagne. Les discours de propagande, les relativisations et parfois même le déni pur

et simple continuent d'exercer une certaine influence. Même des termes tels que « trahison », que j'utilise par exemple dans mes livres, sont souvent rejetés comme prétendument non historiques – alors que de nombreux contemporains, de Willi Münzenberg à Victor Serge, utilisaient précisément cette expression. Ce vide mémoriel est apparu de manière particulièrement flagrante lors du 85^e anniversaire du pacte en 2024. Hormis une poignée de déclarations officielles, l'Allemagne n'a vu que très peu d'expositions, de lectures publiques ou d'initiatives commémoratives.

Et aujourd'hui encore, certains débats allemands restent marqués par une indulgence problématique envers la Russie, voire par une forme d'amnésie historique, y compris dans le contexte de l'actuelle guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine.

Des prises de position telles que celles de l'éminent historien Jörg Baberowski, par exemple, qui a exprimé sa compréhension pour la politique de puissance de Poutine et minimisé publiquement l'importance stratégique de l'Ukraine, sont symptomatiques de ce déséquilibre. De même, l'actuel président allemand, Frank-Walter Steinmeier, a longtemps défendu la politique relative au gazoduc Nord Stream II lorsqu'il était ministre des affaires étrangères, alors même que l'agression de la Russie contre l'Ukraine devenait de plus en plus évidente. Pendant de nombreuses années, on a évité – et on évite encore en partie – de discuter ouvertement de la responsabilité de l'Allemagne dans ses décennies d'imbrication politique et économique avec la Russie de Poutine.

Pourtant, l'agression actuelle de la Russie contre l'Ukraine, comme je l'ai dit, démontre à quel point cette amnésie historique peut être dangereuse. De nombreux schémas de politique impérialiste, de propagande et de manipulation historique présentent des similitudes inquiétantes avec ceux de 1939. Se souvenir du pacte Hitler-Staline n'est donc pas seulement une question de justice historique, c'est essentiel pour comprendre le présent de l'Europe.

Que peuvent en tirer comme enseignement les mouvements de gauche d'aujourd'hui pour résister à la dérive actuelle vers la droite à l'échelle internationale ?

C'est une question importante, et je pense qu'il est essentiel que les historien·nes d'aujourd'hui tentent aussi d'y répondre ; c'est tout simplement leur responsabilité. Comme en 1939, nous traversons à nouveau une période dangereuse marquée par l'autoritarisme et le néo-impérialisme. Une leçon de l'histoire est claire : la démocratie, les droits humains et la liberté politique ne doivent jamais être sacrifiés au nom de la raison d'État ou de l'opportunisme géopolitique. La démocratie, non seulement en tant que régime démocratique formel, mais aussi en tant qu'essence même du caractère d'un mouvement progressiste, voire en tant que condition préalable à l'existence d'un tel mouvement. Or, dans de nombreux pays aujourd'hui, la démocratie et la politique parlementaire ont perdu une grande partie de leur crédibilité, voire ont déjà été supplantées par des régimes de plus en plus autoritaires, présidentiels ou semi-présidentiels – un tel régime avait déjà été adopté par la Fédération de Russie au début des années 1990 sous le prétexte de la démocratie.

L'enjeu ne se limite plus à l'avenir de la démocratie en tant que telle, ni à celui des États-nations individuels ou des sphères d'influence, mais à quelque chose de bien plus grand : rien de moins que la préservation de la civilisation elle-même et, en fin de compte, la protection de notre planète contre une nouvelle ère de violence, de destruction, de changement climatique et de barbarie impérialiste. Une partie de la gauche historique a perdu ses repères moraux au cours des années 1930, sans aucun doute parce qu'elle en est venue à croire que la défense de l'Union soviétique justifiait la défense de n'importe quelle forme de politique.

La catastrophe du pacte Hitler-Staline est précisément issue de cette logique. Le stalinisme a détruit non seulement l'internationalisme, mais aussi, en fin de compte, la solidarité de gauche elle-même. Une partie de la gauche d'aujourd'hui risque encore de reproduire ce schéma tragique. Tout en défendant à juste titre les droits des Palestinien·nes et d'autres peuples opprimés, elle relativise souvent, voire rejette, la lutte des

Ukrainien·nes pour la liberté. Ce faisant, elle tombe une nouvelle fois dans un piège géopolitique, une sorte de mentalité de camp géopolitique qui ne découle plus des principes universels de liberté et d'autodétermination, mais d'hypothèses quant à l'appartenance d'un conflit à tel ou tel bloc. L'une des leçons centrales du pacte Hitler-Staline est précisément celle-ci : dès lors qu'une politique émancipatrice subordonne ses principes moraux à des allégeances géopolitiques, elle perd son caractère progressiste.

La réalité historique selon laquelle Staline a d'abord contribué à créer les conditions de la montée en puissance de Hitler, puis, par le biais du pacte, a facilité sa conquête de l'Europe, reste insuffisamment reconnue. La convergence stratégique émergente entre Trump et Poutine ne revêt pas la même forme historique, mais elle pourrait une nouvelle fois déclencher d'autres guerres en Europe et déstabiliser le continent. De telles ambitions sont ouvertement discutées à Moscou. La Russie est depuis longtemps revenue à une politique de puissance impériale et d'escalades militaires permanentes ; pourtant, alors que la Russie transformait Kaliningrad en un avant-poste nucléaire dirigé contre l'Europe, à seulement quelque 600 kilomètres de Berlin, la classe politique allemande continuait de s'accrocher à l'illusion d'un partenariat germano-russe privilégié. Cela constituait une forme d'aveuglement stratégique aux conséquences potentiellement désastreuses.

Dmitri Evstafiev, idéologue de Poutine, a exprimé cette logique avec une franchise inhabituelle lorsqu'il a affirmé que la paix en Ukraine n'était qu'un mot de code désignant le partage de l'Ukraine entre les États-Unis et la Russie. C'est pourquoi le soutien politique, sociétal et militaire apporté aujourd'hui à l'Ukraine ne constitue pas une prolongation de la guerre, mais bien la politique la plus efficace au service de la paix.

En d'autres termes, aider l'Ukraine autant que possible et aussi rapidement que possible est actuellement le moyen le plus efficace de préserver la paix en Europe.

La condition préalable à cela est de résister à l'axe autoritaire émergent entre le

trumpisme et le poutinisme, qui cherche ouvertement à déstabiliser et à subordonner le continent. Les guerres récentes ont peut-être affaibli cet axe, mais elles ne modifient en rien la logique fondamentale de cette relation.

L'histoire du 20^e siècle montre bien où de tels arrangements peuvent mener. Donald Trump semble, à certains égards, avoir endossé le rôle d'un destructeur révisionniste de l'ordre international, tandis que Poutine honore avec une fidélité excessive l'héritage impérial de Staline. Tout comme la lutte contre Hitler ne pouvait être dissociée de l'opposition au stalinisme, la défense de la liberté européenne ne peut être dissociée de la résistance à l'alliance autoritaire entre le trumpisme et le poutinisme. Les alternatives démocratiques provenaient alors de réseaux pluralistes, dissidents et transnationaux. À cette époque, socialistes, chrétien·nes, humanistes et intellectuel·les indépendant·es, ainsi que certain·es pacifistes militant·es, ont tous et toutes œuvré ensemble pour défendre la démocratie et la diversité culturelle contre ces deux régimes totalitaires – une leçon pertinente pour notre époque, même si elle n'a duré que brièvement à la fin des années 1930 avant d'être anéantie.

C'est pourquoi la mémoire historique revêt, à mon sens, une importance si profonde. Dans son célèbre discours au Reichstag du 1^{er} septembre 1939, où il annonçait l'attaque contre la Pologne, Hitler louait également le pacte avec Staline et déclarait que tout conflit entre l'Allemagne et l'Union soviétique ne profiterait qu'aux autres. Peu de temps après, Staline lui-même célébrait l'amitié germano-soviétique dans un télégramme adressé à Ribbentrop, la décrivant comme ayant été scellée dans le sang. L'Europe doit donc convaincre les citoyen·nes par une politique de la mémoire empirique et fondée sur la vérité. Tant que les visions du monde toxiques des périodes de l'entre-guerre et de l'après-guerre resteront insuffisamment examinées, nous continuerons à porter leur fardeau politique et moral, ainsi que tous ces traumatismes collectifs. Telle est notre mission en tant qu'historien·nes. Sans une compréhension historique, il sera difficile de comprendre le présent, et impossible de façonner l'avenir de manière démocratique. Et c'est précisément pour cette raison que

l'Ukraine se trouve, une fois de plus, au cœur de l'histoire [européenne]. Je suis convaincu que, que cela plaise ou non aux responsables politiques (ou aux historien·nes), tant que l'Ukraine ne sera pas libre et indépendante, il n'y aura pas de paix stable en Europe. L'Ukraine n'est pas seulement un enjeu géopolitique, c'est un test moral pour l'Europe et toutes les forces progressistes.

Bernhard H. Bayerlein est un historien et romaniste allemand. Ses principaux axes de recherche portent sur l'histoire du communisme allemand et international, ainsi que sur l'Internationale communiste et l'histoire contemporaine européenne de l'entre-deux-guerres.

Source : [Posle](#). Traduit par DE.

[Posle](#) (« Après » en russe) est une tentative de réponse à ces questions. En tant que communauté d'auteurs partageant les mêmes convictions, nous condamnons cette guerre qui a déclenché une catastrophe humanitaire, causé des destructions colossales et entraîné le massacre de civils en Ukraine. Cette même guerre a provoqué une vague de répression et de censure en Russie. En tant que membres de la gauche, nous ne pouvons pas considérer cette guerre indépendamment des immenses inégalités sociales et de l'impuissance de la majorité des travailleurs et des travailleuses. Bien entendu, nous ne pouvons pas non plus ignorer une idéologie impérialiste qui s'efforce de maintenir le statu quo et se nourrit du discours militariste, de la xénophobie et du sectarisme. Notre plateforme a pour objectif d'examiner la structure de ces problèmes et d'imaginer une issue. [Posle](#) accueille et est ouvert aux chercheurs et chercheuses, journalistes, militantes et témoins oculaires – à tous ceux et toutes celles qui cherchent à comprendre le présent et à réfléchir à l'avenir.

Le nouvel impérialisme de la Russie

Ilya Budraitskis et Ilya Matveev

Nous reproduisons ici l'introduction à *Russia's New Imperialism. Capital and Ideology*, à paraître en septembre aux éditions Sanford University Press.

Dans cet ouvrage, nous cherchons à replacer dans son contexte et à expliquer l'agression extérieure de la Russie. Nous l'avons rédigé en tant que chercheurs et militants internationalistes contre la guerre.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie, le 24 février 2022, a constitué un acte d'agression non provoqué qui a plongé le peuple ukrainien dans une immense tragédie et exigé des sacrifices indicibles de la part des défenseurs de l'Ukraine. Elle a également été – et reste encore aujourd'hui – un mystère. Le plan initial de la Russie reposait sur des hypothèses pour le moins fantaisistes. Le Kremlin s'attendait à ce que la guerre soit terminée en dix jours et n'envisageait même pas d'autres scénarios. Les soldats russes avaient emporté leurs uniformes d'apparat, se préparant à un défilé imminent sur l'avenue Khrehtchatyk à Kyiv. Beaucoup se déplaçaient dans des camions non blindés, avec pour seule protection contre les embuscades terrestres et aériennes ukrainiennes une fine bâche. Le deuxième jour de l'invasion, Poutine s'est adressé directement aux troupes ukrainiennes, les appelant à renverser les dirigeants civils du pays. Les messages reçus par les plus hauts commandants militaires ukrainiens, les exhortant à se rendre, confirment que son appel était sérieux et ne relevait pas simplement d'une figure de style. En somme, il est clair que le Kremlin s'attendait pleinement à ce qu'une démonstration de force rapide et ponctuelle suffise à vaincre et à soumettre l'Ukraine, l'un

des plus grands pays d'Europe tant en superficie qu'en population.

Mais le mystère qui entoure la décision d'envahir l'Ukraine va bien au-delà des illusions du Kremlin concernant ce pays et ses habitants. Même si Poutine avait réussi à installer un régime fantoche en Ukraine, transformant ainsi le pays en un nouveau Bélarus, on ne voit pas très bien ce que la Russie y aurait gagné. Les liens politiques, économiques, culturels et universitaires avec l'Occident auraient tout de même été rompus, limitant ainsi le potentiel de développement de la Russie. Et la Russie se serait tout de même retrouvée au cœur d'une nouvelle guerre froide, avec une position géopolitique et géo-économique bien plus faible qu'à l'époque soviétique. Pourquoi provoquer un conflit multidimensionnel avec un bloc vingt fois plus grand en termes de PIB ?

L'étrangeté de l'erreur de calcul du Kremlin est d'autant plus déconcertante qu'une série de conséquences contre-productives s'était déjà dessinée depuis que la Russie avait lancé son agression contre l'Ukraine en 2014. L'annexion de la Crimée par la Russie et sa participation secrète à la guerre du Donbass avaient déjà monté de nombreux Ukrainiens contre la Russie, mais Poutine continuait pourtant à croire, d'une manière ou d'une autre, qu'ils changeraient d'avis si leurs dirigeants – selon ses propres termes, «une bande de drogués et de néonazis» – était écarté. De plus, les actions agressives de la Russie depuis 2014 avaient déjà conduit au renforcement du flanc oriental de l'OTAN (et non l'inverse, comme l'affirmait Poutine), rendant tout à fait prévisibles les conséquences stratégiques de l'invasion de 2022, telles que l'adhésion de la Finlande

et de la Suède à l'OTAN. En d'autres termes, le Kremlin a ajusté sa stratégie perdante en misant encore plus fort sur celle-ci.

Dans cet ouvrage, nous cherchons à replacer dans son contexte et à expliquer l'agression extérieure de la Russie. Nous estimons qu'elle mérite le qualificatif d'impérialisme, que nous définissons comme une politique systémique de coercition dans les relations internationales dans des conditions de répartition du pouvoir hautement asymétrique. La coercition à l'encontre d'un État plus faible peut prendre de nombreuses formes : politiques, économiques et militaires. Par exemple, les actions coercitives de la Russie à l'égard de l'Ukraine au cours de la période post-soviétique ont notamment consisté en une ingérence dans les élections de 2004-2005 ; des coupures d'approvisionnement en gaz et la manipulation des prix du gaz ; des pots-de-vin et l'acquisition d'actifs économiques pour s'implanter politiquement dans le pays ; des restrictions commerciales liées à la tentative de l'Ukraine de signer l'accord d'association avec l'Union européenne en 2013 ; l'annexion de la Crimée ; l'instigation et la coordination de soulèvements séparatistes dans le Donbass ; des opérations de renseignement et des « mesures actives » ; et, enfin, son invasion à grande échelle du pays en 2022. On retrouve des éléments de ce répertoire de coercition dans les relations de la Russie avec d'autres États post-soviétiques, notamment la Biélorussie, la Moldavie, la Géorgie et l'Arménie.

Depuis l'analyse fondatrice de Lénine¹, l'impérialisme a souvent été considéré, dans la recherche critique, comme une étape ou une période du développement du système capitaliste mondial. Cependant, si Lénine a défini l'impérialisme comme « le stade suprême du capitalisme », il a également reconnu l'existence de multiples impérialismes à son époque. En 1916, par exemple, il qualifiait l'impérialisme russe de « bien plus grossier, médiéval, économiquement arriéré et militairement bureaucratique » que l'impérialisme occidental. De même, Trotsky formula la « loi » du développement inégal et combiné en s'appuyant sur le cas russe, selon laquelle des États se situant à différents niveaux

de développement capitaliste coexistent et interagissent au sein d'un même système international, ce qui influe également sur leurs politiques impérialistes. Lénine et Trotski suggèrent tous deux qu'il faut s'attendre à ce que différentes modalités d'impérialisme coexistent au sein d'une même période, remettant ainsi en cause l'idée d'une « essence » unique de l'impérialisme. De plus, les dimensions idéologiques et subjectives de l'impérialisme obéissent à une logique et à une causalité qui leur sont propres, ce qui diversifie encore davantage les formes et les pratiques de l'impérialisme. Dans le cas de l'impérialisme russe post-soviétique, comme nous le verrons, la consolidation idéologique revêt une importance particulière.

Un éditorial perspicace de la revue de gauche *Salvage*, publié le 22 avril 2022, deux mois après le début de l'invasion, affirmait :

La gauche s'est pour l'essentiel moquée de l'insistance américaine sur l'imminence d'une attaque russe ; il est donc temps aujourd'hui de réévaluer la multiplicité des acteurs impérialistes contemporains.

Cependant, l'éditorial poursuivait en décrivant l'impérialisme russe comme étant en grande partie le reflet de l'impérialisme occidental. Dans cet ouvrage, nous entendons mettre en lumière la spécificité de l'impérialisme russe, ainsi que ses implications mondiales.

Lénine ou Schumpeter ?

Un débat important, bien qu'indirect, a eu lieu dans les années 1910 entre le penseur marxiste Vladimir Lénine et le penseur libéral Joseph Schumpeter. Dans *L'impérialisme*, stade suprême du capitalisme, Lénine reprit l'argument de John Hobson, affirmant que l'agression impérialiste et les rivalités inter-impérialistes étaient un sous-produit nécessaire du capitalisme monopolistique et de ses contradictions (à savoir la nécessité de trouver des débouchés rentables pour le surplus de capital). Pour Lénine, l'impérialisme était un phénomène essentiellement moderne lié au développement du capitalisme. De plus, il a radicalisé la position de Hobson en affirmant que le capitalisme était irréformable et que les guerres inter-impérialistes étaient donc inévitables.

1. Sauf indication contraire, toutes les traductions sont de notre fait



Dans un long essai intitulé «L'impérialisme et les classes sociales», Schumpeter a répondu à Lénine et aux autres marxistes de la Deuxième Internationale en proposant une reformulation de la thèse du doux commerce, caractéristique de la pensée libérale. Il a affirmé que l'impérialisme ne découle pas organiquement du développement capitaliste. Le capitalisme canalise les énergies sociales vers l'industrie, et non vers la guerre, et par conséquent «un monde purement capitaliste [...] ne peut offrir de terreau fertile aux élans impérialistes». Selon Schumpeter, l'impérialisme survit dans les sociétés capitalistes en tant que produit atavique des structures sociales et des idéologies précapitalistes qui persistent².

Lénine et Schumpeter laissent tous deux une certaine marge de manœuvre dans leurs théories. Comme nous l'avons vu, Lénine reconnaissait l'importance de l'héritage d'un État absolutiste pour l'impérialisme, en particulier dans le cas de la Russie. Schumpeter, quant à lui, admettait que l'impérialisme – bien qu'étranger au capitalisme sous sa forme «pure» – permettait une relation mutuellement bénéfique entre l'État et les intérêts capitalistes. En effet, dans son analyse des monopoles capitalistes sous l'impérialisme, il s'est remarquablement rapproché des arguments des marxistes de la Deuxième Internationale. Pourtant, fondamentalement, les points de vue de Lénine et de Schumpeter sur la relation entre capitalisme et impérialisme restent diamétralement opposés.

La mise en parallèle de Lénine et de Schumpeter peut nous aider à réfléchir à l'impérialisme russe contemporain. Les tendances impérialistes de la Russie sont-elles une conséquence inévitable du développement de son économie capitaliste post-soviétique? Ou, au contraire, constituent-elles un héritage néfaste des passés soviétique et impérial, un fantôme désormais visible précisément en raison de la faiblesse du

2. Cela fait écho à la notion de Weber selon laquelle l'impérialisme reflète la quête de «la gloire du pouvoir sur d'autres communautés», caractéristique des élites politiques (seigneurs féodaux, officiers modernes et bureaucrates). En même temps, contrairement à Schumpeter, Weber n'adhérait pas à la thèse du *doux commerce* : il n'opposait pas le développement capitaliste à l'expansion impérialiste.

développement capitaliste post-soviétique de la Russie ? Guidés par ces questions, nous examinons des sources aussi diverses que des statistiques économiques et militaires, les discours de Poutine, les écrits d'intellectuels marginaux d'obédience impérialiste-nationaliste, des sondages d'opinion et des entretiens avec des Russes ordinaires. Nous combinons également des approches issues de l'économie politique et de la théorie sociale. Les réponses ne sont pas tranchées.

La thèse de Lénine contribue certainement dans une large mesure à expliquer la résurgence de l'impérialisme dans la Russie post-soviétique. Dans les années 2000, des signes d'une crise de suraccumulation se sont manifestés dans l'économie russe. Les pays post-soviétiques représentaient un débouché particulièrement attractif pour les investissements russes, car ils offraient la possibilité de reconstruire les chaînes d'approvisionnement de l'ère soviétique sous le contrôle d'entreprises russes. Ils constituaient également un terrain familier pour les dirigeants russes et recelaient un fort potentiel de croissance du marché. En effet, l'impératif d'expansion économique a poussé l'État russe à se montrer plus assertif dans son «étranger proche». La coercition, sous forme de mesures économiques, d'ingérence politique et d'opérations de renseignement, était considérée par le Kremlin comme un moyen de promouvoir les intérêts des entreprises russes (dont beaucoup étaient publiques). Même une intervention militaire limitée pouvait s'inscrire dans ces objectifs économiques, comme ce fut le cas lors de la guerre de 2008 entre la Russie et la Géorgie, qui, entre autres, a compromis la participation de la Géorgie au gazoduc Nabucco contournant la Russie.

Cette explication léniniste présente toutefois des limites évidentes. Celles-ci tiennent à la place spécifique qu'occupe l'économie russe au sein du système capitaliste mondial. Depuis son essor au début des années 2000, le capital russe a occupé une position intermédiaire dans les réseaux capitalistes mondiaux. S'il était influent et – dans certains cas, comme en Biélorussie et en Arménie – dominant dans les pays post-soviétiques, il dépendait également des centres capitalistes occidentaux. La Russie a joué le rôle de nœud régional dans le processus

d'accumulation mondialisé. Lorsque Gazprom a recouru à des coupures d'approvisionnement en gaz pour forcer la Moldavie et l'Ukraine à céder leurs infrastructures gazières, les investisseurs occidentaux du portefeuille de l'entreprise, tels que BlackRock, en ont tiré autant de bénéfices que les actionnaires russes, y compris l'État russe. Parallèlement, des entreprises comme Gazprom ont acquis des actifs en Occident et leurs propriétaires et dirigeants ont acheté des demeures de luxe à Londres et y ont envoyé leurs enfants dans des écoles privées d'élite. Cette combinaison de pouvoir et de dépendance est illustrée par la notion de «sous-impérialisme», initialement développée par l'économiste brésilien Ruy Mauro Marini pour définir la place du Brésil dans le système capitaliste mondial. Elle renvoie non pas tant à un conflit à somme nulle entre les capitaux nationaux à la manière de Lénine, mais plutôt à une hiérarchie des formations capitalistes.

La position «sub-impérialiste» de la Russie signifie que les facteurs économiques à eux seuls ne peuvent expliquer (et, en réalité, ont joué en sa défaveur) la rupture brutale avec l'Occident survenue après l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014. La volonté de s'affranchir de cette position «sub-impérialiste» et de s'engager dans une confrontation totale avec l'Occident ne pouvait provenir que d'ailleurs, et non des impératifs de l'accumulation du capital. Qu'en est-il alors de l'explication schumpétérienne alternative ?

L'obsession du Kremlin pour l'Ukraine porte assurément les marques de discours impériaux plus anciens, révélant une continuité entre le passé et le présent. Dans un article publié en 2021, quelques mois avant l'invasion, Poutine décrivait les Russes et les Ukrainiens comme «un seul et même peuple» divisé par l'hostilité des ennemis géopolitiques de la Russie. La présentation de l'identité ukrainienne comme une invention des services de renseignement étrangers était, en effet, l'une des caractéristiques de la politique de la Russie impériale à l'égard de l'Ukraine au début du 20^e siècle. Les mythes et les obsessions historiques semblent se répéter.

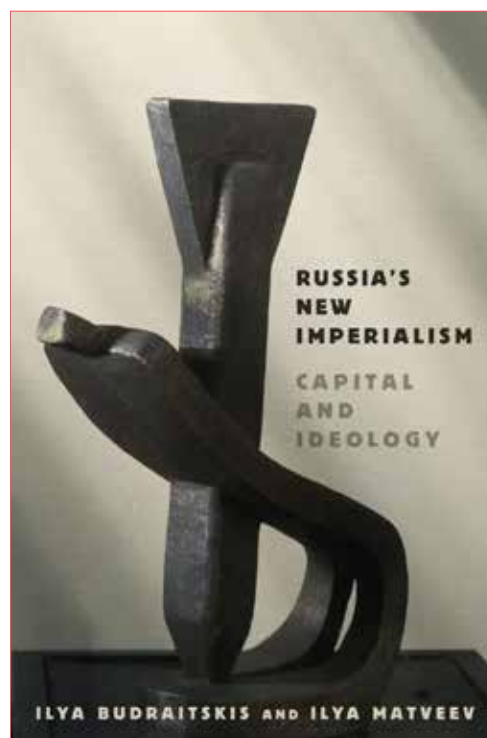
Mais la question demeure : comment cette forme particulière de nationalisme impérial en est-elle venue à exercer une emprise aussi

puissante sur une frange influente de l'élite russe, dont Poutine lui-même fait partie ? Une autre énigme se pose ici également. Si le passé se manifeste dans le présent sous la forme d'une idéologie impériale, comment sa mégalomanie et son fanatisme en sont-ils venus à remplacer le cynisme extrême caractéristique de l'élite russe post-soviétique ? Après tout, le cadre d'analyse dominant de la Russie de Poutine s'est longtemps concentré sur les notions de corruption et de kleptocratie. Or, la chaîne d'événements qui a débuté avec l'annexion de la Crimée ne correspond pas à cette conception du Kremlin comme une entité strictement kleptocratique ou uniquement intéressée par les questions économiques. Comment le monde des idées est-il devenu si important pour le régime russe ?

Nous soutenons dans cet ouvrage que l'idéologisation n'a pas simplement remplacé le cynisme. Au contraire, la nouvelle idéologie impériale du Kremlin trouve précisément ses racines dans le fait de pousser sa vision cynique du monde jusqu'à ses limites. Les années de formation de Poutine en tant qu'homme politique ont coïncidé avec une période où les idéologies étaient largement discréditées et où les « idéaux » étaient considérés comme une plaisanterie. Dans ce monde de capitalisme aventurier, c'était la loi de la jungle. Au fil du temps, Poutine et une partie de ses acolytes ont commencé à projeter l'expérience russe de l'accumulation primitive sur la scène mondiale. Ayant vécu le « capitalisme piranha » des années 1990, ils ont commencé à concevoir les relations internationales comme une lutte impitoyable pour la survie, dans laquelle seule une démonstration de force rapide pouvait empêcher un acteur d'être écrasé par un autre. Bluffer était synonyme de faiblesse, et la faiblesse signifiait la mort. Cette vision du monde s'est radicalisée avec le Printemps arabe, les révolutions de couleur dans les anciens États soviétiques, les manifestations de l'opposition en Russie en 2011-2012, et le soulèvement du Maïdan en Ukraine. Refusant d'envisager l'idée que ces mouvements puissent être de véritables luttes populaires, le Kremlin a interprété toutes ces mobilisations comme une arme brandie par l'Occident contre ses adversaires, y compris la Russie. Suivant cette logique, le Kremlin a

assimilé la survie du régime politique aux intérêts sécuritaires du pays lui-même.

Il en a résulté que le cynisme généralisé du Kremlin s'est doté d'un échafaudage intellectuel composé de nationalisme impérial, d'étatisme conservateur et de théories du complot. Ces clichés idéologiques ont été utilisés dans le cadre de la propagande gouvernementale, mais – dans un phénomène que le spécialiste des relations internationales Jack Snyder a qualifié de « *blowback* » – Poutine et ses acolytes en sont eux-mêmes venus à y croire. Cela a produit la consolidation idéologique nécessaire pour mener des actions aussi audacieuses que l'annexion de la Crimée et l'implication secrète de la Russie dans la guerre du Donbass. Les événements



de 2014 ont engagé la Russie sur une trajectoire entièrement nouvelle, qui a finalement conduit à l'invasion de 2022, au découplage économique avec l'Occident et à une transformation interne aux multiples facettes. À ces deux tournants – 2014 et 2022 –, les facteurs idéologiques ont été décisifs. En effet, bien que nous n'adhérions pas pleinement à l'explication schumpétérienne, certains de ses éléments sonnent juste : l'impérialisme russe depuis 2014 s'est révélé contre-productif, largement irrationnel et ancré dans les mythes historiques de l'empire. Mais ce

sont l'expérience moderne de l'accumulation primitive, ainsi que des événements récents tels que le Printemps arabe, qui ont permis la consolidation idéologique du régime de Poutine.

La Russie, entre autres

Il existe bien sûr une troisième explication possible, ni léniniste ni schumpétérienne, mais «réaliste offensive», dont le spécialiste des relations internationales John Mearsheimer est le plus (tristement) célèbre défenseur. Selon ce point de vue, l'expansionnisme russe n'est pas le produit d'évolutions internes (économiques ou idéologiques), mais plutôt une réponse à une pression extérieure – une réaction tout à fait prévisible qui ne dépend pas de facteurs nationaux. Par coïncidence, c'est là le point de vue de Poutine lui-même. Dans une interview accordée à Tucker Carlson, il a qualifié la politique américaine envers la Russie depuis 1991 de «pression, pression, pression». Que penser de cet argument ?

On ne peut nier que les tensions entre la Russie et les États-Unis ne sont pas entièrement le fait de la Russie. En 2002, par exemple, les États-Unis se sont retirés unilatéralement du Traité sur les missiles anti-balistiques, contraignant la Russie à développer de nouvelles armes capables de contourner les défenses antimissiles afin de maintenir l'équilibre nucléaire. Le retrait américain du traité a eu de profondes conséquences stratégiques ; qui plus est, il a coïncidé avec une période de rapprochement entre la Russie et les États-Unis. En 2019, Bryce Farabaugh et Deverrick Holmes, du Centre pour le contrôle des armements et la non-prolifération, ont déclaré :

Avec le recul, l'abandon du traité il y a dix-sept ans peut être considéré comme le coup d'envoi de l'effritement du système de contrôle des armements et des relations américano-russes, processus qui se poursuit encore aujourd'hui.

Dans le domaine de la stabilité stratégique, comme dans d'autres domaines, la politique générale des États-Unis à l'égard de la Russie peut toutefois difficilement être qualifiée de «pression, pression, pression». Les États-Unis et la Russie de Poutine ont en effet négocié avec succès deux traités nucléaires :

le traité sur la réduction des armes stratégiques offensives (2003) et le nouveau traité Start (2011). De plus, les États-Unis ont annulé la partie du plan européen de défense antimissile qui aurait pu, en théorie, compromettre l'équilibre nucléaire en réduisant la capacité de frappe offensive de la Russie. En effet, les États-Unis – tout comme la Russie, jusqu'à un certain moment – se sont montrés capables de négocier et de faire des concessions.

La question maudite de l'élargissement de l'OTAN vers l'Est, qui a fait couler tant d'encre chez divers auteurs que la tache est visible depuis l'espace, devrait également être examinée sans recourir à des discours simplistes. Il est vrai que n'importe quel gouvernement russe, et pas seulement celui de Poutine, aurait difficilement pu se réjouir de l'élargissement de l'OTAN, d'autant plus que les chances de la Russie d'adhérer à l'OTAN ont toujours été proches de zéro. Néanmoins, il convient de prendre en compte à la fois les déclarations publiques et les évolutions réelles sur le terrain. En ce qui concerne les déclarations publiques, l'OTAN n'a déclaré la Russie comme adversaire qu'en avril 2014, après l'annexion de la Crimée. Quant aux évolutions sur le terrain, l'OTAN n'a déployé de manière permanente des troupes dans ses nouveaux États membres de l'Est qu'en 2017 – là encore, seulement après l'agression de la Russie contre l'Ukraine. De plus, ces nouvelles troupes ne comptaient que 4 500 soldats. Et alors même que l'OTAN s'étendait vers l'est, les États-Unis retiraient progressivement leurs troupes d'Europe et les armées européennes voyaient leurs effectifs diminuer. Depuis que la Russie a lancé son programme de réarmement à la fin des années 2000, l'équilibre militaire conventionnel s'est en réalité amélioré en faveur de la Russie, malgré l'expansion de l'OTAN vers l'est. Ce n'est qu'après l'invasion de l'Ukraine par Poutine en 2022 que cette tendance s'est inversée, mais on ne peut guère en tenir l'OTAN pour responsable³.

3. Cette analyse ne se veut pas un commentaire sur l'OTAN en tant que telle, mais uniquement une caractérisation de la politique de l'OTAN à l'égard de la Russie. Par exemple, l'affirmation répétée de l'OTAN selon laquelle elle serait une «alliance défensive» est discutable, compte tenu de ses opérations offensives dans les États de l'ex-Yougoslavie, en Afghanistan et en Libye. Mais la

En bref, l'évolution des relations américano-russes ne peut à elle seule expliquer les politiques impérialistes de la Russie. Pour le Kremlin, cependant, elles s'inscrivent désormais dans une construction idéologique spécifique, selon laquelle l'hostilité occidentale de longue date envers la Russie a refait surface dans la détermination américaine

(ou «anglo-saxonne») à écraser et démanteler la Russie en utilisant l'Ukraine comme bélier. Comme le formule avec justesse Vladislav Zubok, «les mythes russes ne sont pas seulement un ensemble de mensonges et de tromperies. Un mythe est une synthèse puissante d'événements réels, bien que biaisée. Les mythes de Poutine, comme tous les mythes, contiennent des grains de vérité enveloppés dans des interprétations délibérées et des prophéties autoréalisatrices». La clé de l'énigme de l'impérialisme russe, en particulier après 2014, réside dans les rouages internes du mythe, bien que les développements concrets jouent certainement

posture stratégique de l'OTAN après 1991 ne constituait pas une menace pour la Russie. Comme le souligne le rapport de la Rand sur le théâtre européen de l'OTAN, «les forces armées de l'OTAN se sont réorganisées pour se concentrer sur des opérations de stabilisation et sur des forces allégées pouvant être plus facilement déployées hors de leur zone de responsabilité, vers des lieux tels que l'Afghanistan». En d'autres termes, l'OTAN s'est détournée de l'hypothèse d'une guerre conventionnelle avec la Russie.

un rôle lorsqu'ils interagissent avec la mythologie du Kremlin.

Stabilité et changement

Dans sa puissante analyse des causes de la Première Guerre mondiale, Christopher Clark a écrit à propos de la décision de l'Autriche de lancer un ultimatum à la Serbie le 23 juillet 1914 :

Les décisions de ce type peuvent revêtir une dimension existentielle, en ce qu'elles promettent de réinventer l'entité décisionnaire, de la façonner en quelque chose qu'elle n'était pas auparavant.

De même, la décision fatidique de Poutine d'envahir l'Ukraine le 24 février 2022 a refondé la Russie.

Trois ans après le début de la guerre, l'économie russe fonctionne en temps de guerre : les dépenses militaires en 2024 sont estimées à 149 milliards de dollars, soit 7,1 % du PIB. Contre toute attente, le découplage économique de la Russie par rapport à l'Occident s'est avéré possible. Alors que les échanges commerciaux avec l'UE et les États-Unis se sont effondrés, ceux avec la Chine, l'Inde et d'autres grandes économies en développement ont explosé. Le taux de chômage est au plus bas de l'histoire de la Russie post-soviétique ; en effet, on observe des pénuries généralisées de main-d'œuvre qui exercent une pression à la hausse sur les salaires. Dans le même temps, toutes les

formes imaginables de dissidence sont désormais criminalisées, et l'appareil répressif du régime fonctionne avec une régularité implacable, infligeant des amendes et des peines d'emprisonnement pour des délits tels que le fait d'arracher des affiches de propagande ou de critiquer la guerre lors de conversations privées dénoncées à la police. De plus, l'idéologie du nationalisme impérialiste russe s'appuie sur un programme extrêmement conservateur, qui inclut l'interdiction totale de tout traitement visant à affirmer une identité de genre, quel qu'il soit, ainsi que de toute mention publique des préoccupations LGBTQ. Bien qu'elles ne soient pas tout à fait nouvelles, toutes ces tendances ne se sont concrétisées qu'après le 24 février 2022.

Les évolutions observées en Russie laissent entrevoir quelque chose de durable – non pas simplement une situation d'urgence liée à la guerre, mais les fondements d'un nouveau système politique, d'une nouvelle économie et d'une nouvelle société. Au fil du temps, ces changements ont acquis leur propre dynamique et pourraient finir par devenir irréversibles. Plus les oligarques s'habituent à mener une vie somptueuse à Dubaï plutôt qu'à Londres et à commercer avec l'Asie plutôt qu'avec l'Europe, moins ils sont incités à chercher à renverser les politiques anti-occidentales du Kremlin. Et tandis que les citoyens ordinaires n'ont pas encore pleinement intériorisé l'idéologie impérialiste du Kremlin, les bases sont en train d'être jetées pour endoctriner une nouvelle génération de jeunes Russes par le biais de changements radicaux dans le système éducatif. Des centaines de milliers de personnes parmi les plus engagées politiquement et les plus opposées au régime ont quitté le pays ; elles ne constituent plus un problème pour le régime. Quant aux membres de l'opposition qui ne sont pas partis, ils sont impuissants face au vaste appareil répressif du régime.

Et pourtant, des signes d'instabilité se cachent sous la surface. L'économie souffre d'une inflation persistante. Seuls les secteurs liés à la guerre affichent une croissance ; les industries civiles stagnent ou sont en déclin. Les dépenses militaires, au moins trois fois supérieures au niveau d'avant-guerre, pèsent énormément sur les finances publiques. La révolte d'Evgueni Prigojine en juin 2023 a également révélé la fragilité du modèle de

gouvernance de l'ombre de Poutine : loin d'être un monolithe parfait, le système étatique russe est sillonné de loyautés d'entreprise, régionales et personnelles. Dans un contexte de fortes turbulences politiques ou économiques, des fissures ne manqueront pas d'apparaître. Nous ne souhaitons pas spéculer sur l'avenir de la Russie, mais nous ne pensons pas non plus qu'il soit prédéterminé.

L'impérialisme et l'opinion publique russe

De 2022 à 2024, le Laboratoire de sociologie publique – un collectif de recherche dont fait partie l'un des auteurs de cet ouvrage – a recueilli des centaines d'entretiens auprès de Russes ordinaires afin de reconstituer l'attitude de la société russe face à la guerre. À propos des « nouveaux territoires » de la Russie – c'est-à-dire les parties occupées de l'Ukraine annexées par la Russie –, l'une des personnes interrogées a souligné : « Je ne suis pas citoyen de ces territoires, je ne peux pas les considérer comme mon peuple – ils ne le sont pas. Ce ne sont pas mes proches, ce n'est pas mon sang, ce n'est pas mon peuple ». Interrogé sur la conscription, un autre participant a répondu : « Alors ils [la population des "républiques populaires" du Donbass] viendront ici et je vais aller me battre à leur place ? Je n'en ai pas besoin. » Et une infirmière d'une petite ville de l'Oural a déclaré : « Les Ukrainiens sont un peuple à part. Pour quoi nous battons-nous ? »

Ces résultats montrent clairement que le Kremlin a largement devancé la majorité de la société russe dans sa radicalisation impérialiste et nationaliste. L'idée, exprimée dans l'article de Poutine de 2021, selon laquelle les Russes et les Ukrainiens forment « un seul peuple », n'est toujours pas largement répandue dans la société russe, et les « nouveaux territoires » – à l'exception de la Crimée – ne sont pas considérés par la plupart comme faisant partie de la Russie. Bien sûr, des opinions résolument nationalistes et impérialistes sont également présentes. Pour l'une des personnes interrogées, la guerre revenait à « mettre de l'ordre dans notre province rebelle, qui, pour une raison quelconque, se prend pour un État à part entière ». Toutefois, ces opinions sont minoritaires. La majorité des Russes se montrent

cyniques face à la rhétorique officielle du Kremlin et considèrent souvent la guerre comme un conflit géopolitique dans lequel aucune des deux parties ne peut revendiquer la supériorité morale. Cette logique n'exclut toutefois pas une acceptation passive de la guerre, que beaucoup en sont venus à considérer comme inévitable. De plus, une partie importante de la population soutient la guerre indépendamment des motivations de la Russie. L'une des personnes interrogées a résumé cette position ainsi : « C'est bizarre d'être de l'autre côté [pro-ukrainien]. Eh bien, parce qu'on est de ce côté-ci. C'est là que nos proches meurent ».

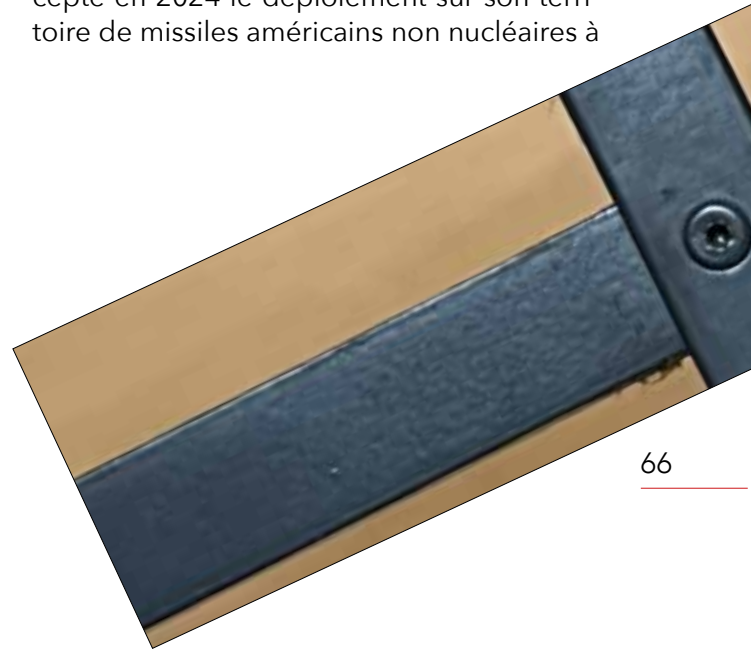
À court terme, le Kremlin a accepté le cynisme et la passivité du peuple russe. En réalité, ce sont précisément ces facteurs qui ont aidé Poutine à renforcer son emprise sur la Russie au départ. Le régime de Poutine gouverne par le biais d'incitations matérielles, telles que des rémunérations élevées pour ceux qui s'engagent dans l'armée et des sanctions sévères en cas de dissidence. À plus long terme, cependant, le projet du Kremlin pour la Russie – tout comme son projet pour l'Ukraine – est profondément idéologique. Poutine considère désormais que sa mission consiste à « rééduquer » le peuple russe selon des principes conservateurs et nationalistes – en substance, à créer une nouvelle société. La vaste machine de l'État russe est progressivement réorientée pour atteindre cet objectif.

L'opposition à l'impérialisme existe en Russie et s'est traduite par des actions allant de la réalisation de graffitis antiguerre à l'incendie de bureaux de conscription. Jusqu'à présent, cependant, l'État s'est montré très efficace pour la désorganiser, l'isoler et l'écraser. Les groupes d'opposition organisés se sont pour la plupart exilés à l'étranger et sont tous en proie à une crise profonde. On ne peut qu'espérer que cette crise au sein de l'opposition sera source de transformation et ne marquera pas son chant du cygne.

Implications mondiales

La résurgence de l'impérialisme russe redessine la carte géopolitique et géo-économique mondiale. Avec sa première attaque contre l'Ukraine en 2014, le Kremlin a inversé le processus de démilitarisation de l'Europe engagé après 1989. Après des

années de déclin, les dépenses militaires des membres européens de l'OTAN sont passées de 235 milliards de dollars en 2014 à 380 milliards de dollars en 2024, atteignant enfin l'objectif de 2 % du PIB réclamé depuis longtemps par les États-Unis. Au cours de la même période, les effectifs militaires du bloc européen de l'OTAN sont passés de 1,8 million à 2 millions. De plus, l'Allemagne a accepté en 2024 le déploiement sur son territoire de missiles américains non nucléaires à



longue portée, et d'autres pays européens tels que la France, l'Italie, le Danemark, les Pays-Bas, la Finlande et la Pologne prévoient d'acquérir ou de développer leurs propres capacités de frappe en profondeur. Le système de missiles américain le plus avancé qui sera déployé en Allemagne, l'arme hypersonique à longue portée (LRHW), a une portée de plus de trois mille kilomètres et peut frapper non seulement Moscou, mais aussi la majeure partie de la Russie européenne. L'OTAN développe également de nouveaux couloirs terrestres pour acheminer rapidement trois cent mille soldats vers son flanc oriental en cas de conflit militaire avec la Russie. En résumé, d'un point de vue géostratégique, la nouvelle guerre froide entre la Russie et l'Occident bat son plein. La différence évidente par rapport à la situation d'avant 1989 est que la Russie et ses alliés (à savoir la Biélorussie, l'Érythrée, la Corée du Nord et – avant la chute d'Assad – la Syrie) ne représentent que 3,5 % du PIB mondial en parité de pouvoir d'achat, contre 10,5 %



pour le bloc soviétique. De plus, l'OTAN se trouve désormais aux portes de la Russie, en Finlande, en Suède et dans les pays baltes.

Et puis il y a la question de la Chine. Certains observateurs, dont le président français Emmanuel Macron, ont qualifié la Russie d'«État vassal» de la Chine. Nous doutons de cette affirmation. Les options de la Russie en matière de commerce extérieur étant désormais sévèrement limitées, la Chine a certes l'avantage dans certaines négociations – par exemple, concernant le gazoduc «Power of Siberia⁴». Cependant, la relation globale entre la Chine et la Russie est une relation de dépendance mutuelle, et non de contrôle et de soumission. Pour la Chine, qui entretient elle-même un conflit latent avec l'Occident, laisser la Russie sombrer reviendrait à affronter seule le bloc politique et économique le plus puissant du monde. Ne serait-ce que pour cette raison, un minimum de soutien économique et diplomatique au Kremlin est pratiquement garanti. Dans le même temps, se rapprocher trop de la Russie – par exemple en concluant une alliance militaire formelle avec elle – ne ferait qu'exacerber son propre conflit avec les États-Unis, que la Chine préfère gérer avec prudence plutôt que de le faire dégénérer

de manière imprudente. Ces calculs déterminent la politique de la Chine à l'égard de la Russie, qui comprend, d'une part, une coopération économique intensive et la déclaration de soutien de Xi Jinping à Poutine à la suite des élections présidentielles russes de 2024, et, d'autre part, un respect partiel des sanctions occidentales contre la Russie, notamment dans le domaine financier, ainsi que le refus de tout engagement en matière d'alliance militaire. La grande question qui se pose ici, et qui n'est pas abordée dans cet ouvrage, est celle de la probabilité d'un conflit plus large – voire d'une escalade militaire – entre la Chine et les États-Unis. Des facteurs structurels, tels que le choc entre deux puissants centres d'accumulation de capital, rendent-ils un tel scénario inévitable? Ou bien sa possibilité dépend-elle de l'action d'acteurs spécifiques? Ce qui est clair, c'est que l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022 est un facteur lié à l'action humaine qui exerce une pression supplémentaire sur les relations sino-américaines.

Au-delà de la modification des positions stratégiques des puissances mondiales, l'invasion de l'Ukraine par la Russie a mis en lumière plusieurs réalités géo-économiques. Premièrement, les sanctions occidentales, notamment le gel d'environ 300 milliards de dollars de réserves de la banque centrale russe, ont démontré à quel point les relations économiques pouvaient être utilisées comme une arme dans le contexte d'une économie moderne et mondialisée. Deuxièmement, la réaction de la Russie a montré qu'un grand exportateur de matières premières peut, en réalité, survivre à un découplage rapide de l'Occident en réorientant ses échanges vers des pays non occidentaux et en s'engageant dans une mobilisation économique de type capitaliste d'État classique. Ces deux faits ont certainement été relevés par d'autres

4. Ces questions sont abordées par une multitude de sources et font l'objet de discussions tout au long de cet ouvrage. L'analyse la plus complète des relations russo-ukrainiennes dans la période post-soviétique se trouve dans D'Anieri (2019).

grandes économies semi-périphériques. Gita Gopinath, première directrice générale adjointe du FMI, a récemment affirmé que «les flux commerciaux et d'investissement sont réorientés selon des lignes géopolitiques». L'invasion de l'Ukraine par la Russie a contribué à ce processus à la fois directement et en montrant aux autres pays ce qui était possible.

L'attaque contre l'Ukraine a non seulement coûté la vie à des centaines de milliers de personnes, semant le chaos et la dévastation, mais elle a également encouragé une spirale de militarisation et la «blocisation» du système international. Bien sûr, le Kremlin n'aurait pas pu à lui seul parvenir à untel résultat – celui-ci est le fruit à la fois de facteurs structurels et de décisions conjoncturelles prises par d'autres gouvernements. Néanmoins, la contribution de la Russie à cet état de fait est réelle et substantielle. La concurrence intense entre des impérialismes rivaux est désormais un fait indéniable qui exige à la fois une réflexion académique et une réponse concrète de la part des mouvements progressistes et internationalistes.

Notre position intellectuelle et politique

Nous avons écrit cet ouvrage en tant que chercheurs et militants internationalistes antiguerre. Les questions que nous posons – Quelle est la nature de l'impérialisme russe moderne? Quelles en sont les forces motrices? – sont certes liées aux débats académiques en relations internationales et en études russes. Mais elles sont également hautement politiques. Notre intérêt pour ces questions découle non seulement de leur place dans le débat scientifique, mais aussi de leur pertinence pour notre engagement politique personnel. C'est précisément parce que nous sommes politiquement investis dans ces questions que nous souhaitons approfondir notre compréhension de l'impérialisme russe par le biais de recherches empiriques et de réflexions théoriques. Nous avons certes des parti pris politiques, mais nous nous efforçons de séparer l'observation objective du jugement subjectif, conformément à la maxime de Weber. Lors des recherches menées pour cet ouvrage, nous n'avions aucune réponse toute faite. Nous avons suivi la voie que nous indiquaient la

théorie et les données empiriques. Dans le même temps, nous pensons que nos convictions politiques ont affiné notre jugement académique.

Dans cet ouvrage, nous nous concentrons sur les évolutions politiques, économiques, sociales et idéologiques de la Russie. Ce n'est pas parce que nous considérons que les évolutions dans d'autres pays sont insignifiantes. Au contraire, l'accent que nous mettons sur la Russie est directement lié à notre conception de l'impérialisme russe comme un phénomène ayant ses propres causes internes, plutôt que comme une simple réponse aux actions d'autres États et aux changements du système international, comme le voudrait Mearsheimer. Par ailleurs, lorsque nous abordons la Russie, nous veillons tout particulièrement à intégrer des sources ukrainiennes, car nous estimons qu'elles offrent une perspective épistémique privilégiée sur l'impérialisme russe. Comme pour les autres éléments de notre approche, notre objectif est de parvenir à une meilleure analyse et à une meilleure compréhension du sujet que nous avons choisi.

Ilya Budraitskis est chercheur en histoire et en sciences politiques, enseignant à l'Université de Moscou, organisateur du mouvement antiguerre jusqu'à son exil en 2022. Il est membre du Mouvement socialiste russe.

Ilya Matveev est politologue, chercheur à l'université de Brême et à l'université d'Helsinki.

Source et traduction : [Solidarité Ukraine Belgique](#), 1^{er} septembre 2026.

EN COMPLÉMENT POSSIBLE

Ilya Budraitskis, «Ce régime ne peut pas évoluer», [Adresses](#), n° 15, septembre 2025.

Ilya Budraitskis, «Le poutinisme, c'est le fascisme. Pourquoi est-il nécessaire de le dire aujourd'hui?», [Adresses](#), n° 15, septembre 2025.

Ilya Matveev, «Le régime de Poutine se débat dans ses propres contradictions», entretien avec Ilya Matveev, [Soutien à l'Ukraine résistante](#), n° 2

Ilya Matveev, «Sur la nature du régime russe et ses perspectives», débat, avec Volodymyr Ishchenko, [Soutien à l'Ukraine résistante](#), n° 8.

Ilya Matveev «L'OTAN a-t-elle poussé Poutine à envahir l'Ukraine», [Soutien à l'Ukraine résistante](#), n° 24.

Ilya Matveev, «La guerre de Poutine contre l'Ukraine n'est pas une question de sécurité mais d'intérêts impérialistes», [Adresses](#), n° 15, septembre 2025.



